

15010101

AVRIL 1988

LE MONDE diplomatique



MAI 1988

Les Zaïrois en état de survie

(Pages 24 et 25.)

36 pages - 15 F

Algérie : 6 DA
 Arabie Sa. : 19,00 F
 Belgique : 95 FB
 Canada : 2,25 C
 C-États : 990 F CFA
 Espagne : 270 P
 E.-U. : 2,50 \$ US
 Gr.-Bret. : 1,10 £
 Irlande : 1,70 £
 Italie : 3 500 Litras
 Japon : 14,50 ¥
 P.-Bas : 5,00 Fl.
 Singap. : 900 F CFA
 Suisse : 5,50 FS
 Tunisie : 1 700 m

Abonnements : voir tarif page 6

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

SOCIÉTÉS ÉCARTELÉES, PLANÈTE DISLOQUÉE

Le terreau de l'extrême droite

Par CHRISTIAN DE BRIE

Fait de la France. Les immigrés seront les rois et on cotera à Paris, à la Bourse, en arabe. Avant vingt-cinq ans, la France sera une République islamique (7). - Je vous dis, moi, que si nous laissons cette situation s'installer, ou bien tout cela finira mal, ou bien la France et les Français, leur civilisation, leurs coutumes et leurs mœurs seront balayés (8).

Le terrorisme ensuite, horrible complice du premier : « Il leur suffit de prendre en otage pour faire du bruit dans les médias. Il leur suffira de prendre des petites filles et d'envoyer une tête par semaine. Cela n'a pas de fin (9). »

Le SIDA enfin : « Dans les cinq prochaines années, il va transformer l'histoire du monde. De vous à moi, je ne suis pas absolument sûr qu'il y ait encore une civilisation humaine à la fin du siècle. En l'état actuel des choses, il n'y a pas un seul espoir. L'avenir est entièrement noir (10). » Noir comme les pestes terrifiantes qui ravagèrent le monde.

(Lire la suite page 13.)

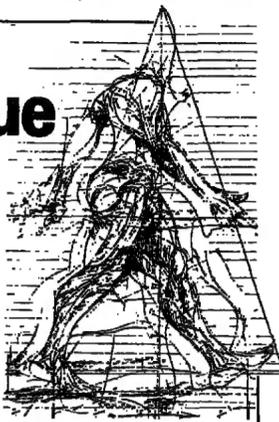
- (1) M. Le Pen, Compiègne, 3 mars 1984.
- (2) Selon un sondage de l'IFOP, 57 % des Français n'ont pas peur de M. Le Pen.
- (3) M. Le Pen, Paris, 24 avril 1988.
- (4) William Pfaff, 28 avril 1988.
- (5) M. Le Pen, « Club de la presse », 10 septembre 1983.
- (6) M. Le Pen, le Monde, 12 décembre 1980.
- (7) M. Le Pen, le Figaro Magazine, 16 avril 1988.
- (8) M. Le Pen, « Club de la presse », 10 septembre 1983.
- (9) M. Le Pen, le Monde, 10 mars 1986.
- (10) M. Le Pen, le Figaro Magazine, 16 avril 1988.

En vente dans les kiosques :

LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS

Manière de voir n° 2

La fabrique des exclus



La pauvreté prospère au sein d'une prospérité qui, en dépit de la stagnation économique, s'étale en un luxe tranquille. En quelques années, le traitement de la « crise » a dangereusement aggravé les injustices : disparités de revenus, mais aussi inégalités devant la culture, le logement, la santé, la justice, les loisirs. A l'abri de leurs privilèges, combien de citoyens contemplant avec apitoiement les familles et individus condamnés à vivre dans la précarité ? Combien préfèrent les ignorer ou se désintéressent de leur sort ? La France ne possède certes pas le monopole d'un tel écartèlement social. La fossé est peut-être encore plus profondément creusé aux pays de M^{me} Thatcher et de M. Reagan.

Tourment de sociétés industrialisées ? Deux fois non. D'abord parce que l'écart grandit entre le Nord porté par la modernité et le Sud sous-développé. Ensuite parce qu'il grandit encore, dans le tiers-monde, entre les castes affairistes qui accaparent le pouvoir et l'immense majorité des populations, notamment rurales, abandonnées à leur triste destin.

Mondialisation de la production et des échanges ? Mondialisation aussi des multiples brisures qui disloquent la planète comme elle désarticulent, au Nord et au Sud, des sociétés en quête d'un équilibre interne plus ou moins harmonieux, jamais parfait mais toujours espéré.

Les évolutions technologiques introduisent inévitablement des tensions. Ironie-elles jusqu'au point de rupture ? Force est de constater que l'idéologie aujourd'hui en honneur (1) les aggrave dramatiquement. Au Nord comme au Sud, le système en place fabrique des exclus, qui s'offrent toujours comme le terreau des extrémismes.

(Lire le dossier pages 15 à 22.)

(1) Cf. Le Libéralisme contre les libertés, « Manière de voir n° 2 ».

« Je suis la bête immonde qui monte, qui monte (1). »

M. Le Pen poursuit son ascension. Désormais, le candidat du Front national à l'élection présidentielle n'aura plus besoin de tourner en dérision la peur du fascisme tant les thèmes qu'il a développés se sont banalisés (2). Les électeurs ont, pour 14,39 % voté pour lui lors du premier tour, le 24 avril, et ceux qui le suivent, fortifiés de se compter si nombreux, vont oser dire un peu plus haut et fort ce qu'ils pensaient, jadis, tout bas et que leur chef répète inlassablement depuis des années. Dès le soir du premier tour, certains témoins s'y sont exercés, haussant le ton comme on chausserait des bottes. « Rien ne se fera plus en France sans, et a fortiori contre, la volonté des électeurs du Front national (3). »

Le choc créé par cette poussée extrémiste prolongera ses effets longtemps après l'élection présidentielle, non seulement au sein de la droite déstabilisée et de la société française, mais encore en Europe, qui découvre avec stupeur la dimension de l'effet Le Pen. A juste titre ; on imagine les réactions françaises et internationales si un phénomène semblable s'était produit en Allemagne. Dans l'immédiat, il comporte des risques de dramatisation que certains pourraient être tentés d'utiliser, aussi bien par des manipulations sur les marchés monétaires et financiers que par des provocations à des affrontements violents. Fin avril, l'International Herald Tribune allait même jusqu'à présumer que « le sang pourrait couler [en France] avant la fin de la campagne (4). »

Parti du niveau zéro il y a tout juste sept ans, M. Le Pen atteint les sommets où évoluent les grandes formations qui se partagent la représentation populaire et le pouvoir politique. En 1981, il n'avait pu se présenter à l'élection présidentielle faute de réunir les cinq cents signatures nécessaires à la candidature, et les listes d'extrême droite totalisaient moins de cent mille voix aux législatives. Deux ans plus tard, le Front national émergeait aux élections municipales de mars 1983, entrant dans les mairies, avant de rassembler deux millions deux cent mille voix aux européennes de juin 1984, deux millions sept cent mille voix aux législatives et régionales en mars 1986

DANS CE NUMERO :

Noirs et Blancs réunis, beaucoup de pauvres aux Etats-Unis s'unissent pour soutenir la candidature de M. Jesse Jackson ; en France, l'extrême droite fait campagne contre l'immigration et ramporte 14,39 % des suffrages : le citoyen exprime comme il peut ses frustrations devant les défaillances du système social. La crise persistante incite les Deux Grands à s'entendre pour réduire l'effort d'armement, résoudre les conflits régionaux. Il faudrait aussi libérer la planète de ce gigantisme économique qui écrase des centaines de millions d'hommes, du Nord au Sud (voir le dossier pages 15 à 22).

RECETTES ÉPUSÉES

Une simple fresque de ces années de crise montre que les recettes du néolibéralisme sont épuisées, et que l'EUROPE pourrait bien être le socle d'une « relance mondiale » (pages 6 et 7), à condition d'interrompre cette fuite en avant qui sacrifie les travailleurs sur l'autel de la compétitivité - tels ces « paysans andalous » (page 8) déçus par l'adhésion de l'Espagne au Marché commun - au risque de fertiliser à nouveau le « terreau de l'extrême droite » (pages 1 et 13).

Le retour à un nationalisme primaire est aussi le fruit des campagnes anti-terroristes qui ont accompagné la rupture du dialogue Nord-Sud. Dans cette Afrique endettée, soumise au despotisme de dirigeants souvent corrompus, la

En quête d'unité

lutte quotidienne des « Zaïrois en état de survie » (pages 24 et 25) fait pourtant ressortir la responsabilité du système économique mondial dans le gaspillage des énergies humaines. Tout comme les difficultés économiques de l'Amérique latine en « détresse » (page 14) montrent qu'il ne suffit pas de rétablir la démocratie pour s'affranchir des liens de dépendance à l'égard du même système.

LES ARMES DE LA DIPLOMATE

En URSS, ce sont également les difficultés économiques qui auront déterminé « le grand tournant diplomatique » (page 5). Le marchandage stratégique avec les Etats-Unis impose la vigilance aux Européens, s'ils ne veulent pas faire les frais d'une nouvelle course aux « armes conventionnelles » (page 28). Le Pentagone, lui, n'entend pas se laisser prendre au dépourvu par ce réaménagement stratégique et dresse ses plans pour l'an 2000 (le « scénario sélective et vieilles recettes », page 4), alors que M^{me} Reagan et Gorbachev s'emploient à résoudre les dangereux conflits régionaux. Victimes de l'un de ces plus vieux conflits, les Palestiniens de « la génération de l'intifada » (page 3) contribuent à relancer la dynamique des négociations, malgré les contraintes d'une occupation militaire dont, de son côté, l'écrivain afghan Spôjmal Zarib témoigne au nom de tout son peuple, dans la nouvelle « Les bottes du défilé » (pages 26 et 27).

Sur cette planète disloquée, toujours en quête d'unité, la diplomatie de Jean-Paul II » (pages 9 à 12), tournée vers la défense des valeurs spirituelles, devrait apporter son ciment. Mais le pape n'est-il point trop marqué par son expérience polonaise pour saisir tous les enjeux de l'évolution en cours entre l'Est et l'Ouest ?

Lire le sommaire détaillé page 36.

M 2136 - 410 - 15,00 F



3792136015009 04100

Arabies

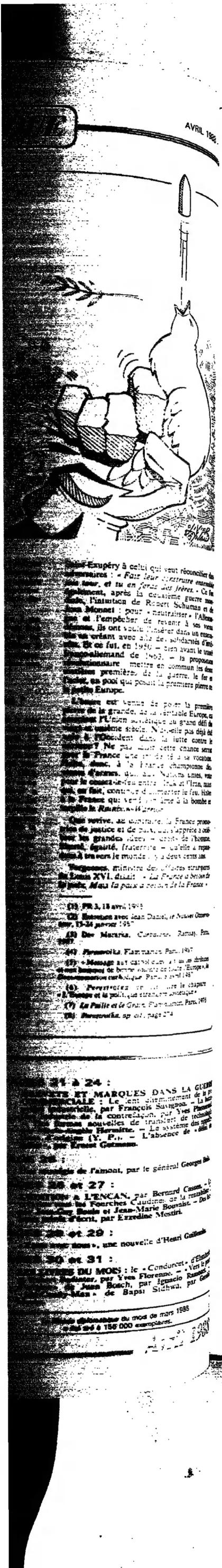
40 ANS D'ISRAËL : LA PALESTINE EN QUARANTAINE

HASSAN DE JORDANIE A BATONS ROMPUS

JOBERT : LA FRANGE DANS LA NASSE

REPORTAGE KAÏROUAN AME DU MACHREB

Le numéro de mai d'Arabies, le mensuel du monde arabe et de la francophonie. En vente en kiosques et en librairies. Abonnement : 300 F - 250 F étudiant. 78, rue Joubert 75017 Paris



« Des nazis parlent »

A propos de l'enquête d'Alexandre Szombati « Des nazis parlent » (le Monde diplomatique, mars 1988), nous avons reçu une lettre - que nous ne publions pas - contestant l'existence des chambres à gaz. D'autre part, M. Manfred C.E. Stricker, secrétaire du groupe démocrate-chrétien de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, exprime ainsi sa perplexité quant au décompte des victimes juives du génocide :

A la lecture de votre article, je ne suis pas plus avancé. Voilà donc qu'un Wilhelm Höttl, « historien de profession », autrichien comme Eichmann, et son « camarade de lutte toujours », qui lui « témoignait la confiance la plus totale ». Et ce Höttl historien va tout dire à A. Szombati, précisant que « c'est pour être utile à la seule cause qui lui tième à cœur : la vérité historique ».

Et voilà le chiffre : quatre millions dans les camps, deux par les commandos de la mort. Cela fait six pour Eichmann, insuffisant pour Himmler, qui veut un autre rapport. Et l'article s'arrête là. Le lecteur pourra se dire que six doit finalement être le bon chiffre.

Mais, quand on réfléchit un peu, il est permis de se dire qu'Eichmann et Himmler avaient peut-être un peu tendance à gonfler les chiffres. Qui ne le fait pas dans les systèmes bureaucratiques, et cela d'autant plus qu'ils sont plus totalitaires ? [...]

Mais puisqu'on constate l'existence de faussaires, réfléchissons à leur nature diverse. En simplifiant, on pourrait voir d'un côté les gens qui aimeraient bien dis-

culper les démocraties européennes d'avoir abouti à des solutions aussi extrêmes. Et de l'autre, ma foi, des gens qui tentent d'exploiter les morts en grossissant le chiffre, pour des raisons que des gens doivent bien connaître.

[M. Stricker se permet un peu facilement d'insinuer à l'Assemblée des démocraties européennes la responsabilité du peuple allemand.]

M^{me} Irène Herbulot, « mère de famille de trente et un ans », demeurant à Caluire, s'indigne, elle, que l'on puisse faire parler des criminels nazis :

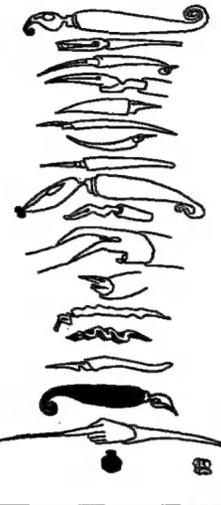
Et tout cela pour quoi ? Pour que l'existence des chambres à gaz ne soit pas niée (parce qu'on chercherait encore à le faire, après le procès Barbie pour ne citer que le plus récent) ?

Allons donc ! Faut-il vraiment aller chouchouter un nazi, un moins que rien, se pencher sur son passé ignoble, pour pouvoir en tirer un témoignage qui nous serve de leçon à nous, pauvres démocrates sans cesse menacés dans notre fragilité ? Comme si nous pouvions apprendre quelque chose d'eux ! Vous leur faites la partie trop belle ! On va les voir, on parle d'eux... On montre leurs photos.

[...] Je ne suis pas d'accord. Ils n'ont pas à témoigner, eux qui se moquent bien de vous et de vos interviews démocratiques, et par-dessus tout des crimes qu'ils ont commis (aucun nazi notoire n'a jamais exprimé de regrets pour cela).

Alors pourquoi cette sollicitude ? Laissez donc les nazis à leurs bourbiers, c'est bien assez qu'ils soient encore vivants...

COURRIER DES LECTEURS



« La puissance américaine au milieu de la bourrasque »

Chef de l'information au secrétariat du GATT, M. David Woods nous écrit à propos de l'article de Frédéric C. Clairmonte et John Cavanagh intitulé « La puissance américaine au milieu de la bourrasque » (le Monde diplomatique, janvier 1988) :

J'ai été surpris de prendre connaissance de l'opinion attribuée au secrétariat du GATT (au sujet des nouvelles négociations de libéralisation du commerce) :

« Un rêve, comme la plupart des membres du secrétariat du GATT l'admettent en privé. (...) Je ne prétends pas représenter les membres du secrétariat ni connaître leurs opinions privées. Je ne peux toutefois m'empêcher d'envier les auteurs de l'article d'avoir pu s'entretenir en privé avec « la plupart des membres du secrétariat » qui compte quelque cent cinquante experts, dont de nombreux sont responsables d'un secteur de politique commerciale. Comment conclure sérieusement qu'ils considèrent comme un rêve l'activité dans laquelle ils se sont engagés depuis plus d'un an ?

« Les armes de l'Europe »

A propos des articles sur « Les armes de l'Europe » (le Monde diplomatique, janvier 1988), M. Pierre Baraton, président de la Commission européenne de défense par les citoyens (CEDEC, BP 183, 75160 Paris Cedex 04), s'adresse plus particulièrement au commandement des troupes européennes :

J'ai été particulièrement surpris que, pour un fidèle lecteur de la Zeit, puisse vous la citez abondamment, vous puissiez affirmer que, jusqu'à présent, aucune voix ne s'est élevée en Europe pour demander que ce soit un général européen qui soit placé à la tête de l'OTAN.

Je me permets donc de vous renvoyer à la Zeit du 20 novembre 1986 (n° 48, p. 3) dans laquelle M. Schmidt propose qu'un général français soit placé à la tête des troupes européennes. Plus précisément, je vous renvoie à l'article de la Zeit du 29 mai 1987 (n° 23, p. 35, col. 2, par. 2) du même auteur que je vous traduis brièvement : « A la place de l'actuelle structure de l'OTAN et de son commandant en chef américain (serait mis en place) un système ouest-européen de défense avec un commandant en chef français à sa tête. Il serait responsable devant le conseil des chefs d'Etat et de gouvernement. Il réunirait toutes les compétences à l'exception du droit d'utiliser les armes nucléaires, lequel resterait exclusivement du chef de l'Etat français ». Et plus loin M. Schmidt ajoute : « Ce concept d'un système ouest-européen de défense s'effectuerait complètement dans le cadre du Pacte atlantique et de l'UEO. »

[L'ex-chancelier Schmidt ne parle que des troupes européennes, et non pas des troupes de l'OTAN stationnées en Europe et qui incluent les forces américaines. Il a avancé cette suggestion uniquement après avoir quitté le pouvoir. Aucun gouvernement ne l'a reprise à son compte. M. Kiesinger est allé plus loin (un Américain comme secrétaire général de l'OTAN, un Européen comme commandant en chef de toutes les forces de l'OTAN stationnées en Europe) mais, à l'époque, il a attendu d'avoir quitté le département d'Etat.]

De son côté, M. Georges Lanizet, agrégé de l'Université et membre de la commission Défense et désarmement des Verts nous fait part de ses réflexions sur la stratégie anticitée :

Rappelons ce qu'est la stratégie anticitée : un « coup de semonce » des armes nucléaires, dites à présent préstratégiques, avertirait le gouvernement de Moscou que la violation du « sanctuaire national » exposerait la population des villes russes au « coup de masse » de la force stratégique, dont la modernisation doit faire passer le pouvoir exterritorial de

20 millions d'habitants de ces villes à 60 millions [...]

Selon le général Copel, le nucléaire ne met à l'abri que du nucléaire, et c'est à cette seule fin que la bombe atomique était destinée quand le général de Gaulle en dota la France. Un des deux présidents du groupe de conseillers qui vient de présenter à Washington un rapport sur la politique militaire des Etats-Unis (le Monde, 19 janvier 1988), Albert Wohlstetter, a dit naguère de la stratégie anticitée qu'elle était un « bluff suicidaire ». C'est l'opinion exprimée par M. Pierre Jaquin dans le Monde du 16 décembre : « On ne protège pas son indépendance en se donnant le choix qu'entre vitrification et capitulation. » Pour leur part, les Verts ou mis en évidence depuis longtemps que la stratégie anticitée risquait d'acculer un jour le président de la République à ce choix entre la capitulation et l'annihilation. Aussi ont-ils proposé aux Français une autre politique de défense [...] 52 % d'entre eux, selon un sondage réalisé par la SOPRES du 28 au 30 octobre 1987, estiment qu'il faudrait à l'avenir rechercher d'autres solutions que la force de dissuasion pour assurer la sécurité du pays.

« Le Monde diplomatique » condamné pour injure publique et diffamation

Sur plainte déposée par l'Institut d'études de la désinformation, dont le rôle était critiqué dans un article intitulé « L'art de la désinformation » (le Monde diplomatique, mai 1987), la dix-septième chambre du tribunal de Paris a condamné, pour injure publique et diffamation, André Fontaine, directeur de la publication, et Claude Julien, auteur de l'article.

La décision du tribunal qualifie Claude Julien de « journaliste consciencieux », de surcroît « apparemment inspiré par d'honorables mobiles ». Le journal est condamné à payer 20 000 F d'amende, à verser à la partie civile 10 000 F de dommages-intérêts et 8 000 F de frais, et à payer trois insertions dans la presse à raison de 15 000 F chacune. Soit au total 83 000 F.

Le Monde diplomatique a décidé de faire appel de cette décision. Dans l'un de ces prochains numéros, il fournira bien entendu à ses lecteurs un compte rendu détaillé de l'audience. C. J.

« Le sucre sous l'empire des Grands »

M. B.O. Boullé, délégué général outre-mer de la Chambre d'agriculture mauricienne, nous communique ses remarques à propos de l'article de Charles Condaminé paru dans notre dossier sur « Le sucre sous l'empire des Grands » (le Monde diplomatique, mars 1988) :

M. Condaminé écrit qu'« en réalité ce sont les exportateurs privés organisés en syndicat qui ont encaissé cet argent [provenant du protocole sucre] ». Il convient de préciser que le Syndicat des sucres, organisme de marketing, groupe tous les producteurs de sucre, y compris 35 000 planteurs, et que les recettes qui proviennent de notre quota ACP sont distribuées de façon qu'elles profitent jusqu'aux plus petits planteurs et jusqu'aux travailleurs. Enfin, on doit noter que l'industrie sucrière finance son

propre institut de recherche et que le sucre, par le truchement d'un prélèvement à l'exportation, finance une part importante du budget national.

Sur le plan plus général, on peut en effet confronter les points de vue les plus divergents quant à la nature du protocole sucre. Toutefois, si on le replaçait dans son contexte historique, où il apparaît comme le successeur direct du Commonwealth Sugar Agreement, on voit bien qu'il ne peut s'agir que d'un contrat commercial pur et simple et non d'une forme d'aide qui ferait que les signataires ACP deviennent des « assistés ». D'ailleurs, c'est bien sur la base d'un accord commercial que les commissaires à l'agriculture qui se sont succédé à Bruxelles depuis treize ans ont tous mis en pratique les dispositions du protocole.

Tchicaya U Tam'si

NOTRE ami Tchicaya U Tam'si, poète, dramaturge et romancier congolais, est mort d'une crise cardiaque dans la nuit du 21 avril dernier à l'âge de cinquante-sept ans. Dans ses poèmes, ses pièces de théâtre et ses romans, Tchicaya U Tam'si a constamment défendu, en une langue française rageuse et forte, un sens du génie africain et une certaine conception de l'Afrique : celle de la noble tradition de la tolérance, du dialogue et du progrès. Il a fiévreusement fustigé - en particulier dans sa pièce Le Destin glorieux du maréchal Nikkon Nikku et dans son dernier roman, Ces fruits si doux de l'arbre à pain - la bêtise politique, le sanglant carnaval des dictatures et l'absurde délire de certains tyrans. Ecrivain baroque, au style torrenciel et à l'humour acéré, Tchicaya U Tam'si exprime dans toutes ses œuvres une intense générosité sociale et un profond humanisme. Il avait accepté, en octobre dernier, de faire partie du comité de gestion des fonds de « Lecteurs solidaires », se joignant ainsi activement à la campagne lancée par notre journal en faveur des lecteurs du tiers-monde. Collaborateur du Monde diplomatique (1), Tchicaya U Tam'si estimait que la lecture de ce journal, dans cette Afrique qu'il aimait tant, pouvait aider, dans une certaine mesure, à faire avancer les idées auxquelles lui-même a consacré sa vie : le progrès de l'esprit humain, la justice sociale, les droits de l'homme et la pleine démocratie. (1) Lire sa nouvelle, Lazare, (avril 1980) ; un extrait du roman Ces fruits si doux de l'arbre à pain (mars 1987) et l'article « Les origines sacrées de notre théâtre » (décembre 1987).

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef :
Michelle PAUNET
Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE,
Bernard CASSIN, Jacques DECORNOY,
Alain GRESH
Secrétaire de rédaction :
Solange BRAND
RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Tél : MONDIPAR 650572 F
Tél : 42-47-97-27
Publicité : le Monde Publicité S.A.
Responsable : Antoine Gauvin
5, rue de Montessuy,
75007 Paris
Tél : 45-55-91-42 ou 45-55-91-71
Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé, dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

En réponse à cet appel nous avons reçu, à la fin du mois d'avril 1988, la somme de 37 308 F. Le comité de gestion de ce fonds, constitué par M^{me} Claire Brisset, M. Jacques Chonchol, M. Pierre de Charentenay et M. Edmond Jouve (et, jusqu'à sa récente disparition, Tchicaya U Tam'si), a établi une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. Ont déjà été établis : 34 abonnements en Afrique, 26 en Amérique et 3 en Asie.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous.

M. ou M^{me}
n° rue
à Code postal
lecteur du « Monde diplomatique » depuis ans, verse par
 chèque bancaire chèque postal
la somme de :
 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.
 313 F pour un abonnement en Amérique latine.
 343 F pour un abonnement en Asie.
ou de 50 F 100 F 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.
(Chèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adressés au Monde diplomatique, « Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).

25TH ANNIVERSARY
THE AMERICAN COLLEGE IN PARIS
L'université américaine à Paris
LIBERTÉ RÉUSSITE
L'American College in Paris, université américaine accréditée aux Etats-Unis, vous propose une formation supérieure à l'américaine.
EXCELLENCE
Préparez un diplôme américain de premier cycle universitaire (BA ou BS) dans l'une de ces disciplines :
• Business Administration
• Computer Science
• Economics
• International Affairs
• European Cultural Studies
• Art History
• Comparative Literature
• French Language and Culture
S'adresser à : Direction des Admissions
The American College in Paris - B.P. 402
31, avenue Bosquet - 75007 Paris - Tél. : (1) 45.55.91.73

Etudes en SUISSE
littéraires, scientifiques et économiques
Baccalauréat (séries A, B, C, D) statut officiel de Collège et de Lycée français à l'étranger
Admission dès 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.
Accès aux bourses officielles. Une grande école fondée en 1908
école lémania lausanne
3, ch. de Préville - CH-1001 Lausanne Suisse
Tél. 19-41/21/201501 - Fax 19-41/21/228700 - Téléfax 450800 ou 48

SOS SAHEL INTERNATIONAL GRANDE-BRETAGNE
Une organisation volontaire qui se spécialise dans des projets d'environnement dans les pays au sud du Sahara en Afrique.
Nous recherchons un directeur du projet pour :
Mali - Projet communautaire de l'environnement
Licencié en agriculture, ou discipline appropriée, avec l'expérience en matière de la conservation du sol/le contrôle de l'érosion. L'expérience du travail à l'étranger essentielle, de préférence dans des zones arides. Nous exigeons des techniques de sensibilisation et de bonnes qualités de contact, et une bonne connaissance de l'anglais est préférée.
Premier contrat de deux ans de durée, salaire de £11.000 + par an, avec indemnités.
Merci d'adresser lettre et CV à :
SOS Sahel International - Grande-Bretagne, 22, Beron Street, Londres, N1 9ES, Angleterre, avant le 31-5-88.

ATTENTAT de Louvain
L'initiative de M. de Gaulle
Le Monde diplomatique
condamné pour injure publique et diffamation
LECTEURS SOLIDAIRES
« Le sombre horizon du refus »

الطبيعية

AU CINQUIÈME MOIS DE L'INSURRECTION PALESTINIENNE

La génération de l'« intifada »



LA FORCE DE L'ARMÉE, DÉSORMAIS OMNIPRESENTE. Mais la peur a changé de camp.

ATTENTAT de Larnaca (Chypre), détournement de l'autobus de Dimona (Israël), assassinat à Tunis d'Abou Jihad, numéro deux de l'OLP : à nouveau, dans le conflit israélo-palestinien, l'enchaînement du terrorisme éclipsé les espoirs de négociation. L'initiative de M. Shultz est dans l'impasse, la répression maintient dans son état les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza où le soulèvement entre dans son cinquième mois. Mais quelle est donc cette jeunesse dont l'ardeur est en train de donner un nouveau ciment à la résistance palestinienne ?

Par notre envoyé spécial ALAIN GRESH

Appelons-le Bassam. Nous l'avons rencontré à Hébron. Il se nomme Ahmed à Naplouse, Arabi à Ramallah. Il a vingt ans, n'a connu que l'occupation, et trouve pourtant que c'est le plus bel âge de la vie. Il a les yeux rouges de fatigue et ne sait pas encore où il dormira cette nuit ; il craint une nouvelle interpellation. En quelques mois, la Cisjordanie et Gaza sont devenues un immense pénitencier : plus de neuf mille emprisonnés (1). Il faudrait incarcérer trois cent mille personnes en France pour atteindre une proportion équivalente de prisonniers politiques.

sur ses propres forces ; elle a renoué le fil de la grande révolte arabe de 1936-1939 en Palestine mais espère, cette fois enfin, aboutir à la victoire. Si l'on demande à ces jeunes de fixer un point de départ au mouvement actuel, tous rejoignent Arabi : « Le sommet arabe d'Amman au mois de novembre 1987. Nous l'avons suivi grâce à la télévision jordanienne massivement captée ici. Nous avons vu les chefs d'Etat palabrer, se disputer, se réconcilier face à la « menace iranienne », et... nous oublier. Nous avons alors compris que notre avenir reposait sur nos seules épaules... » « L'avenir, tu n'as pas à le prévoir, mais à le permettre », écrit Saint-Exupéry, qu'il n'ont sans doute pas lu.

Bassam connaît tous les recoins de sa ville, tous les habitants de son quartier. Il s'y promène en toute liberté, frappe à toutes les portes, demande à chacun de raconter la dernière incursion des colons, la manière dont la population les a repoussés, comment l'armée les a secourus. Bassam évite les grandes axes et les patrouilles israéliennes qui les sillonnent ; mais il sait que le pays réel échappe à leur contrôle, malgré les milliers d'hommes utilisés à la tâche — avant, cinq cents soldats suffisaient à maintenir l'ordre dans toute la Cisjordanie.

Et ils ont le sentiment d'avoir en quelques semaines modifié l'Histoire, d'avoir changé la face du Proche-Orient. Ils ont fait renaitre la « ligne verte » qui délimitait les territoires occupés et que les gouvernements israéliens affirmaient avoir effacés à tout jamais : ils ont contraint le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, à multiplier les navettes dans la région ; ils ont remis la Palestine à l'ordre du jour, à Washington, à Moscou et dans les capitales arabes. D'où cette assurance sans limite, cet aplomb qui frise l'arrogance.

Peu de monde échappe aujourd'hui à leurs sarcasmes, pas même la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dont ils proclament haut et fort qu'elle est leur « seul représentant » mais dont ils dénoncent, en privé, l'incurie, la corruption de certains de ses cadres — « l'OLP c'est étioles », disent-ils dans un grand élan de rire, — le peu de succès, voire une certaine irresponsabilité comme dans l'attaque contre le bus de Dimona, le 7 mars dernier. Pour Bassam, en quelques mois, les Palestiniens de l'inté-

rieur ont obtenu plus que l'OLP en vingt ans de lutte armée et d'appels à la libération de toute la Palestine... Mais ce sont surtout les dirigeants arabes qu'ils méprisent et condamnent sans rémission. Ils savent que leur mouvement peut être contagieux pour les peuples voisins. « Nous sommes en train de faire la preuve qu'une insurrection peut tenir tête à une armée, la meilleure du Proche-Orient. Et demain, les autres peuples arabes, en Jordanie ou en Egypte, pourraient suivre notre exemple et revendiquer cette démocratie dont ils sont depuis si longtemps privés... »

La contagieuse exaltation de cette génération s'irrite parfois avec l'illusion. Les rumeurs les plus folles circulent. Dans le taxi collectif qui relie Hébron à Jérusalem, un paysan rapporte que, « avant le 5 avril, les Israéliens évacuèrent les territoires occupés ». Cette fable est accueillie avec flegme par les autres passagers, qui engagent une discussion pour savoir d'où exactement Israël va se retirer.

« Ils venaient pour tuer »

MAIS s'ils ont la tête dans les étoiles, ces jeunes ont les pieds sur terre. L'intifada s'appuie sur une organisation étonnante d'efficacité et que chacun, homme ou femme, quel que soit son âge, a pris en charge. A Idna, un village de quinze mille habitants proche d'Hébron, nous sommes en « territoire libéré ». Au bas de la route qui grimpe vers les premières maisons, un poste de l'armée signale le point le plus avancé de la présence israélienne. Tshah se contente d'opérations coup de poing ; la veille de notre arrivée, fin mars, juste après la prière du vendredi, trente soldats ont pénétré à Idna, appuyés par un hélicoptère. « Ils venaient pour tuer... Pour leur dernière incursion, ils avaient utilisé plus de mille hommes mais avaient dû battre en retraite face à toute la population, qui était descendue dans la rue ; en envoyant, cette fois-ci, un nombre ridicule de fantassins, ils les mettaient presque dans l'obligation de tirer ». Bilan : deux jeunes tués, une quinzaine de blessés par balle.

« Celui qui aura le souffle le plus long l'emportera. » Dans les dédales de la casbah de Naplouse, Ahmed nous guide, évitant les contrôles. L'armée assiege la ville depuis trois semaines et les militaires fouillent systématiquement ceux qui pénètrent, détruisant tout aussi systématiquement tous les aliments. Pains, oranges, œufs s'amoncellent sur les bas-côtés de la route. Comme les commerçants, répondant aux consignes de l'insurrection, haïssent dès midi le rideau, les autorités d'occupation leur interdisent d'ouvrir l'appât-midi, espérant ainsi assécher la volonté palestinienne. Dans certaines villes, comme à Hébron, les pharmacies ont été autoritairement fermées. En ce milieu d'après-midi, Naplouse ressemble à une ville fantôme ; les écoles et les universités sont closes, comme dans toute la Cisjordanie et Gaza, par ordre militaire ; personne ne s'attarde dans la rue.

Dans l'appartement où Ahmed nous a conduits, des dizaines de personnes se sont agglutinées en quelques minutes. Chacun veut raconter : comment les soldats ont pénétré chez eux, en passant par les toits ; comment ils ont volé de l'or ou des bijoux ; comment ils ont saqué les habitations ; comment ils ont détruit les haut-parleurs de la mosquée... Ahmed met bon ordre à cette énumération. Il n'a pas la trentaine mais possède déjà une longue expérience : adolescent, il a été condamné à quinze années de prison pour appartenance à une organisation de la résistance et jet de cocktail Molotov ; il a été torturé, puis libéré au bout de dix ans. Il parle avec l'autorité que lui confère son itinéraire et son rôle actuel. Il écarte tous les récits sur les exactions car il sait que, dans ce domaine, les Palestiniens

ont déjà remporté la bataille de l'opinion publique internationale. Mais il souhaite exposer le pourquoi de leur combat : « Notre mouvement n'est pas l'œuvre d'enfants ou de terroristes... Ce n'est pas une protestation contre nos conditions économiques. Nos revendications ne sont pas celles de réfugiés mais celles d'un peuple. Que voulons-nous ? Un Etat en Cisjordanie et à Gaza avec Jérusalem-Est comme capitale... »

Le discours réaliste de cette troisième génération évite toute emphase, tout vertige du succès. Certes, tous les extrémistes n'ont pas disparu ; des slogans signés de la « résistance islamique » dénoncent, à Naplouse ou à Gaza, l'idée de conférence internationale. Un étudiant demande, lors d'un colloque public, que les participants entament un débat sur le « passage à la lutte armée ». Mais ces élucubrations restent minoritaires, et les cadres rencontrés au hasard des visites partagent une vision pragmatique, qui prend en compte l'existence d'Israël et l'état de l'opinion publique internationale. Par sa modération aussi, qui témoigne de la confiance retrouvée, la nouvelle génération apporte sa contribution à la lutte palestinienne.

Bassam, Ahmed ou Arabi dirigent le soulèvement, dont la force réside dans la décentralisation. Ces nouveaux chefs ne sont pas comme des Israéliens, qui arrêtent aujourd'hui indistinctement car ils ne savent plus qui est qui dans cette communauté palestinienne où les « collaborateurs » se sont repoints ou se retrouvent totalement isolés. La qiyada, le mouvement (commandement unifié), qui publie toutes les semaines un communiqué fixant les axes de la lutte, ne reflète qu'imparfaitement le mouvement ; elle est avant tout une sorte de pont entre la direction extérieure — l'OLP — et l'intifada.

Ces jeunes sont jaloux de leurs prérogatives et ne suivent pas toujours les directives centrales, jugées parfois irréalistes ou, au contraire, trop conciliantes. Mais leurs propos sur l'OLP échappent à toute ambiguïté : « C'est l'OLP qui décide ; c'est elle qui doit négocier ; nous refusons de constituer une direction de remplacement... »

« Ma B'khoul ! » La peur s'est évaporée. Au plutôt elle a changé de camp. Muki Ron est israélien, responsable du groupe « Vingt et unième année » (d'occupation) ; c'est un professeur de littérature anglaise à l'Université hébraïque de Jérusalem, avec un long passé militant ; il a créé La Paix maintenant à Tel-Aviv en 1982. Aujourd'hui, il développe une activité très radicale contre l'occupation, contre son principe et sa traduction dans la vie quotidienne... « Pourrait-il, au vu de ce que, lui aussi, a peur : « Quand je vois à la télévision ces Palestiniens des territoires, le visage masqué par le keffiyeh, armés de pierres et de bâtons, j'ai peur... La peur est une dimension très forte de notre société... Peurs ancestrales et peurs actuelles, souvenirs des pogroms et de l'Holocauste, cette crainte profonde est la pire et la meilleure des choses. Elle a entraîné, côté israélien, une réévaluation fondamentale : le statu quo est une illusion. Mais ce constat peut déboucher aussi bien sur une volonté de paix que sur la conviction qu'il faut expulser les Palestiniens. L'Histoire et les Israéliens bénaïent encore... »

Aujourd'hui, le gouvernement de Jérusalem, divisé sur le plan Shultz, est uni sur le préalable à toute solution : casser les Palestiniens. Un ministre travailliste a résumé ce consensus : « Avant de décider quoi que ce soit, nous devons effacer cet insolent sourire de leurs lèvres... »

(1) 4500 avant le 8 décembre, date du début de l'insurrection ; 4500 autres arrêtés depuis.
(2) « Quand le gouvernement viole les droits des peuples, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sûr et le plus indispensable des devoirs. » Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 26 juin 1793.

Des de l'Europe »

20 millions d'habitants de ce pays, 60 millions... Selon le général Copel, le ministre de la Défense, ce projet de construction de cette seule fin que la bombe atomique était destinée quand le général de Gaulle en dota la France. Un des deux membres du groupe de conseillers qui vint se présenter à Washington un rapport sur la politique militaire des Etats-Unis... Monde, 19 janvier 1988. Albert Weisberger, a dit naguère de la stratégie américaine qu'elle était un « bluff nucléaire ». C'est l'opinion exprimée par M. Weisberger dans le Monde du 16 décembre.

« Le Monde diplomatique » condamné pour injure publique et diffamation

Sur plainte déposée par l'Agence d'études de la désinformation, dont le rôle était critiqué dans un article du Monde diplomatique, mai 1987, à la dix-septième chambre du tribunal de Paris a condamné, pour injure publique et diffamation, André Fournier, directeur de la publication, et Claude Julien, auteur de l'article. La décision du tribunal qui condamne « Le Monde diplomatique » de payer 20 000 F d'amende, à titre de dommages-intérêts et 8000 F de frais, et à payer trois insertions de la presse à raison de 15 000 F chacune. Soit un total 83 000 F. Le Monde diplomatique a décidé de faire appel de cette décision. De l'un de ces prochains numéros, l'hebdomadaire fera entendre sa voix à ce compte rendu détaillé de l'audience. C.A.

LIDAIRES

« L'idées », un appel à des « lecteurs... » « L'idées », un appel à des « lecteurs... » « L'idées », un appel à des « lecteurs... »

SOS SAHEL INTERNATIONAL GRANDE-BRETAGNE. Une organisation volontaire... Sahel International - Grande-Bretagne, 22, Barton Street, Londres, N1 5RS.

« Le sombre horizon du refus »

COMMENTAIRE dans l'International Herald Tribune (1). L'opposition de plusieurs dirigeants juifs américains à l'initiative Shultz, M. Abba Eban, président de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, rappelle que, à plusieurs reprises depuis 1948, le gouvernement israélien avait accepté le principe d'une réunion internationale sur le paix au Proche-Orient. L'ancien ministre des affaires étrangères ajoute qu'aujourd'hui « le secrétaire d'Etat George Shultz a offert aux Israéliens des garanties officielles et détaillées qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait envisagées. Israël participerait à la conférence sans être assuré de son succès mais avec des risques presque nuls. » Et il conclut : « Les amis d'Israël en Amérique, qui sont loin de cette tragédie arabe, devraient procéder à un examen de conscience avant d'encourager Israël à explorer le sombre horizon du refus. » (1) 4 avril 1988.

ÉDITIONS A. PEDONE 13, rue Soufflot, 75005 PARIS. DROIT MARITIME MARTINE REMOND-GUILLOUD I. - NAVIGATION MARITIME LES ACTEURS LA FORTUNE DE MER LA SÉCURITÉ MARITIME II. - LE COMMERCE MARITIME TRANSPORTS DE MARCHANDISES TRANSPORTS DE PASSAGERS Un volume de 468 pages 240 F TÉL : 43-54-05-97

LA STRATÉGIE AMÉRICAINE FACE AUX DÉFIS DE LA FIN DU SIÈCLE

« Dissuasion sélective » et vieilles recettes

ESTIMANT que les principes défendus en 1980 par l'administration Reagan avaient perdu de leur crédibilité dans un monde en rapide changement, le département de la défense et le Conseil national de sécurité ont nommé, l'an dernier, une commission de haut niveau chargée de réexaminer la stratégie américaine.

Par MICHAEL KLARE *

Pour préparer ce rapport, le Pentagone et le Conseil national de sécurité avaient choisi un groupe de personnalités éminentes - stratèges, officiers en retraite, politiciens - en majorité conservatrices. Les deux coprésidents de la commission étaient MM. Fred C. Iklé, récemment encore sous-secrétaire à la défense (et numéro deux du Pentagone), et Albert Wohlstetter, ancien chercheur à la Rand Corporation et conseiller du département de la défense pour les questions stratégiques.

Dans son introduction, la commission estime que « les décennies à venir seront sans doute le théâtre de profonds changements ». La Chine et le Japon vont probablement devenir des super-puissances régionales, de nouvelles technologies vont transformer les capacités de combat des principaux pays, et tout indique que le tiers-monde sera victime d'une épidémie de « conflits de faible intensité ».

Le rapport souligne franchement cette nécessité de revoir la stratégie américaine à la lumière des changements intervenus sur le plan international. Mais, alors qu'une nouvelle approche aurait pu déboucher sur la

prise en considération d'idées neuves concernant la sécurité nationale - au sujet des mesures de contrôle des armements et d'une « défense alternative » telle qu'elle fait l'objet de discussions en Europe occidentale, - la commission opte une fois encore en faveur de réponses prévisibles de nature conventionnelle. Elle fait de nombreuses allusions au potentiel révolutionnaire des technologies modernes, mais n'essaie en rien de répondre aux « réalités changeantes » avec de nouvelles méthodes visant à prévenir ou à résoudre les conflits internationaux.

Cette résistance à un renouvellement de la pensée est particulièrement flagrante dans la façon dont la commission aborde cette réalité nouvelle qu'est le danger croissant de conflits de faible intensité et de guerres régionales dans le tiers-monde. Alors que la crainte d'un conflit global en Europe semble s'être estompée, le rapport estime que l'incidence et l'intensité des conflits extra-européens ont crû.

A cette fin, suggère la commission, les Etats-Unis doivent se défaire de leur préoccupation concernant « les deux dangers extrêmes » qui ont dominé la pensée stratégique ces dernières années : une offensive généralisée des forces du pôle de Varsovie contre l'Europe occidentale, et une attaque nucléaire massive de l'URSS contre les Etats-Unis. Ces menaces ne sont pas écartées, mais leur éventualité est moins grande que celle de conflits plus localisés. Cependant, la

stratégie américaine continue de concevoir ses plans en termes de dangers extrêmes, amoindissant ainsi la capacité des Etats-Unis à répondre aux défis ayant plus de chances de surgir ailleurs. « Mettre l'accent sur les attaques soviétiques massives conduit les planificateurs de la défense à s'affaiblir d'autres », note le rapport, qui ajoute : « En mettant trop l'accent sur ces hypothèses, les planificateurs de la défense s'interdisent de tenter de s'occuper de situations nombreuses et bien plus plausibles dans lesquelles les menaces d'annihilation nucléaire ne seraient pas crédibles. »

A première vue, cette insistance mise sur ces scénarios non nucléaires, non apocalyptiques, est pleine d'intérêt. Il est certain que tout le monde bénéficierait d'une détente dans la course aux armements nucléaires entre les Etats-Unis et l'URSS. Mais les recommandations de la commission font naître une nouvelle série de dangers. L'accent mis sur les conflits de faible intensité (1) et la création de forces d'intervention massées permet d'imaginer un engagement militaire accru des Américains dans les conflits régionaux du tiers-monde.

Ce risque apparaît à plusieurs reprises dans le rapport. Il y a tout d'abord la suggestion d'améliorer la capacité à intervenir dans des régions éloignées sans avoir à s'appuyer sur des bases à l'étranger. Le rapport demande aussi une augmentation de l'aide militaire américaine à des régimes amis du tiers-monde, et la mise sur pied de « forces en coopération » (cooperative forces), composées de détachements américains et alliés aux fins d'intervention dans des conflits régionaux. Élément plus inquiétant peut-être : le soutien vigoureux à la « doctrine Reagan », qui prévoit la création, suivie d'une aide, de mouvements rebelles anticommunistes, tels les contras du Nicaragua. On lit ainsi : « Les Etats-Unis devraient soutenir des insurrections anticommunistes - partout où - d'importants intérêts américains devraient être défendus et où un soutien américain devrait avoir des effets positifs. »

Si ces recommandations étaient bien observées, devrait s'ensuivre un engagement accru des Etats-Unis dans les conflits régionaux et internes en Amérique centrale, dans l'Afrique subsaharienne, dans la région du Golfe et en Asie du Sud-Est. Cette issue doit apparaître inévitable à qui connaît bien l'évolution de la stratégie américaine au cours des dernières décennies, et spécialement à la fin des années 50, quand certains stratèges percevaient une semblable menace dans le tiers-monde. En réponse à cette menace, ils demandaient alors la constitution de forces d'intervention de ce type. En 1958, par exemple, M. Henry Kissinger rédigea un rapport pour le Rockefeller Brothers Fund. Il écrivait qu'il est « impératif que, en plus de notre force [nucléaire]

de représailles, nous constituions des unités qui puissent intervenir rapidement et soient à même de faire sentir leur puissance avec discernement et souplesse » - un langage repris quasiment mot pour mot dans le document de 1988.

A l'époque, les conseils de M. Kissinger furent accueillis avec un très grand enthousiasme par les jeunes responsables qui rejoignirent l'administration Kennedy au début des années 60. Cet enthousiasme, John Kennedy le partageait, qui ordonna au département de la défense de préparer une augmentation massive des capacités d'intervention américaines. Le Pentagone mit l'accent sur le développement des forces et de la doctrine de « contre-insurrection » - la réponse militaire américaine aux guerres de libération. C'est ainsi que, lorsque le régime pro-américain de Ngo Dinh

Diem commença à rencontrer des difficultés, Kennedy ordonna un vaste développement de l'action anti-insurrectionnelle au Vietnam du Sud.

Nul ne sait si l'histoire se répètera. Mais il est certain que le rapport de janvier dernier a pour but de légitimer l'usage de la puissance militaire américaine dans les conflits régionaux du tiers-monde, et donc de gonfler le « syndrome vietnamien » - l'inversion de l'opinion à l'égard d'interventions américaines directes dans des conflits de type vietnamien. Cette aversion demeure vive, mais il est clair que de nombreux hommes politiques des démocraties - sympathisant avec les idées exprimées dans le rapport (2). Et, dans la mesure où ce message prévaudra, les Etats-Unis se rapprocheront d'un engagement - ou d'engagements - de type vietnamien.

De gros risques d'escalade

Le spectre d'un regain d'interventionnisme est peut-être l'aspect le plus inquiétant, mais il n'est pas le seul élément troublant. Dans presque tous les scénarios envisagés, la commission prend position en faveur d'actions militaires américaines qui impliquent des risques non négligeables d'escalade. Cela est particulièrement clair dans la section consacrée aux conflits en Europe et dans la périphérie de l'Union soviétique. Parce que les forces américaines pourraient être numériquement inférieures, il est impératif, écrit la commission, qu'elles détachent la suprématie sur le plan des armes conventionnelles et nucléaires et qu'elles soient préparées à user de cet avantage en frappant le territoire soviétique.

L'une de ses principales recommandations est alors le développement rapide d'armes non nucléaires « intelligentes », dont le potentiel de destruction approcherait celui des armes nucléaires à faible performance. « Les armes conventionnelles intelligentes, précises, à longue portée peuvent contribuer de façon décisive à l'arrêt d'attaques soviétiques où que ce soit dans la périphérie de l'URSS », indique le rapport. De telles armes « nous confèreraient une forte chance de détruire une grande variété de cibles ponctuelles ou étendues, grâce à un ou plusieurs tirs, sans usage de têtes nucléaires ». Parmi les cibles éventuelles : les concentrations de troupes, les postes de commandement, les aéroports militaires dans les zones profondes de l'Europe de l'Est et en URSS.

La substitution d'armes conventionnelles aux armes nucléaires est certes hautement souhaitable. Mais l'utilisation d'armes « quasi nucléaires » de ce type contre le territoire de l'URSS pourrait provoquer une réplique nucléaire aussi bien qu'une réplique conventionnelle, ce qui pousserait les Etats-Unis à répondre avec l'arme nucléaire et aboutirait ainsi à une guerre totale (3).

Il est une autre option envisagée par la commission qui provoquerait un risque d'escalade nucléaire : le lancement de contre-offensives en Europe de l'Est ou en URSS en cas d'attaque soviétique contre l'Occident. La thèse des contre-offensives en Europe de l'Est semble avoir pour auteur M. Samuel Huntington, qui lança l'idée dans un article publié dans International Security. Une idée critiquée pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle signifierait que l'OTAN, alliance purement défensive, se transformerait en organisation capable de lancer des offensives contre l'Est - une modification qui provoquerait sans doute des dissensions en Europe occidentale tout en donnant à Moscou une justification pour accroître sa présence militaire en Europe de l'Est. D'autre part, mise en pratique en temps de guerre, cette stratégie paralyserait les défenses de l'OTAN sur le front central (au détriment des forces en action dans d'autres zones) et provoquerait des représailles nucléaires de la part de l'URSS.

Le rapport ne nie pas le risque d'escalade nucléaire lors de tels conflits. Toute guerre américano-soviétique, note la commission,

« serait inévitablement planifiée et menée à l'ombre de la menace nucléaire ». Ainsi, « même si l'OTAN améliorait très sensiblement ses défenses conventionnelles, l'alliance voudrait posséder des armes nucléaires (dont des armes basées en Europe) ». Ces armes seront nécessaires pour briser une offensive ennemie grâce à des attaques « sélectives » de postes de commandement et de concentrations de troupes soviétiques.

On peut, bien sûr, se demander si une telle réplique accélérerait ou précéderait une escalade de la guerre nucléaire. En revanche, il est parfaitement clair que de telles recommandations ne permettent pas à l'Europe d'échapper au risque nucléaire qui menace depuis longtemps le continent. Comme dans ses autres recommandations, la commission semble s'en tenir à une pensée militaire ancienne plutôt qu'à envisager d'un œil neuf les problèmes de sécurité.

En un sens, le rapport constitue un effort désespéré, l'ultime tentative d'une vieille génération de stratèges conservateurs pour moderniser, et de la sorte perpétuer, la doctrine de la guerre froide dont ils sont les héritiers depuis longtemps. Ainsi que le note l'introduction, « la commission ne propose pas de remplacer » la stratégie qui a été celle de Washington pendant de nombreuses années. Cette approche interdit assurément tout changement radical ou visionnaire de la politique américaine. Finalement, la seule innovation réelle de ce rapport réside peut-être dans la reconnaissance de l'invalidation de la stratégie américaine aux réalités de notre temps.

(1) Pour une analyse de la doctrine américaine des conflits de faible intensité, voir Michael Klare, « La nouvelle doctrine d'intervention américaine », Le Monde diplomatique, mars 1986. (2) Au sujet des vues démocrates sur la défense, lire Michael Klare, « Les démocrates plus réagissants que M. Ronald Reagan », Le Monde diplomatique, avril 1987. (3) Sur ce type d'armes, lire Michael Klare, « Des armes « quasi nucléaires », Le Monde diplomatique, avril 1983.



LES 40 ANS D'ISRAËL

ISRAËL fête ses quarante ans. Au commencement, il y eut le partage manqué de 1947, la première guerre israélo-arabe et la naissance douloureuse de l'Etat juif dans un environnement régional hostile. Pour faire revivre l'histoire tumultueuse des quatre décennies qui suivirent, le Monde a fouillé ses archives et sélectionné ses articles les plus significatifs. Il en raconte les divers épisodes guerriers : la campagne de Suez, la victoire éclair de 1967 qui modifia le visage d'Israël, la chaude alerte du Kippour, la mésaventure libanaise. Il fait l'inventaire des grands problèmes de société qui se posent dans Israël de 1988 et analyse la question palestinienne dans les territoires occupés. Le Monde rappelle aussi la chronologie détaillée de ces quarante années et publie les portraits des personnages qui les ont marquées de leur empreinte.

Le Monde 36 PAGES / 25 FRANCS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

LES 40 ANS D'ISRAËL. N° 1088 0004 11 25 F RD. NOM : _____ PRÉNOM : _____ ADRESSE : _____ CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____ PAYS : _____

NOMBRE D'EXEMPLAIRES : _____ X 25 F (Frais de transport inclus en France métropolitaine) NOMBRE D'EXEMPLAIRES : _____ X 30 F (Frais de transport inclus à l'étranger)

TOTAL DE LA COMMANDE : _____ F COMMANDE ET RÈGLEMENT À FAIRE PARVENIR À : Le Monde Service de vente au numéro, 7, rue des Saussaies, 75008 Paris - FRANCE. DTP 588

(Publicité) VIENT DE PARAITRE PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS GRAND NUMÉRO SPÉCIAL LE CAMEROUN DE PAUL BIYA AUTOPSE D'UN CHAOS ANNONCÉ EXTRAIT DU SOMMAIRE: ● L'«Ethnocentrisme», offensive tous azimuts contre les Bantous. ● L'Eglise catholique en proie au tribalisme confessionnel. ● La faillite retentissante des techniques héritées de diplomates. ● Un rapport accablant de la Banque mondiale. 532 pages - 200 F (tendre règlement à la commande) 82, avenue de la Porte-des-Champs 75008 ROUEN (France) Tél. (161) 35-88-31-97

Études secondaires complètes INSTITUT Valérieuse 100 LAUSANNE ● Baccalauréat ● Maturité fédérale suisse ● Diplôme de commerce ● Informatique Cours d'été : rattrapage, sports. Enseignement individualisé dans un cadre agréable. INTERNAT - EXTERNAT POUR JEUNES GENS ET JEUNES FILLES - Tél. 21-32-10-36/32-08-77

Le grand

Les changements constants de Gerbatchev à la diplomatie soviétique imposent un réajustement des vieilles stratégies occidentales sur le Caucase caucasien. Ils posent aussi un défi pour autant gonfler leurs...

Le rapport d'intervention... doit être... Les changements constants de Gerbatchev à la diplomatie soviétique imposent un réajustement des vieilles stratégies occidentales sur le Caucase caucasien. Ils posent aussi un défi pour autant gonfler leurs...

Le rapport d'intervention... doit être... Les changements constants de Gerbatchev à la diplomatie soviétique imposent un réajustement des vieilles stratégies occidentales sur le Caucase caucasien. Ils posent aussi un défi pour autant gonfler leurs...

Le rapport d'intervention... doit être... Les changements constants de Gerbatchev à la diplomatie soviétique imposent un réajustement des vieilles stratégies occidentales sur le Caucase caucasien. Ils posent aussi un défi pour autant gonfler leurs...

Les voies de la... Le rapport d'intervention... doit être... Les changements constants de Gerbatchev à la diplomatie soviétique imposent un réajustement des vieilles stratégies occidentales sur le Caucase caucasien. Ils posent aussi un défi pour autant gonfler leurs...

Application

UN ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

L'Europe, dernier recours

Le krach d'octobre 1987 a symboliquement illustré la dislocation d'un ordre économique mondial dont les fissures s'élargissaient depuis une quinzaine d'années.

Par ALAIN LIPIETZ *

Depuis le « lundi noir » d'octobre 1987, la communauté des experts et des journalistes économiques s'est installée dans une alternance de catastrophisme et d'euphorie, ponctuée par la publication mensuelle des indices.

les Etats-Unis pouvaient imposer le dollar comme monnaie universelle. Vers la fin des années 60, cet « âge d'or » s'est désagrégé.

Les succès de jadis reposaient sur deux piliers (1). D'abord un modèle de développement qui s'est, en gros, réalisé dans les pays du monde capitaliste développé.

Mais crise aussi du côté de la gestion étatique de la demande sociale. Pour rétablir leur rentabilité, les firmes multinationales déploient leur système productif sur des continents entiers.

Les difficultés d'une dévalorisation des créances

DANS un premier temps, de 1973 à 1979, les vieilles recettes de soutien à la demande interne prévalurent. L'émission libérale de dollars surmultipliés sur le marché de l'eurodollar permit de différer les ajustements internes et de payer les excédents de l'Organisation de pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui furent recyclés vers les NPI.

ment. En retournant à la jungle, on laisserait opérer la main invisible du marché qui saurait bien trouver l'issue à la crise ! Cette deuxième étape, « monétariste », conduite par la Réserve fédérale américaine s'arrêta net, au bord de la catastrophe, à l'été 1982, après trois ans de récessions et de faillites.

L'année 1979 constitua le premier grand tournant, experts et gouvernements se convertissant alors à la solution inverse : serrer le crédit pour éliminer les « canards boiteux » et sélectionner les entreprises d'avenir, démanteler la législation sociale pour rétablir les profits, et donc l'investissement.

Dans les années 70, deux voies, très différentes, avaient été suivies pour affronter la « crise de l'offre ». L'une (principalement aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France) tablait à fond sur l'abaissement du coût du travail ; précarisation, sous-traitance, délocalisation vers le tiers-monde.

taines régions d'Italie) jouait au contraire la carte d'un nouveau compromis social : les salariés étaient invités à se lancer dans la bataille de la qualité et de la productivité ; les liens de partenariat étaient renforcés entre les entreprises, les universités, les administrations locales (2).

Le succès de la seconde voie devint éclatant au milieu des années 80, alors que les deux politiques successives menées par l'administration Reagan ne pouvaient enrayer le déclin américain (voir tableau 1), en matière de productivité notamment. La conjonction de ce déclin, d'un budget d'expansion et d'un dollar surévalué creusa vertigineusement le déficit américain qui ne fut pas comblé par le recours à la planche à billets verts mais - deuxième différence avec les années Carter - par des emprunts du Trésor américain auprès des pays disposant d'un excédent (RFA, Japon). D'où la hausse du dollar et des taux d'intérêt.

Troisième différence : la relance par les commandes d'armement et les réductions d'impôts créa des millions d'emplois (ramenant le taux de chômage à 5,6 % en 1987), mais des emplois sous-payés, vivant des retombées (trickle-down) des dépenses des classes moyennes. Une énorme « domesticité sociale » de gardiens de

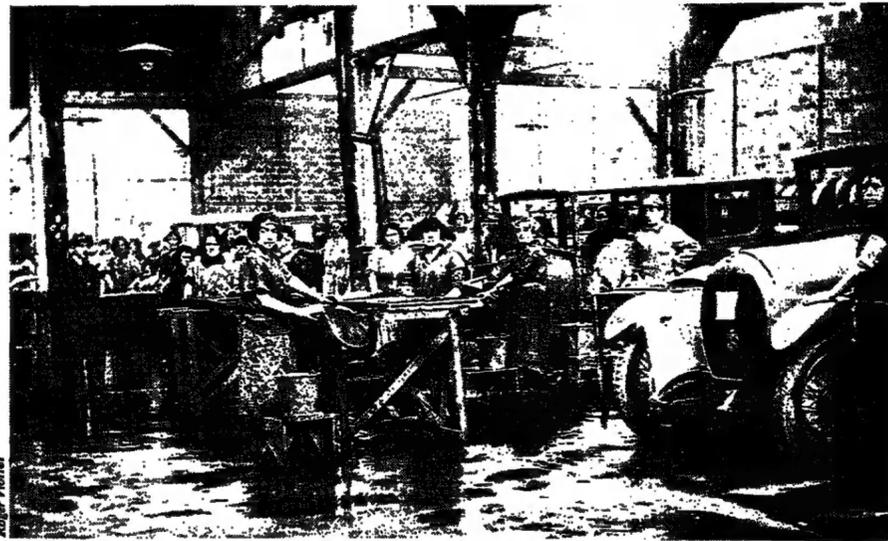
net de surplus vers les pays industrialisés.

En caricaturant, on peut décrire la configuration mondiale à la fin de la troisième phase de la façon suivante. Washington passe commande d'armes sophistiquées aux firmes américaines de la côte ouest. Ces firmes importent des machines-outils allemandes, leurs ingénieurs achètent des autos japonaises et des micro-ordinateurs fabriqués en Corée, et ils versent des pourboires à leurs « domestiques collectifs » qui portent des chemises brésiliennes. Le gouvernement fédéral, qui n'a pas couvert ses dépenses par des impôts, réemprunte les dollars qui lui manquent en vendant des bons du Trésor aux exportateurs japonais et allemands.

En 1987, le déficit commercial américain s'élève à 160 milliards de dollars, l'excédent japonais à 96 milliards (dont 56 milliards aux dépens des Etats-Unis), celui de la RFA à 65 milliards, celui des pays membres de l'OPEP à 26 milliards, celui des pays en voie de développement (hors OPEP) à 36 milliards. La balance courante (comportant le service de la dette) de ces derniers est néanmoins négative de 12 milliards de dollars, sauf pour les quatre « petits dragons » d'Asie qui dégagent un excédent cou-

En 1984, Claudio Jodilicki (4) calculait que le tiers-monde, s'il devait éponger sa dette, alors évaluée à 600 milliards de dollars, en dix ans, avait besoin de dégager un solde exportateur net de 124 milliards par an. Soit la totalité du déficit commercial annuel américain, qu'il aurait fallu consacrer entièrement aux exportations du tiers-monde. Ce ne fut évidemment pas le cas (heureusement pour l'Europe et le Japon !). Aujourd'hui, l'endettement du tiers-monde dépasse largement les 1 000 milliards de dollars, et celui des Etats-Unis vis-à-vis de l'extérieur sera supérieur à ce chiffre vers la fin de la décennie. Cette double dette est devenue insupportable pour le système financier mondial, mais, si l'on exige son remboursement, il faut que l'Europe et le Japon acceptent un déficit de l'ordre de plusieurs centaines de milliards de dollars par an à l'égard du reste du monde (le bloc du COMECON étant hors jeu) ! Ce serait un désastre pour l'emploi, et il en résulterait probablement un chaos inextricable.

La logique de la macro-économie, dès l'instant où l'on examine le problème globalement, dans l'intérêt du niveau de vie et de l'emploi de tous, et probablement de la paix, implique, comme dans les années 30, la dévalori-



ATELIER DES AUTOMOBILES HOTCHKISS, EN 1927. Au commencement était le taylorisme, et le patron était Dieu.

parking, d'employés de fast-food, etc., donne des Etats-Unis l'image d'un Brésil des années 80 : un « miracle à crédit », où le tiers du salaire ne jouit d'aucune protection sociale.

Quant aux nouveaux pays industrialisés, ils connaissent une évolution fortement différenciée. Ceux d'entre eux qui avaient gagné leur dette sur l'édification d'un secteur exportateur, sans pour autant négliger la consolidation de leur indépendance alimentaire et industrielle (la Corée, Taiwan), profitent à fond de la croissance du marché américain et assurent le service de leur dette. Ceux, au contraire, qui avaient emprunté pour des projets internes à rentabilité ou à utilité sociale douteuses restent étranglés, même s'ils dégagent un solde exportateur (pour le Brésil, de 12 à 13 milliards de dollars par an), qui se traduit par un transfert

rant de 38 milliards de dollars à l'égard des Etats-Unis.

Les banques américaines - pour compenser le non-remboursement de la majeure partie de la dette du tiers-monde - et la Réserve fédérale - pour attirer l'épargne des pôles excédentaires - doivent progressivement relever les taux d'intérêt réels. Cette hausse bloque à son tour l'expansion dans tous les pays du monde (3). Il suffit, à l'automne 1987, d'une querelle germano-américaine sur cette hausse pour que les investisseurs, prenant conscience de ces déséquilibres, revendent précipitamment leurs actions. Et c'est le krach boursier.

La solution à court terme consisterait à réclamer le retour rapide à l'équilibre des comptes : « Que le tiers-monde, que les Etats-Unis cessent de vivre au-dessus de leurs moyens, qu'ils remboursent : les taux se détendent, et la reprise générale est au coin de la rue. » Ce serait se méprendre totalement sur l'état actuel de la crise. Les entreprises ont retrouvé une rentabilité partielle satisfaisante. Le blocage se situe maintenant entièrement du côté de la demande : les énormes droits accumulés par les créanciers sur la production future vont obliger la plus grande partie de la planète (le tiers-monde et les Etats-Unis) à des politiques d'austérité qui, en ralentissant l'économie mondiale, vont précisément rendre impossible le remboursement des dettes.

sation maximale des créances. Une telle démarche, d'ailleurs largement entamée, entraîne cependant une série de difficultés.

En premier lieu, annuler « officiellement » des dettes pose un problème de crédibilité pour les futurs prêts. Il peut, d'autre part, être choquant de réserver le même sort à des dettes inégalement bien utilisées ! La solidarité humaine suggère de donner la priorité aux pays les plus pauvres. Mais faut-il annuler la dette des dictatures ou bien donner une prime aux jeunes démocraties (Brésil, Argentine...) ? Faut-il - alors au plus épineux - tirer un trait sur la dette des Etats-Unis ?

Certes, en dévaluant leur monnaie de moitié en deux ans face au mark et au yen, les Etats-Unis ont préservé leur expansion et partiellement recouvré

- (1) Pour une analyse détaillée de l'ordre économique d'après guerre et des premières phases de la crise, voir Alain Lipietz, *Mémoires et miracles*, La Découverte, Paris, 1985. (2) Sur cette divergence des modèles de sortie de crise, voir Philippe Meunier, *Les Saturniens*, La Découverte, Paris, 1987, et Danièle Léborgne et Alain Lipietz, *L'après-fordisme et son espace*, *Le Temps moderne*, avril 1988. (3) Voir Gérard de Bernis et Jacques Léonard, *« La tentation déflationniste »*, *Le Monde diplomatique*, octobre 1987. (4) « De l'impossible remboursement de la dette à l'indispensable remboursement des banques », *Revue Tiers-Monde*, n° 99, juillet 1984.

Advertisement for LE MONDE diplomatique magazine. Includes a table of subscription rates for various regions and a form to request a coupon for a special rate.

Advertisement for SPORT-ÉTUDES ÉQUITATION, a center for equestrian sports and studies. Lists services like riding lessons and horse care, and provides contact information for the center in Puy-Sanières.

A vertical sidebar on the right side of the page containing various text fragments and a table titled 'Tableau I - LA C...'. The text is partially cut off and difficult to read.

INTERNATIONAL Le premier recours

En 1984, Claudio Jodice (4) estimait que le tiers-monde, s'il devait payer sa dette, alors évaluée à 600 milliards de dollars, en dix ans, aurait besoin de dégager un solde exportateur net de 124 milliards par an sur la totalité du déficit commercial du tiers-monde, qu'il aurait fallu combler entièrement aux exportations du tiers-monde. Ce ne fut évidemment pas le cas (heureusement pour l'Europe et le Japon !). Aujourd'hui, l'endettement du tiers-monde dépasse largement les 1 000 milliards de dollars, et est supérieur à ce chiffre vers la fin du décennie. Cette dette double dans un an insupportable pour le système financier mondial, mais, si l'on considère l'Europe et le Japon acceptant de milliards de dollars par an à l'extérieur COMECON étant hors jeu ! Ce serait un désastre pour l'emploi, et il ne faut pas probablement un choc aussi important comme dans les années 30, la dette...



La logique de la macro-économie de l'instant où l'on examine le problème globalement, dans l'ensemble du monde de vie et de l'emploi de ce problème de la paix, apparaît comme dans les années 30, la dette...

A BOUT DE SOUFFLE pour une relance mondiale ?

leur compétitivité (5), mais surtout... diminué de moitié la valeur de leurs créances libellées en dollars ! Quant aux pays du tiers-monde, ils ont déjà pratiqué de telles restrictions à leurs importations (avec des conséquences sociales souvent dramatiques) que leur balance commerciale ne dépend plus guère que de la demande que leur adresse le monde développé. Pour eux, la seule solution est la dévalorisation des créances. Elle a déjà commencé sur le « marché gris » entre banques (6). Mais peut-elle être généralisée et officialisée ? Le problème est, bien sûr, la survie des créanciers. Qu'adviendra-t-il si la dévalorisation se généralise (nouvelle chute du dollar, effondrement des cours des bons du Trésor, annulation des créances sur le tiers-monde) ? Pour autant que ces avoirs, devenus fictifs, servent à gager tout le système bancaire mondial, on risque la faillite des grandes banques et la panne générale du système monétaire. Si une dévalorisation contrôlée des créances douteuses rassure la clientèle des banques, elle devient périlleuse au cas où elle se transforme en phénomène massif et

généralisé. C'est pourquoi le Mexique n'a pu obtenir l'échange officiel de ses dettes, dévalorisées de 50 %, contre des obligations gagées sur la Réserve fédérale. La dévalorisation rapide des créances sur le tiers-monde n'est donc possible que si une instance monétaire suprarnationale, fonctionnant en « prêteur en dernier recours », dédommage les banques pour les créances qu'elles abandonnent à leurs débiteurs. Ce qui redonne de l'actualité aux droits de tirage spéciaux (DTS), véritable monnaie émise par un Fonds monétaire international renoué selon les principes proposés par Keynes à Bretton-Woods. Ces DTS se substitueront d'abord aux dettes non payées ou provisionnées, puis seraient distribués annuellement en fonction des besoins de développement des populations mondiales. Coup définitif à l'hégémonie du dollar, qui perdrait ainsi son statut de monnaie mondiale de fait... Mais les Etats-Unis pourraient-ils longtemps l'éviter ? C'est le problème que pose l'ajustement de leur déficit.

can des partenaires doit veiller à son déficit par rapport à celui des autres, l'ensemble de l'Europe est condamné à la stagnation interne et ne peut jouer un rôle d'entraînement pour le reste du monde (9). En réalité, la croissance européenne est strictement limitée par celle de la RFA, qui dispose de l'économie la plus compétitive, donc de la plus excédentaire. Or, dès la deuxième phase de la crise, sans doute sous la pression du Parti libéral, les gouvernements allemands, de gauche ou de droite, ont privilégié l'orthodoxie monétaire, budgétaire et sociale, malgré un taux de chômage proche de 10 %. On pourra objecter que ce choix d'une croissance « lente mais sûre » ne concerne que la nation allemande et se justifie par l'implosion démographique qu'elle est entrée. Certes. Mais, grâce aux mécanismes du SME et du marché commun, l'Allemagne se comporte en ministre de l'économie de l'ensemble de l'Europe (10). Refusant et la relance chez elle et la dévaluation chez ses partenaires, elle condamne ceux-ci à osciller entre la stagnation... et un déficit à son égard. Autrement dit, elle se réserve le marché de ses partenaires, vaste débouché pour ses propres produits, mais en même temps elle les condamne à ne pas élargir ces mêmes marchés, s'enfermant ainsi dans un piège à moyen terme. Imposant en outre une politique de libre-échange, qui prendra tout son effet quand, en 1992, aucun des Douze ne pourra même plus avoir individuellement recours à la réglementation pour contrôler ses importations, la RFA enferme l'ensemble de l'Europe dans un rôle de plus en plus passif.

ver le mal qu'il faut guérir. Il s'agit, au contraire, de remettre les bœufs devant la charrue : une politique commune de progrès social avant l'unification des règles, des monnaies et des marchés. Cet objectif peut être poursuivi de deux façons complémentaires. Tout d'abord en restituant aux pays déficitaires une marge de manœuvre pour accélérer leur croissance et lutter contre le chômage, par la réduction de la durée du travail. Cela passe par une plus grande autonomie de la gestion monétaire nationale et par la possibilité de faire jouer des clauses de sauvegarde quand une politique sociale trop « généreuse » compromet excessivement la balance commerciale. Dans cette optique, tout progrès vers la création d'une monnaie externe commune, l'ECU, doit s'accompagner d'une plus grande flexibilité du cours de chacune des monnaies nationales par rapport à lui (11). Ensuite, en dotant véritablement l'Europe d'une législation et d'une politique sociale communes, prévoyant notamment une réduction coordonnée de la durée du travail et comprenant des transferts structurels vers les zones à déficit. Le marché commun agricole fut le prototype de ce genre de politique. Les mécanismes choisis (soutien aux prix des produits et non aux revenus paysans) se sont, à la longue, révélés pervers, et leur réforme est urgente (12). Mais le principe même de revenus garantis, socialisés au

niveau européen, ne saurait indigner que les forces conservatrices. Les négociations agricoles sont épineuses, non parce que les paysans seraient bornés, mais parce qu'elles constituent le champ d'expérimentation des politiques structurelles et sociales transnationales. Or la reconstruction d'une capacité d'initiative pour l'Europe, lui permettant d'assurer la prospérité et le plein emploi de ses travailleurs, de devenir un partenaire pour le développement des pays du tiers-monde, de participer à la mise en place d'un nouveau système monétaire international et de contribuer à l'ajustement non dramatique de la balance commerciale américaine, exige un pas en avant supplémentaire : la mise en place d'un compromis transnational institutionnalisé portant sur l'ensemble des normes d'activités et de revenus. Faute de quoi, mieux vaudra, pour chaque pays européen comme pour l'économie mondiale, retourner à l'autonomie dans l'interdépendance, où s'illustreront un pays qui finira bien par trouver l'issue à sa crise avant d'y être vraiment rentré : la Suède (13). Mais les forces sociales européennes sauront-elles, avant 1992, reconnaître ce « Marché commun contre l'Europe » (14) dont les libéraux-conservateurs et les chroniqueurs irreflexifs présentent le parachèvement comme une panacée ?

Eviter la récession américaine

QUEL que soit l'ajustement que peut susciter la perspective de voir les Etats-Unis échapper à l'austérité que le FMI a si cruellement imposée au tiers-monde, il apparaît en effet que cet ajustement doit éviter un maximum une récession américaine. Parce que le coût en serait supporté prioritairement par les femmes, les minorités noires et hispaniques, les jeunes à statut précaire et tout cet immense tiers-monde à l'intérieur même des Etats-Unis. Et aussi parce que la chute des importations serait très grave pour l'Europe et le Japon, et dramatique pour les nouveaux pays industrialisés dont les Etats-Unis sont le principal client.

tergiverser pendant près d'un an, au risque de provoquer la reprise de l'inflation, la remontée des taux d'intérêt, voire un nouveau krach beaucoup plus grave, avec effondrement du marché obligataire devenu à son tour peu crédible, chute de la Bourse de Tokyo, etc. La solution socialement et économiquement préférable serait évidemment la hausse des importations par les deux autres pôles. Le Japon vient de faire d'importants efforts dans le sens d'une relance interne, mais il est à craindre que ce ne soit très insuffisant : pays de taille moyenne et vieillissant, déjà suréquipé, il ne sera probablement jamais un grand importateur. Tous les regards se tournent alors vers l'Europe.

Principal marché mondial, en population et en richesse, l'Europe de l'Ouest est aussi le grand pôle de stagnation depuis le début de la crise, celui où le chômage s'accroît malgré la stabilité démographique. Ce paradoxe n'est nullement lié à une inaptitude à l'innovation technique et sociale (comme en témoignent l'Italie et l'Allemagne). Un coup d'œil sur les chiffres (voir tableaux I) indique clairement où se situe le problème fondamental : seuls échappent à la stagnation et au chômage la Suisse, l'Autriche, la Suède et la Norvège, précisément les pays n'appartenant pas à la Communauté économique européenne.

Zone de libre-échange sans politique sociale commune, la CEE n'a guère gêné la croissance à l'âge d'or du fordisme, car tous les pays pouvaient simultanément une politique de développement du marché interne. Dans les années 70, les mécanismes permettant les ajustements réciproques ont peu à peu été abandonnés, alors même que l'internationalisation de l'économie attisait la guerre commerciale entre les Etats membres. Privé, par les règles du système monétaire européen (SME), de la possibilité de modifier son taux de change, chaque pays n'a plus eu d'autre ressource que l'« austérité compétitive » pour équilibrer sa balance commerciale. Croître chacun moins vite que le voisin : jeu où tout le monde perd. Parce que cha-

ALAIN LIPIETZ.

En somme, la perte de leur hégémonie économique par les Etats-Unis et l'impassé dans laquelle ils ont été conduits par les deux phases récessionnaires impliquent un abandon de leur hégémonie monétaire. Dans leur querelle avec Bonn, qui déclencha le krach d'octobre 1987, on retrouve l'écho des imprécations des ministres britanniques contre les « gnomes de Zurich » dans les années 60, lors des derniers soubresauts de la livre sterling : une monnaie fondante ne peut rester une monnaie universelle ! Mais les Etats-Unis ne peuvent pas non plus restaurer leurs comptes sans une rigoureuse austérité... impraticable en période électorale. Incapables d'imposer la relance chez leurs partenaires, ils vont enco-

Source : Samuel Bowles, David Gordon, Thomas Weiskopf, communication au congrès annuel de l'American Economic Association, Chicago, décembre 1987.

Source : OCDE.

Tableau I. - LA « PERSISTANCE » DE LA CRISE AUX ETATS-UNIS

| Cycles * | 1948-1966 | 1966-1973 | 1973-1979 | 1979-1986 |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Profitabilité | 8,9 | 7 | 5,5 | 5,9 |
| Taux d'inflation | 3,6 | 4,4 | 3,5 | 2,9 |
| Chômage | 5,2 | 4,6 | 6,8 | 8 |
| Productivité | 2,6 | 1,8 | 0,5 | 0,9 |
| Produit national brut | 4,4 | 3,2 | 2,6 | 2 |
| Salaires réels | 2,6 | 2,1 | 0,4 | 0 |

Tableau II. - CROISSANCE ET CHOMAGE : L'« EFFET CEE »

| Pays | Taux de chômage (66 1987) | Croissance industrielle (66 1987, 1980 = 100) |
|-----------------------|---------------------------|---|
| Japon | 2,8 % | 125,8 |
| Etats-Unis | 5,8 % | 126,6** |
| Suède | 1,6 % | 120 |
| Norvège | 1,9 % | 120 |
| France | 10,8 % | 104 |
| Allemagne | 7 % | 111 |
| Grande-Bretagne | 9,7 % | 115,3** |
| Italie | 10,5 %* | 96,3 |

Source : OCDE.
(*) Source Observatoire français de conjoncture économique (OFCE).
(**) La référence à 1980 fausse l'estimation de la performance de ces deux pays qui ont subi le « choc monétaire » dès la fin 1979 (-10 % entre 1979 et 1980).

BOURGUIBA

Tome 1

"A la conquête d'un destin" 1901-1957

192 PAGES DONT
20 DE PHOTOS
FORMAT 16 x 23,5 CM

Six mois après sa subite destitution, enfin une biographie de Habib Bourguiba qui sort de l'hagiographie ou de la simple compilation, fondée sur des informations de première main, et tout à fait inédites, qui se veut aussi une histoire non officielle de la Tunisie depuis le début de ce siècle jusqu'à l'ordre de 1988. Le premier tome décrit les jeunes années de Bourguiba, retraçant notamment les étapes d'une lutte de trente ans pour la libération de son pays et pour s'imposer comme le chef incontestable du mouvement nationaliste. Il permettra au lecteur de



JEUNE AFRIQUE LIVRES

Bourguiba
1. A la conquête d'un destin
1901-1957

SOHLE BESSIS
SOUHAYR BELHESSEN

suivre l'itinéraire surprenant de cet homme au destin exceptionnel et de comprendre l'origine de ses relations avec un pouvoir qu'il ne sut jamais partager ni céder. Un ouvrage de Sophie Bessis et Souhayr Belhessen, toutes deux Tunisiennes et journalistes.

Déjà parus :
Mandela l'indomptable par F. Soudan.
Senkara le rebelle (épuisé) par S. Andriamirado.
Sékou Touré, le héros et le tyran par I. Babe Kaké.
Kaddafi, la CIA et les marchands de mort par F. Soudan et J. Goulden.
À paraître : Bourguiba Tome 2. Un si long règne.

BON DE COMMANDE

À RETOURNER IMMÉDIATEMENT À : JEUNE AFRIQUE LIVRES, 11 RUE DE LA PAIX, 75001 PARIS. TÉL. (1) 42.52.68.50.

LES DESCHAMPS, 11 RUE DE LA PAIX, 75001 PARIS. TÉL. (1) 42.52.68.50.

LE MONDE DIPLOMATIQUE, 11 RUE DE LA PAIX, 75001 PARIS. TÉL. (1) 42.52.68.50.

LE MONDE DIPLOMATIQUE, 11 RUE DE LA PAIX, 75001 PARIS. TÉL. (1) 42.52.68.50.

LE MONDE DIPLOMATIQUE, 11 RUE DE LA PAIX, 75001 PARIS. TÉL. (1) 42.52.68.50.

LES ÉQUITATIONS
pour vos enfants

Club équestre, sportif et international
pour semaine
vacances
personnalisées

LE CHEVAL DES 3 SOLEILS
EMBRUN - HAUTES-ALPES
04 82 43 32 95

Andalous



ouvrières, nées dans la clandestinité, temps du franquisme. A la suite de la grève des ouvriers vignerons de la région de Jerez en 1967 (6), des missions de journalistes agricoles et communistes qui prétendaient couvrir leur mouvement. C'est ainsi qu'un le SOC, devenu rapidement le syndicat de journalistes agricoles, le plus nombreux, en même temps que le plus actif.

Le SOC, c'est d'abord une partie de la solidarité : on partage les ouvriers les journées de travail défectives en même temps qu'on lutte contre une mécanisation qui détruit le travail. C'est ensuite le combat pour la maîtrise des méthodes, non violentes mais souvent spectaculaires comme l'occupation d'un domaine par un grand nombre de journalistes venus avec leurs couvertures. Ces actions, comme les marches sur les villes ou comme les grèves de la faim, déclenchent d'innombrables procès ; mais les responsables du SOC qui s'en sont occupés n'ont pas peur.

Des terres sont parfois obtenues suite de ces luttes. Dans deux occasions, on nous parle de superficies d'environ de 4 000 hectares, peu de chose par rapport aux besoins du pays, mais être attribués aux journalistes... Les terres du SOC n'envahissent pas de se réapproprier les terres en terres individuelles, mais travaillent en s'organisant sous la forme coopératives de production. Ce qui devient englobant : toutes les terres possibles en milieu rural et on ne se pratique un modèle de vie auquel l'égalité, la non-complémentarité la solidarité seront les valeurs fondamentales.

Quelques projets sont déjà à l'étude : un jardin collectif au chômage, une ferme coopérative d'élevage dans la région de Séville, etc. Ces réalisations semblent proches, et les communistes, les journaux obtiennent la majorité aux élections municipales. Une étonnante et fougueuse vitalité s'exprime alors. Dans la maison de Marinaleda, on se met à l'expérience de démocratie directe : toutes les décisions importantes sont prises par l'assemblée générale de 2 500 habitants de ce village qui perpétue la tradition révolutionnaire de dimanche rouge : chaque dimanche matin, les habitants disponibles hommes et femmes, deux cents à trois cents personnes, munies de leurs sacs se rassemblent à la Maison du peuple (décorée d'une grande fresque inspirée du film de Berio, 1960). Ils ont une foule d'ouvriers qui s'occupent d'affaires du SOC et de porteurs de « Chas » (Guerrillas) : nous faisons les tâches communes ; construisons et réparons les logements, entretenons des espaces verts, nettoyage de fosses. Au fur et à mesure que les mains se lèvent, la salle se vide et les chanteurs se remplissent jusqu'au matin de la journée.

La diplomatie de Jean-Paul II



LE PAPE MORGÉNANT LE PÈRE CARDINAL A MANAGUA. Les dirigeants conservateurs ont droit à plus de nouveauté.

monde. Jean-Paul II rêve de rendre à l'Eglise sa « robe sans couture », mais c'est aussi en Polonais qu'il agit. C'est à travers ce prisme - qui peut certes se modifier au fil des voyages et au gré des rapports de forces - qu'il voit la planète et lui parle (voir ci-dessous et pages 10 et 11 les articles de Peter Hebblethwaite et Beatrice Leung).

Jean-Paul II rêve aussi d'une « unité des catholiques » en politique, ainsi que l'explique Domenico del Rio à propos de l'Italie (voir page 12). D'où l'appui qu'il donne à l'évidence au mouvement Communium et Libération, qui sait user des rencontres de masse et du grand spectacle médiatique, à des années-lumières de Jean XXIII, pour ne pas parler de l'esprit franciscain. Et il y a certes quelques contradictions entre cet apostolat télévisuel où l'éphémère le dispute au superficiel et à l'hypnotisme, et tel passage sur le tiers-monde, le développement et le néocolonialisme de la récente lettre encyclique *Sollicitudo Rei Socialis*.

Manque de cohérence ? Sans doute, que l'on retrouve dans une vision obsolète de la réalité mondiale (« l'Occident » contre « l'Orient »). Obsolète et biaisée tant il est vrai que - et la crise du système libéral, notamment dans ses relations avec le Sud, le montre bien - la division en « deux blocs » n'est pas « la cause » du sous-développement. Ici encore, la personnalité du pape pèse d'un poids très lourd. Plus que celle de l'Eglise universelle, l'encyclique est d'abord celle de son hiérarque suprême, comme la diplomatie du Vatican est d'abord celle de Jean-Paul II.

JACQUES DECORNOY.

Le rêve polonais d'une chrétienté restaurée

Par PETER HEBBLETHWAITE

JEAN-PAUL II s'est rendu en Pologne, pour la troisième fois en tant que pape, en juin 1987. Deux jours après son élection, le 16 octobre 1978, il avait déclaré : « Dorénavant, la nature particulière de notre pays d'origine sera de peu d'importance : en tant que chrétien et, qui plus est, en tant que pape, nous sommes et nous restons témoins de l'amour universel. Paroles sans doute sincères. Et pourtant, le pape pense et appréhende le monde en Polonais. Il aime citer ce mot d'Adam Mickiewicz, poète patriotique et romantique du dix-neuvième siècle : « Pour être réellement digne de l'homme, une civilisation doit être chrétienne. » Il considère la Pologne comme la clé et le peuple polonais comme le rempart de l'Europe. Dans le dernier article qu'il a écrit avant de devenir pape, il se demandait : où passait la frontière extrême-orientale du Continent. Elle se situait là où la civilisation venue de l'Ouest (et porteuse de liberté, de

vérité et de culture) rencontrait la civilisation asiatique (et synonyme d'esclavage, de mensonge et de barbarie) (1). Ainsi, lorsqu'en 1987 Jean-Paul II retourna dans sa patrie, ce fut en tant que incarnation de la conscience nationale polonaise, et c'est avec quelque hauteur qu'il se permit de traiter le général Jaruzelski. Le dirigeant avait espéré que le pape l'aiderait dans sa lutte contre l'industrialisme dans l'industrie, contre la paresse et l'alcoolisme. Jean-Paul II ne lui offrit aucune aide et, au contraire, fit resurgir de la Pologne l'image de la tradition romantique. Après une dernière rencontre dépourvue d'amitié à l'aéroport de Varsovie, le général, le visage sombre, en fut réduit à murmurer : « Saint-Père, vous parlez avec une image de la Pologne dans votre cœur, mais vous nous laissez face à tous nos problèmes. » Jean-Paul II avait appris en Pologne ce qu'il était avantageux pour l'Eglise de ne pas détenir un pouvoir politique : elle pouvait de la sorte avoir de l'influence sans être responsable, critiquer sans se salir les mains, soutenir des thèses de philosophie sociale et politique sans avoir la soumission de l'électorat ou au jugement de la raison.

ment planifiés (il commença par la Terre sainte en signe de retour aux sources de la foi chrétienne et d'attachement à l'occidentalisme), et prirent fin en 1970. Les visites de Paul VI apparaissent rétrospectivement dénuées de relief comparées aux voyages de Jean-Paul II - autant de marathons, en raison de leur durée et du nombre de discours prononcés, qui laissent épuisée la suite du pape et mordent tellement sur le temps consacré à la gestion quotidienne de l'Eglise. Mais pourquoi cette boulimie de déplacements, et quel est leur impact ? Ces questions sont essentielles, alors que Karol Wojtyla entamera la dixième année de son pontificat le 16 octobre 1988. Jean-Paul II a déjà régné presque deux fois autant que le « bon pape Jean » qui transforma l'Eglise en convoquant le concile Vatican II (1962-1965) (3). C'est un pape jeune encore : il est né le 18 mai 1920. Il a déjà exercé ses fonctions plus longtemps que n'importe quel dirigeant occidental, soviétique ou chinois actuellement au pouvoir. Un pape n'ayant pas à se soumettre à une réélection, voilà qui peut paraître banal. Mais cela signifie que Jean-Paul II figure parmi les responsables qui ont la plus grande expérience internationale. Son élection surprit. Sa jeunesse fit dire à certains cette vieille blague : « Vous êtes censés être le Saint-Père, pas le Père éternel. » Et non seulement il n'était pas italien, mais il était polonais. Or, pour bien des commentateurs de l'époque, le choix d'un Européen de l'Est serait considéré comme une « provocation » par l'URSS, et devrait donc être évité.

La prudente Ostpolitik de Paul VI avait pour but d'assurer l'essor de l'Eglise (sa survie) ; venait ensuite, parmi les préoccupations, son *bene esse* (la liberté de nommer les évêques, la liberté d'enseigner le catéchisme, etc.). A l'horizon lointain, se situait le *plene esse* (la liberté totale pour l'Eglise d'exercer son ministère). Après la mort de Jean Villot, en mars 1979, Paul VI nomma secrétaire d'Etat le cardinal Agostino Casaroli, le principal exécutant de l'Ostpolitik papale depuis le règne de Jean XXIII. Et voilà qu'avec Jean-Paul II, Mgr Casaroli fut chargé d'agir de façon totalement différente.

Dès le départ, l'Ostpolitik de Jean-Paul II fut plus agressive que celle de son prédécesseur. Il pensait que Mgr Casaroli et Paul VI avaient été trop accommodants. Dès janvier 1979, Radio-Vatican commença à diffuser la messe en polonais ; bientôt fut imprimée une édition polonaise de *L'Osservatore Romano*, largement diffusée en

Pologne. Le premier retour au pays (juin 1979) se préparait. Cette visite a illustré ce qui est conçu comme un « pouvoir spirituel ». Le gouvernement de M. Edward Gierek avait en 1979 tous les moyens matériels d'interdire l'entrée du « plus fameux enfant de la Pologne ». Mais ce geste lui était interdit pour des raisons psychologiques : il se serait aliéné à jamais l'ensemble des Polonais déjà peu disposés à le suivre. Jean-Paul II se rendit donc chez lui et, sur la place de la Victoire de Varsovie, déclara que l'élection d'un pape polonais venait compenser de façon providentielle toutes les injustices dont la nation avait souffert au cours de son histoire. Que Solidarité soit apparu dans les quelques douze mois suivant cette visite ne constitue guère une surprise. Jean-Paul II avait donné l'occasion aux Polonais d'avoir à nouveau foi en eux-mêmes.

Un diplomate occidental porte ce jugement sur cette stratégie : « Si l'Ostpolitik de Paul VI ressemblait à une partie d'échecs, au cours de laquelle le Vatican répondait aux actions du Kremlin, celle de Jean-Paul II ressemble plus à une partie de poker dans laquelle le pape distribue les cartes en jouant gros jeu. » Cette stratégie a bien fonctionné aussi longtemps que l'URSS a été dirigée par un Brejnev épuisé, ou une étoile filante comme Andropov. De plus, la tentative avortée d'assassinat a conforté Jean-

Paul II dans l'idée que sa mission est providentielle. Mais Jean-Paul II a désormais affaire à M. Gorbatchev, aussi habile que lui sur le plan politique, et, depuis sa visite à Washington, aussi expert que lui en relations publiques. Dans ce dernier domaine, M. Gorbatchev l'a surpassé : il a, mieux que le pape, refusé son voyage aux Etats-Unis. Il serait en effet pour le moins exagéré de qualifier de triomphale la visite du pape en Amérique en septembre 1987. L'Eglise des Etats-Unis, une Eglise inquiète, cherchait à établir un dialogue avec lui, au sujet notamment de la place des femmes et du rôle du laïc, mais le pape n'était pas disposé à écouter. Qui plus est, il infligea un affront aux évêques en ignorant leurs lettres pastorales, *Le Défi de la paix et Justice économique pour tous*, qu'ils considéraient comme les documents les plus importants qu'ils aient rédigés (4). (Lire la suite page 10.)

Les voyages, phénomène essentiel du pontificat

Le message des papes concerne « tous les hommes et tout ce qui est en l'homme », comme Paul VI le disait dans l'encyclique *Populorum Progressio*. Mais quand Paul VI, non sans timidité, considérait l'Eglise comme « experte en humanité », et cherchait à rejoindre le monde moderne, Jean-Paul II passa à l'offensive dans son premier sermon en tant que pape : « N'ayez pas peur ! Ouvrez toutes grandes les portes au Christ. A son pouvoir salvateur, ouvrez les frontières des Etats, des systèmes politiques et économiques, les vastes champs de la culture, de la civilisation et du développement. N'ayez pas peur ! Le Christ - sait ce qui est en l'homme - Il est le seul à le savoir. » C'est aux Etats et aux systèmes de changer - pas à l'Eglise. Paul Blaquart a admirablement résumé la nouveauté du projet : « La source de la morale est tout entière dans l'Evangile ; c'est donc l'Eglise, dépositaire du message évangélique, qui détermine les critères d'une bonne politique. Toute l'histoire de l'Occident moderne est ainsi prise à rebours. La géopolitique de Jean-Paul II consiste en une recon-

quête par l'Eglise de son autorité sur la société (2). » Or comment cette tentative de restaurer la chrétienté est-elle traduite en termes de politique internationale ? Le Vatican peut peser sur les situations locales par le biais de nominations, du contrôle disciplinaire sur les évêques, de l'envoi de messagers (grâce, de plus en plus, aux moyens de transmission les plus modernes), et des interventions de ses cent vingt et un diplomates à plein temps. Les mesures ayant trait à la « vie interne » de l'Eglise visent aussi à mieux définir l'identité de la catholicité et donc à rendre plus efficace l'action de l'Eglise - même si tel n'est pas toujours le résultat et si, en Occident, pareilles décisions produisent un effet contraire à celui recherché. Le rôle du pape dans la définition de la politique vaticane est considérable. Il intervient grâce à ses discours, le choix de ses audiences (l'affaire Waldheim), la publication de documents (ainsi ses deux « instructions » concernant la théologie de la libération). Elément essentiel de son action : la perspective d'une visite papale. Ces visites sont devenues l'élément clé du pontificat et tendent à tenir lieu de politique globale. Certes, Paul VI s'est déplacé sur les quatre continents, mais ses voyages furent brefs, soigneu-

Nouvelles solidarités

- (1) Cf. Bernard Roux, « Introduction au mouvement de différenciation de la presse dans l'agriculture en Andalousie », in *Revue de géographie des Pyrénées et du Sud-Ouest*, tome 54, fasc. 2, Toulouse, 1983.
- (2) Littéralement, « peut modifier ou modifier ses propres propriétés ».
- (3) Information fournie par M. Paul Blaquart, membre fondateur du SOC.
- (4) En France, un phénomène analogue à l'œuvre : cf. F. de Rougemont, *L'Occident ne s'en va pas*, La Découverte, Paris, 1981.
- (5) Grands propriétaires fonciers.
- (6) Cf. Isabel Alvarez de Toledo, *La fin du pèche*, Paris.

* Journaliste britannique spécialiste des questions religieuses. Auteur notamment d'un livre sur Jean XXIII, il prépare un ouvrage sur Paul VI.

| | |
|---|--|
| SOUS L'ŒIL DU DRAGON | FEDN Hôtel National des Invalides Paris 7 ^e |
| <small>Journaux de occitans</small> | Les relations de la Chine avec les pays de l'ASEAN par Jacques de GOLDFIEM |
| <small>Fédération pour les Nations du Sud-Ouest Méditerranéen</small> | «Une somme d'informations» (Le Monde diplomatique) |
| DIFFUSION | 140 F |
| Collection «Les 7 Epées» | |
| LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 31, quai Voltaire 75007 PARIS | |

chrétienté

restaurée

times d'une intolérance... camouflées sous des présences...

la visite du pape. Et, alors que Jean-Paul II était sans cesse montré par les télévisions...

introuvable. Il a, dit-on, en mémoire le cas de Mgr Tiao, le fantôme de Hitler...



SAINT FRANÇOIS BÉNÉDISSANT LES OISEAUX (GIOTTO, FRESQUE D'ASSISE)

Maintenir les prêtres hors de la politique

L'AMÉRIQUE latine est une exception à la règle selon laquelle il n'existe pas de forum où la politique du Vatican puisse être discutée...

Que s'est-il passé ?

En bref, Jean-Paul II avait eu l'occasion de mieux connaître les évêques brésiliens lors d'une rencontre au Vatican en mars 1986...

du débarquement de Christophe Colomb en Amérique. En 1984, Jean-Paul II se rendit à Saint-Domingue et inaugura une « neuvaine d'évangélisation »...

de l'Eglise ukrainienne

Pimène a même présenté des éléments du programme du voyage pour pouvoir embrasser son frère...

Citons un cas de « fuite » des travaux de la commission pour l'Amérique latine. Il s'agit de la réunion qui se tint du 8 au 12 juillet 1981...

Le pape adore les anniversaires. L'Amérique latine où, selon Jean-Paul II, « humainement parlant, l'avenir de l'Eglise se jouera »...

L'Eglise ne doit-elle pas chercher à servir, au lieu de dominer ? Qu'est-il advenu des exhortations de Jean XXIII à collaborer avec « tous les hommes de bonne volonté » ?...

Rome-Pékin, ou la quadrature du cercle

- (3) Le pape a commenté le 5 janvier... (6) Cité dans The Tablet, London 21 novembre 1987. (7) M. de... (8) Le Vatican a célébré le 19 août 1987...

Par BEATRICE LEUNG. L'EVIDENCE, quelque chose bouge dans les relations entre la Chine et le Vatican. Le cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille, s'est rendu en novembre 1987 à Pékin...

Le XII, dans trois encycliques, dénonça les brutalités dont l'Eglise était victime. Mais l'Eglise de Chine était-elle schismatique ? Jean XXIII pensait qu'elle ne l'était pas...

Les pressions sur l'Eglise se sont intensifiées à partir de 1986 et de la révolution culturelle. Elles visèrent d'ailleurs autant les catholiques patriotes que ceux qui demeuraient loyaux envers Rome...

Hongkong et Macao, qui doivent être prochainement intégrés à la Chine, se voient offrir une autre version de la théorie de l'Eglise-pont. Car, lorsque la formule « une nation, deux systèmes » sera appliquée...



J. ADAM BUSHALL, VON HELL, RESULIK ALEMANO, ASTRONOME ET MESSONNIERE EN CHINE AU XVIIÈME SIÈCLE.

Qu'y a-t-il de changé qui permette d'imaginer pareil événement ? Du côté chinois, la politique de « modernisation » esquisse un certain pragmatisme. La Chine traite mieux qu'auparavant ses communautés bouddhistes et musulmanes...

Les catholiques représentent une minorité relativement peu importante. En 1949, à l'époque de la révolution, il y avait 3,2 millions de catholiques, soit 0,4 % de la population...

Les missionnaires étrangers et le nonce furent expulsés. Le gouvernement fonda l'Association pour les relations entre le Vatican et la Chine à la London School of Economics.

« Rome continue de payer la reconnaissance d'une structure reconnue »

MAIS le Vatican ne sut pas décoder correctement le message reçu de Chine via une remarque de l'évêque de Pékin. Celui-ci répondit au discours papal de Manille en estimant que le Vatican était à l'origine de bien des activités « illégales » de type religieux en Chine...

Bien que l'article 36 de la Constitution chinoise garantisse la liberté religieuse, des règles précises en limitent l'exercice. Aucun culte religieux ne peut entrer en Chine par le poste. Aucun prêtre venu de l'étranger n'est donc relevé de Rome...

Dans ce contexte, le Vatican a commis une gaffe en novembre 1981, s'adressant à Pékin par l'intermédiaire d'un discours aux Chinois des Philippines. De plus, le cardinal Agostino Casaroli, son secrétaire d'Etat et principal acteur de l'Espolnik, se rendit alors à Hongkong pour rencontrer Mgr Tang et exprimer le désir du Vatican de dialoguer avec la Chine.

La clé de cette approche se trouvait chez les catholiques de Taiwan et, plus encore, de Hongkong et de Macao. La représentation diplomatique du Vatican à Taïpeh vit son niveau baisser et, pendant une visite ad limine des évêques taiwanais, Jean-Paul II déclara, le 8 novembre 1985, que l'Eglise de Taiwan avait pour mission d'être « un témoin de foi vivant pour les frères de la Chine continentale ».

L'autre question sans réponse concerne le pape : va-t-il en Chine, quelle « partie » de l'Eglise rencontrera-t-il ? Son expérience polonaise laisse penser qu'il préférerait aux chrétiens de compromis les vrais héros de la foi qui ont été persécutés pour leur fidélité à Rome...

La tâche de la diplomatie vaticane relève de la quadrature du cercle. Rome doit aussi assurer au gouvernement chinois qu'une Eglise catholique en communion avec l'évêque de Rome ne sera pas une source de contestation politique. Une assurance délicate à donner si l'on songe aux exemples de M. Walesa et de M^{re} Aquino...

(1) La « querelle des rites » oppose Rome - qui impose sa loi - aux jésuites missionnaires en Chine, qui voulaient introduire certains rites religieux traditionnels chinois dans la liturgie chrétienne. Lire notamment Les Jésuites en Chine. La querelle des rites (1552-1773), présentée par Klement, Julliard, Paris, 1966.

Observations économiques Jean-Marcel JEANNENEY... Lettre REVUE LETTRE... 1988

LA RELANCE D'UNE VIEILLE FORMULE

L'« unité des catholiques italiens »

Par DOMENICO DEL RIO
L'ITALIE est un pays un peu particulier en raison d'une situation qu'ignorent d'autres nations...

n'est pas la Rome italienne, c'est Rome papale. Les Congrégations et les organismes qui constituent le gouvernement du pape s'appellent la curie romaine.

1987, une rencontre entre le cardinal Casaroli et M. Gorla, démocrate-chrétien, président du conseil, qui s'était déroulée dans une localité non précisée de la plaine du Po...

interdit toute ingérence de la part de l'Etat italien dans les activités des organismes centraux de l'Eglise.

épiscopale italienne (CEI). Grâce au nouveau concordat, la CEI acquiert une importance « politique ».

La ratification du nouveau concordat

ON en a en la preuve avec la révision du concordat (qui remontait à 1929, c'est-à-dire au temps de Mussolini) signé le 18 février 1984 par M. Craxi, socialiste, chef du gouvernement...

Parlement approuva volontiers. Seuls les libéraux, attachés à une tradition de stricte séparation entre l'Eglise et l'Etat, s'y opposèrent.

Le traité contient d'autres articles qui peuvent susciter des ambiguïtés et des difficultés dans les rapports entre l'Italie et le Vatican.

En tous les cas, avec la révision du concordat, un élément nouveau a pris place officiellement dans les rapports entre l'Etat et le Saint-Siège.

En Italie se produit encore ce qui n'arrive plus dans les autres nations européennes, pas même en Espagne.

Cette signature, le socialiste Bettino Craxi fut le plus prompt à l'apposer. Le

C'est ainsi que, ces derniers mois, a surgi la controverse sur l'heure de religion dans les écoles publiques.

Dans l'affaire de la faillite du Banco Ambrosiano, dans laquelle était impliqué l'Institut pour les œuvres de religion (IOR) - la Banque du Vatican - les juges du tribunal de Milan ont émis un mandat d'arrêt, pour banqueroute frauduleuse.

Les moments les plus dramatiques pour Paul VI, à l'égard de la politique italienne, correspondent au vote de la loi sur le divorce et à la mise en route de celle sur l'avortement.

La formule de l'« unité des catholiques » avait subi une certaine éclipse, mais elle a été relancée avec force par Jean-Paul II au cours du synode des évêques à Loreto, en avril 1985.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA advertisement featuring a Peugeot CD-TT car and the Peugeot lion logo.

Quand le lion présente ses lettres de créance

Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES
magasin d'exposition PEUGEOT
Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 25 20 98

Vint un autre pontificat. Sous l'impulsion du nouveau pape polonais, fort résolu, l'Eglise italienne veut se mesurer directement avec la société italienne.

Le référendum a souligné le faible impact du catholicisme sur la société italienne, mais il fut aussi le début d'un réveil.

Sous l'actuel pontificat, le rapport entre l'Eglise et la Démocratie chrétienne tend à s'inverser. Avant, on parlait de « collatéralisme » et, par ce mot, on entendait l'appui ouvert que le monde catholique et ecclésiastique donnait à la Démocratie chrétienne.

Calendrier des fêtes nationales table with columns for date, country, and holiday name.

MEMENTO DEFENSE - DESARMEMENT 1988 advertisement with a globe graphic and text about international experts.

Vertical text on the right side of the page, including a section titled 'Le fascisme n'est pas improbable' and 'SOUS LE RACISME'.

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

RICHES ET PAUVRES A TRAVERS LE MONDE

Sociétés écartelées planète disloquée

Par CLAUDE JULIEN



Harmonie, perfection, équilibre du mouvement...

« Voyez-vous encore une fleur d'espoir pour les déshérités de la planète ? », demande un hebdomadaire aussi peu suspect de tiers-mondisme que l'Express. « Hélas ! il est un tiers-monde qui continue de s'enfoncer dans la misère », répond M. Jacques Chirac. Si libéral soit-il, le premier ministre n'envisage pas au seul instant, pour conjurer les périls, de s'en remettre aux seules lois du marché. « Nous ne pouvons pas, dit-il, laisser aller les choses sans faille à notre vocation et sans méconnaître l'intérêt bien compris de tous. » Aussi préconise-t-il d'accroître les aides bilatérales et multilatérales.

GRISANTE prospérité : le pouvoir d'achat des ménages a augmenté en France de 66 % en vingt-deux ans (1), et aux Etats-Unis de 20 % au cours des seize dernières années (2). Ainsi, malgré la « crise », les populations de ces deux pays voient sans cesse s'améliorer leurs conditions de vie. A quelques nuances près, il en va de même dans l'ensemble des pays industrialisés.

Ebranlée par les chocs pétroliers, bouleversée par de stupéfiantes innovations technologiques, concurrencée par les « nouveaux producteurs » à bas niveau de salaires, freinée par une contraction de la demande en provenance de certains pays du tiers-monde surendettés, et, surtout, légitimement émue de la montée du chômage (3), l'économie occidentale n'en est pas moins en bonne santé. Elle a su faire face à l'adversité. Assez de jérémiades, trêve de morosité.

Mais veut-on y regarder de plus près ? Aux Etats-Unis, le cinquième le plus riche de la population occupe 43,7 % de tous les revenus, contre 4,6 % pour le cinquième le plus pauvre. En dollars constants, une famille appartenant à la première catégorie dispose cette année de 10 000 dollars de plus qu'en 1970, alors qu'une famille dans la seconde catégorie perçoit 1 750 dollars de moins (4).

Les extrêmes tendent ainsi à s'écartier. D'un côté, des professionnels de haut niveau, pleinement à leur aise dans la société technologique, qui ont eu accès à toutes les ressources de la culture, exercent une activité qui les investit de lourdes responsabilités dans le secteur privé ou dans la fonction publique, disposent de revenus de plus en plus confortables à la fois grâce au salaire qu'ils perçoivent et aux dividendes de leurs actions cotées en Bourse. De l'autre côté, une couche sociale cantonnée dans des tâches d'exécution lorsqu'elle a le privilège de trouver un emploi, dont les enfants resteront à leur tour dépourvus de qualification professionnelle, et qui s'appauvrit en chiffres absolus.

Ce n'est pas exactement la société « duale », ou « à deux vitesses », dont on parlait beaucoup dans les années 70, car entre ces deux extrêmes se déploient toutes les gradations des classes moyennes, dont les unes, au sommet, prospèrent dans le sillage des privilégiés tandis que les autres, vers le bas, stagnent ou progressent de façon précaire (voir page 22 l'article de Pierre Dommergues).

Le phénomène est pour l'instant moins marqué en France, où il se met toutefois en place, avec quelque retard sur l'Amérique, par les mirages de la politique libérale. Un seul exemple : de 1983 à 1986, la rémunération globale du travail salarié a augmenté de 20 % en francs courants, et celle du capital de 85 % (5). Belle performance ! Le pouvoir d'achat du revenu moyen par ménage, qui jusqu'alors avait régulièrement progressé, a diminué en moyenne de 0,6 % par an entre 1979 et 1984 (6).

Exception faite pour les cadres supérieurs et les professions libérales, dont les rémunérations les plus élevées tendent encore à prendre de l'avance, on assiste dans l'Hexagone à une homogénéisation relative des revenus moyens des différentes catégories socioprofessionnelles (7). Tel est l'effet, encore bien imparfait, des politiques salariales et fiscales, complétées par les diverses formes de prestations sociales. Rien de semblable sur la scène américaine, où, devenue folle, la machine inégaltaire tourne à plein régime. C'est ce modèle aberrant, créateur de triantes injustices, qu'exaltent en France les néolibéraux, tout disposés à sacrifier à leur idéologie une pratique sociale qui jusqu'à présent avait pourtant su éviter le pire.

En dépit d'un aussi appréciable résultat, la grande pauvreté gagne chaque année du terrain dans les campagnes et les villes françaises. Présenté par le RP Joseph Wresinski, un rapport du Conseil économique et social estime que 2 500 000 personnes vivent dans une extrême précarité (8). Leur sort tragique est toujours déterminé par des causes cumulatives : handicaps physiques ou mentaux, inadéquation professionnelle, illettrisme, chômage prolongé, difficultés de logement, ruptures familiales, etc.

Certains analystes ont cru pouvoir contester les chiffres du Conseil économique et social. Si leur confort moral en est ainsi amélioré, grand bien leur fasse... Mais, obligé de parler aux défaillances des services officiels, le Secours catholique, qui était venu en aide à 250 000 individus ou familles de 1980, a dû intervenir dans 630 000 cas en 1986 - soit environ un million et demi de personnes (voir pages 18 et 19 l'article de Gilbert Lagouanelle et Daniel Druenne). A quoi s'ajoutent les individus ou familles secourus par tant d'autres organismes caritatifs : Armée du Salut, CIMADE, AFD Quart-monde (9), Communauté d'Emmaüs, etc. Toujours bénévoles, hommes et femmes de terrain, ils ont chaque jour l'indicible détresse que les statistiques officielles figent en des chiffres glacés.

La même société produit simultanément le meilleur et le pire : d'un côté, elle déchiffre l'ADN, construit de prodigieux robots, sonde les espaces interstellaires ; de l'autre, elle multiplie les exclus alors qu'elle tendait à les absorber. Cette dichotomie serait-elle le sceau inéfectible de la civilisation en train de naître sous nos yeux ? Le progrès technique doit-il nécessairement engendrer une société à plusieurs vitesses ? Ou en connaît-il les conséquences électroales...

L'écartèlement observé au cœur d'un pays industrialisé, policé, cultivé, fier de sa politique sociale si chèrement conquise, se retrouve amplifié à l'échelle d'une planète qui, pour l'essentiel, reste livrée au jeu aveugle de forces « naturelles » que rien, ou presque rien, ne vient réguler, rectifier, équilibrer.

CON SOCIALE

détresse



PARTIR DE MEXICO

Le taux de chômage des « indigènes » (habitants des bidonvilles) de Santiago, deux millions quatre cent mille personnes (la moitié de la population totale de l'agglomération de la capitale), est actuellement de 24 %. On ajoute les personnes occupées à des « travaux d'urgence » gagnant un coup moins que le salaire minimum, le pourcentage s'élève à 39 %. Selon les enquêtes récentes, les trois quarts des « indigènes » vivent dans une situation de pauvreté extrême, et plus de moitié d'entre eux en état de sous-alimentation.

La situation dans le domaine du logement, qui était déjà grave avant le tremblement de terre de 1984, a dérivé de façon dramatique depuis. Les six mois les plus récents montrent que trois millions cent vingt-cinq mille familles, sept cent cinquante mille personnes par logement, vivent dans des conditions de logement précaires. Trois cent soixante-dix mille familles vivent dans des maisons en mauvais état (5). En 1985, dans la « population » de Santiago, 41 % des personnes devaient dormir à trois plus par chambre et 24 % à deux plus par lit.

L'exemple de ces trois pays tristes souligne l'aggravation des conditions sociales des populations latino-américaines sous l'impulsion de la crise. Que faire pour éviter que cet état d'assèchement ne se dégrade ?

En premier lieu, évidemment, il faut améliorer les conditions de remboursement de la dette extérieure. Le paiement des intérêts de cette dette constitue un véritable drainage des ressources d'exportation et de l'épargne domestique, alors que la valeur des exportations diminue.

Depuis 1982, comme on l'a déjà dit plus haut, l'Amérique latine exporte plus de ressources financières qu'elle ne reçoit de capitaux (140 milliards de dollars) et sa dette continue d'augmenter.

Sans une renégociation globale à grande échelle - à laquelle doivent participer les gouvernements latino-américains, ceux des pays industrialisés et les banques internationales - le poids de cette dette continuera à bloquer toute politique économique cherchant à relancer la croissance et à améliorer les problèmes sociaux essentiels.

Cette action extérieure doit être accompagnée d'une politique interne de croissance industrielle et agricole centrée sur le marché intérieur (qui est de six cent millions de consommateurs à la fin du siècle). Cela ne signifie pas qu'il faille abandonner l'effort d'exportation, mais l'axe essentiel d'une nouvelle croissance devrait être - conformément à ce qui arrive aujourd'hui - le poids de la dette - le marché intérieur de masse.

Une fois ces deux changements fondamentaux entamés, il faudra s'attaquer considérablement aux problèmes sociaux et sociaux essentiels de la crise : détérioration des systèmes de santé et d'éducation, dégradation de l'insuffisance des logements et des transports publics, pollution urbaine, accroissement brutal du sous-emploi, chômage, concentration et abaissement dans les grandes villes, abandon de campagnes et des petites villes.

Autour de ces politiques pourra se construire enfin un meilleur avenir pour les populations latino-américaines.

(1) Cf. le tableau 4 de « Balance Public de la Economía Latinoamericana 1982 », CEPAL, Santiago, Chili, 21 mai 1987.
(2) « La Crisis y el Desarrollo Social y Productivo », documentos presentados en la Conferencia de Ministros de Planeación y Desarrollo, CEPAL, Santiago, Chile, 1987.
(3) « Poverty in Latin America: the Impact of Depression », Banque mondiale, Washington, 1986.
(4) « Paje », 21 octobre 1987.
(5) Joan Mac Donald, « El Desempleo Indígena », Mensaje, Santiago, agosto 1986.

Dossier pour une reconquête

PAGES 16 et 17

La défaillance sociale des démocraties, par Gilbert Lagouanelle et Daniel Druenne. Quand la technologie fait exploser le travail, par Philippe Moessens. Une culture de l'exclusion, par Ignacio Ramonet.

PAGES 18 et 19

L'impossible modèle urbain dans le tiers-monde, par Claude Lissaz. Au nom de la modernité, par Jean Chesneaux. L'égalité comme source de richesses, par Albert Jacquard.

PAGES 20 et 21

Riches et pauvres à travers le monde, suite de l'article de Claude Julien. Le pouvoir anesthésiant du petit écran, par Gilles Perrault. En Union soviétique aussi...

Restituer à l'homme la maîtrise de la production pour assurer dignité et équité.

PAGE 22

La fin du rêve américain, par Pierre Dommergues.

PLANÈTE DISLOQUÉE

à travers le monde

Ainsi sont programmés, pour les années à venir, de frais bataillons de futurs « nouveaux pauvres ».

L'argent a des idées

L'AMÉRIQUE recouvre donc cette admirable catégorie sociale qu'autrefois de pieuses dames désignaient d'une charmante formule : les « pauvres méritants ».

Fatalité ? Impuissance de l'esprit humain à maîtriser une évolution marquée à la fois par la mondialisation du système, l'irruption des nouvelles technologies, l'anarchie monétaire internationale et l'émergence d'un capitalisme financier sauvage ?

Phare de la pensée moderne, c'est le président Reagan qui a donné le ton en réduisant l'impôt sur le revenu personnel à un minimum de 11 % et, pour les tranches les plus élevées, à un maximum de 33 %.

Avec des ressources budgétaires aussi fortement amputées, comment le gouvernement britannique pourrait-il venir en aide aux plus défavorisés ?

Indifférents aux drames sociaux, les néolibéraux seraient-ils sensibles à des comparaisons économiques ?

Bien que, érigée en principe de gouvernement, l'égalité fasse des victimes, il faut lui reconnaître un irremplaçable vertu : elle incite les plus mal lotis à tout faire pour « s'en sortir ».

Valable dans une société avancée, ce principe ne l'est pas moins à l'échelle planétaire. Il est bon, juste et salutaire que les peuples les plus démunis, contemplant avec envie l'efficacité et les fastes du monde industrialisé, se sentent poussés à mobiliser toutes leurs forces en vue de le égaler.

L'homme n'est après tout qu'un animal supérieur. Il n'échappe pas à la loi universelle. Mais il manifeste sa supériorité en faisant preuve de compassion.



... comme pour défier les fatalismes de cette terre...

pays attendis une aide pour leur développement. Jamais les lendings n'ont accédé à un tel niveau de conscience : menacés par leur surnombre, ils n'assurent leur survie que par des suicides en masse.

Accablé par ses propres difficultés, il est vrai qu'il ne parvient pas à tenir son altruisme promesse. Mieux, les flux de capitaux ne sont plus orientés Nord-Sud, mais Sud-Nord.

Les voix des grands-prêtres

Il serait vain de le déplorer, car ainsi le vent le système - un système qui a fait ses preuves. Pourquoi le changerait-on ?

Cramponnés à des théories du siècle dernier, encore plus anachroniques que la vulgate marxiste mais illustrées d'équations aussi longues que prétentieuses, les « nouveaux » économistes ne sont pas seuls à avoir entendu la parole salvatrice.

A tous ces prédateurs, l'Occident magnanime, offre même le havre des paradis fiscaux et comptes à numéro. Institutions parfaitement désintéressées, dont profitent cependant toutes les mafias du monde.

Contrastes sociaux de plus en plus marqués au cœur de l'Occident moderne, contrastes nationaux accentués entre le Nord et le Sud : la civilisation en train de naître ne se réinvente pas, morfondue, devant de croissantes inégalités. Elle les cultive. Une récente étude de l'UNICEF recommande aux gouvernements des pays sous-développés de concentrer leur aide sur les groupes sociaux les plus pauvres.

CLAUDE JULIEN.

(24) « America's Hidden Poor », U.S. News and World Report, 11 janvier 1988. (25) Idem. (26) Cf. Newsweek, 28 mars 1988. Les jeux de hasard absorbent aux Etats-Unis 8 milliards de dollars par an. (27) Voir son éditorial dans Newsweek, 4 avril 1988 ; cf. aussi Newsweek et Times du 28 mars 1988. (28) Le Monde, 7 avril 1988.

EN UNION SOVIÉTIQUE AUSSI

« Deux jeunes filles diplômées d'une école professionnelle formant vendeurs et cuisiniers sont parties, en 1986, d'une région méridionale de Russie pour la ville de Novosibirsk, important centre de Sibirie occidentale. C'était leur affectation après leurs études. Elles travaillaient comme cuisinières, et, dès les premiers pas de cette vie industrielle financière qu'elles évoquent dans cette lettre :

Tyrs vice nous nous sommes rendu compte que nous n'étions pas en mesure de subvenir à tous nos besoins, même en économisant sur tout. Nous gagnons de 110 à 120 roubles par mois chacune. Nous dépensons pour la nourriture 60 roubles chacune. Le loyer coûte 12 roubles, les transports, pour aller au travail et rentrer à la maison, 5 roubles par mois. Ce sont là des dépenses indispensables. Il nous reste à chacune de 30 à 40 roubles pour toutes les autres dépenses.

Novosibirsk n'est pas une ville méridionale. L'hiver y est long et le froid dicte la mode (...). Dresser la liste des vêtements nécessaires à votre

« Un abîme nous sépare... »

avis et calculez de combien de fois leur coût dépassera nos 30-40 roubles disponibles.

Nous n'avons rien dit d'un autre aspect des dépenses : les « besoins spirituels » ! Nous n'avons que vingt ans, nous vivons toujours dans de petites localités et, une fois arrivées dans une ville d'un million d'habitants, nous voudrions, naturellement, aller au théâtre, assister à un concert, nous divertir. Il y a tant de tentations ! Nous voulons tout voir, tout connaître. Malheureusement, tout cela coûte de l'argent. Vous direz que les billets ne sont pas chers. Mais si chaque rouble est scrupuleusement compté ?

Il nous reste à nous promener sans but dans les rues (...). Nous travaillons, nous ne jetons pas l'argent par les fenêtres ! Pourquoi alors notre argent ne nous suffit-il pas ? Probablement ne faisons-nous pas quelque chose comme il faut ?

Comment vivent les jeunes qui portent des vêtements à la mode ? Quel est leur salaire et comment se débrouillent-ils ? Leur existence nous semble énigmatique et nous croyons que nous ne nous comprendrons jamais : un abîme financier nous sépare...

Maintenant, nous sommes en vacances. Nous ne pouvons aller nulle part : 140 roubles de congés payés, somme de loin insuffisante pour les plages du littoral de la mer Noire, même les maisons de repos locales ne sont pas pour nous...

Au cours de cette année de vie et de travail « indépendants », les calculs constants et les économies inévitables nous font grincer des dents. Chaque fois, l'achat d'un vêtement neuf constitue un problème insoluble, l'usure d'un vieux vêtement est une catastrophe. Que faire ? Comment

vivre ? Comment être gai, attirants et intéressants ?

Il doit exister des instituts qui calculent le minimum vital et, par conséquent, le salaire minimum pour vivre. Que leurs collaborateurs calculent pour nous quels aliments et quels vêtements acheter !

Nous n'aurions pas la force de faire des heures supplémentaires : la cuisine exige un travail extrêmement dur dès l'aube. Nous nous fatiguons beaucoup.

Ne considérez surtout pas cette lettre comme un cri de désespoir. Simplement, nous voudrions un conseil. Il est clair que vous ne la publierez pas. Actuellement, il y a tant de problèmes plus importants que le nôtre...

(Extrait d'une lettre publiée dans la Komsomolskaia Pravda et reproduite avec une courte présentation par les Nouvelles de Moscou, n° 10, mars 1988.)

AU PIED DE LA PYRAMIDE DU POUVOIR

Les Zairois en état de survie

Malgré ses richesses minières et les fortunes accumulées par ses dirigeants, le Zaïre est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. L'argent, de surcroît, y sert à conforter le pouvoir politique tandis que la population est laissée dans un complet dénuement. La capitale est devenue un laboratoire exemplaire où l'on peut observer les merveilleux ressorts de ce qu'on appelle l'« économie parallèle » : en fait, un tissu d'expédients et de peines, un énorme gaspillage d'énergies humaines. Alors que le foisonnement culturel témoigne de l'intense vitalité d'un peuple en état de survie.

Par COLETTE BRAECKMAN *

L fait encore nuit lorsque s'éveille Masina, un quartier populaire au-delà de l'aéroport de Kinshasa. Bien avant l'aube, ceux qui ont la chance d'avoir un emploi en ville et qui ne sont pas transportés par les soins de leur employeur, se mettent en route. S'ils peuvent payer le trajet, ils s'entassent dans un bus bondé, ou dans un *fulu fulu*, un taxi collectif, qui les fera tressailler sur un asphalte que l'Office des routes, surnommé l'« Office des trous », ne répare plus depuis longtemps. Les plus nombreux feront deux heures de marche pour gagner le centre-ville.

Pour garder la forme, les Kinnois appliquent une recette magique : « Six verres d'eau le matin, cela nettoie l'estomac... » De toute manière, ils n'ont pas le choix : le seul repas de la journée, appelé le « gong unique » (souvent des missionnaires...), se prend en fin d'après-midi, au retour du travail. En cours de route, des femmes proposent aux marcheurs des verres de thé, des petits pains frottés de margarine. Depuis que, en 1985, le Zaïre est devenu bénéficiaire de la loi publique 480, le blé américain abonde à Kinshasa, livré à très bas prix, et le pain concurrence désormais le maïs et le manioc produits localement.

Les femmes sales sont tôt levées. Puisque, dans la plupart des cas, le salaire du mari suffit à peine à couvrir ses frais de transport et d'habillement, les femmes tentent d'assurer la subsistance de la famille. Elles achètent les pains au boulanger grec et les détaillent au marché, elles se procurent du manioc à la campagne et le revendent par petits sacs, mais surtout par globelets. Tout le monde, pour survivre, fait du commerce ; les intermédiaires se multiplient et les marchés accueillent l'infiniment petit : le sel et le sucre se vendent par petits sachets, l'unité de mesure du manioc et du maïs, c'est le globelet, les médicaments s'achètent au comprimé. Alignés dans la poussière, des antibiotiques chauffent au soleil, des somnifères se détaillent à l'unité. Un peu plus loin, on vend, toujours par quantités minuscules, des pattes de poulet, des têtes de poisson, car les « vrais » morceaux sont inabordables. A côté des fripes venues d'Europe par bateaux entiers, on vend, toujours à la pièce, de fausses cartes d'étudiant, ou de « service ». Les plus chères sont les cartes de policier.

A première vue, la survie économique des Zairois est un mystère, et leur seule arme est l'« ardeur 15 » : la débrouillardise. Depuis que, voilà quatre ans, le pays a accepté la politique d'austérité prônée par le Fonds monétaire international (FMI), les salaires n'assurent plus que 25 % de la consommation des ménages. Dans la fonction publique, l'emploi fournit avant tout l'occasion de réaliser des gains parallèles : les enseignants marchandent les diplômes ; les fonctionnaires monnaient les attestations ; les policiers multiplient les contrôles. En brousse, les agents de l'Etat, agronomes ou vétérinaires

* Journaliste au *Soleil* de Bruxelles.

naires par exemple, prêtent qui leur part de viande, qui leur ration de céréales, ou infligent des amendes pour infraction à des règlements inconnus de tous. Bien souvent, dans la province du Kivu par exemple, mais ailleurs aussi, le pouvoir de l'Etat, perçu comme prédateur, se superpose à celui des autorités traditionnelles ; dans la région du Bushi, la population, réquisitionnée pour le *salongo* (travail obligatoire), comme le nettoyage des routes, doit aussi fournir des prestations aux chefs coutumiers ou leur donner des biens en nature en guise de redevance pour l'usage de la terre. Quant à l'armée, elle est souvent considérée comme un danger public : lorsque leur solde n'est pas payée, les soldats demandent à la population de « contribuer » et, dans le haut Kivu, entre autres, plusieurs incidents ont été relatés ces derniers mois. Le président Mobutu souhaite transformer l'armée en « force de dissuasion », la rééquiper. Payer régulièrement les soldes serait au moins aussi efficace.

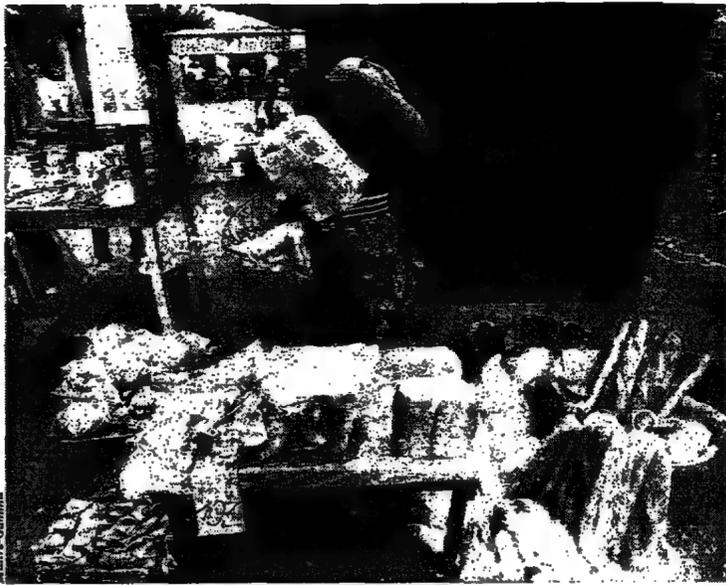
En ville comme à la campagne, les mille astuces de la subsistance sont avant tout le fait des femmes : à Kinshasa, elles sont commerçantes, elles ouvrent de petits *nganda*, des bistrot où l'on écoute de la musique en écoutant une bière ; elles entretiennent de minuscules potagers sur les espaces verts le long des avenues coloniales ou au fond des parcs. Un peu partout, elles créent des sortes de tortines, où, par groupes de dix, on alimente un pot commun qui sert souvent de fonds de commerce.

Les « miracles » de l'économie parallèle

D'APRÈS les statistiques, malgré ses immenses richesses minières et agricoles, le Zaïre est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres d'Afrique, précédant seulement le Mali et l'Éthiopie.

L'éducation et la santé attestent ce dénuement. En 1986, l'enseignement ne représentait plus que 8 % des dépenses de l'Etat, contre 24 % en 1980 ; et, en 1984, 48 000 enseignants ont été « assésinés » (licenciés). Ils sont retournés à l'agriculture, au chômage ou, dans les régions minières, sont devenus des creuseurs clandestins, cherchant l'or, le diamant, la cassitérite. Les écoles publiques de Kinshasa offrent un spectacle lamentable : bancs et tables ont disparu, les élèves sont assis à même le sol dans des classes d'une saleté repoussante et, dehors, des chèvres broutent parmi les immondices.

Le gouvernement, sur les conseils de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a adopté la stratégie des « soins de santé primaires » et divisé le pays en 336 zones, dotées en principe de dispensaires renvoyant à des hôpitaux de référence. Mais cette grille couvre une réalité fictive : l'Etat s'est pratiquement dégoûté du secteur médical, qui n'absorbe plus que 2 % de ses ressources, et seules fonctionnent les zones de santé soutenues par des missions, des



organisations non gouvernementales ou la coopération étrangère. Et encore : à Kikimi, par exemple, une autre lointaine banlieue de Kinshasa, au-delà des routes et de l'électrification, le dispensaire géré par des médecins belges fonctionne, mais sa fréquentation diminue ; la population n'a plus les moyens de payer un « épisode maladie » — soit 160 zaires (10 FF) — pour une consultation et la première dose de médicaments. De plus en plus, les malades recourent à l'automédication ou aux médecines traditionnelles. Au Kivu, en plus des carences alimentaires, on signale la réurgence de grandes endémies, le choléra, le paludisme. Pour ne pas parler du SIDA, qui fait surtout des ravages à Kinshasa.

A côté de ce désengagement de l'Etat, la population fait preuve d'une ingéniosité extraordinaire, et l'économie souterraine témoigne d'un grand dynamisme, qu'il s'agisse de commerce, d'artisanat (les artisans vendent de merveilleux jouets de fil de fer, les handicapés transportent des ballots de tissu dans leur voiturette) ou de contrebande.

Des pans entiers de l'économie échappent aux circuits officiels : on estime qu'un tiers de la production de café de l'Est passe en contrebande vers le Soudan, l'Ouganda, le Kenya, en échange de biens manufacturés. Le Burundi, qui n'est pas producteur, exporte de grandes quantités d'or, d'ivoire, de diamants venus du Zaïre, et le Shaba vit en symbiose avec la Zambie, d'où arrivent du maïs, du ciment, des voitures souvent volées au-delà de la frontière et que l'on appelle « *marci Kaunda* ». La multiplication de ces circuits parallèles rend impossible l'évaluation du niveau de vie réel de la population, probablement meilleur que ne le laissent entendre les statistiques.

Mais, en revanche, le « système zairois », cette pyramide où s'entremêlent les fortunes individuelles, les liens inextricables des allégeances ethniques, des devoirs familiaux, des obligations politiques, empêchent pratiquement tout redressement durable de l'économie : le Zaïre est considéré par les investisseurs comme un pays à haut risque, venant juste devant le Soudan, dernier de la catégorie, et en raison de la pénurie de devises, les pièces de rechange ne peuvent être importées pour faire marcher ou relancer l'industrie. Les difficultés économiques sont dues partiellement au contexte international : le prix du cuivre a baissé de 30 % alors que ce métal représente 60 % des recettes d'exportation ; le prix du café a également chuté, ce qui a entraîné un manque à gagner évalué à 400 millions de dollars par an. Mais la dette extérieure, qui atteint 10 milliards de dollars, s'explique avant tout par des choix politico-économiques contestables. Dans les années 70, en effet, le pouvoir a autorisé des sorties massives de capitaux privés (à l'heure actuelle encore, toute l'« élite » politique, au sommet de la pyramide du pouvoir et à commencer par le président lui-même, possède à l'étranger comptes en banque, maisons et châteaux). La Banque mondiale prêtait, en 1986, « le rapatriement de certains avoirs zairois détenus à l'étranger ». En outre, priorité a été donnée à des projets industriels ambitieux, des « éléphants blancs » qui se révèlent aujourd'hui être des échecs, mais le pays doit en rembourser les crédits. Le complexe hydro-électrique d'Inga (1) ne tourne qu'au quart de sa capacité, alors que l'électricité manque dans les bidonvilles de Kinshasa : les treize stations de télécommunication par satellite mises en place par des sociétés françaises ne fonctionnent que par intermittence, faute de carburant. Cimenterie nationale, sidérurgie de Maluku, centre de commerce international du Zaïre... Les exemples de ce type abondent. Leur coût s'ajoute à celui du gaspillage et de la carence de plusieurs organismes para-étatiques (l'office national des transports, par exemple) dont

les dirigeants sont nommés non en fonction de leur compétence mais à titre de récompense politique.

Il serait vain cependant de parler de mauvaises gestion, de corruption et de gaspillage à tous les échelons de la pyramide si l'on ne rappelait que, dans ce pays, l'argent est avant tout mis au service de la politique : il est le ciment du pouvoir, il assure le fonctionnement de l'Etat totalitaire, l'encadrement de la population. Les fiefs économiques concédés à ceux que l'on appelle les « barons du régime » et qui, avec leurs proches, forment désormais la bourgeoisie postcoloniale, n'ont été accordés qu'en contrepartie d'une allégeance politique au parti unique et, surtout, à la personne du président Mobutu.

Une dette très « politique »

AINSI la manière dont le Zaïre « gère » sa dette extérieure, le remboursement des intérêts, ses relations avec les créanciers et avec le FMI, tout cela dépend d'abord du jeu politique.

De 1983 à 1986, en effet, le Zaïre se soumet aux directives du Fonds monétaire et de la Banque mondiale : il bloque les salaires, assainit la fonction publique et rembourse, bon an mal an, 500 millions de dollars. Ce qui représente 80 % du budget de l'Etat, 20 % des recettes d'exportation. A cause de la chute du cours des matières premières, le pays exporte plus de capitaux qu'il n'en reçoit... Les autorités zairoises soulignent que de 1983 à 1986 le pays a dû déboursier 1,929 milliard de dollars alors que l'apport de capitaux étrangers n'était que de 1,089 milliard de dollars. En 1986, le poids de l'austérité devient politiquement insoutenable, les membres du comité central du parti unique, le Mouvement populaire de la révolution (MPR), font état de tensions au sein de la population, et exigent une révision des accords passés avec le FMI. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, le comité central n'est pas une simple chambre d'enregistrement ; un dosage subtil tenant compte des régions, des ethnies, des courants de pensée, des générations, réunit là de fortes personnalités qui n'hésitent pas à exprimer leur opinion, jusqu'à ce que le chef de l'Etat dise le dernier mot. En octobre 1986, donc, le « bon élève » se rebelle et rompt ses accords avec le FMI. Les négociations seront suspendues jusqu'en mai 1987.

Durant cette période, le président Mobutu place le débat sur le plan politique. Il se rend aux Etats-Unis et fait valoir l'importance stratégique du Zaïre, à la fois de l'Afrique australe, le danger que représente la déstabilisation de son régime. En avril 1987, alors que le Congrès des Etats-Unis a voté l'octroi de 15 millions de dollars destinés à soutenir l'UNITA, le mouvement rebelle angolais de M. Jonas Savimbi, des manœuvres conjuguées rassemblent troupes américaines et zairoises autour de la base de Kamina et, selon le *New York Times*, des armes américaines transitent alors via le Zaïre en direction des maquis de M. Savimbi.

A 300 kilomètres de la frontière angolaise, la base de Kamina, qui possède une piste d'atterrissage longue de plus de 2 000 mètres, est remise en état par les Américains et devient — très discrètement — une base d'opération en direction de toute l'Afrique australe. Accusé régulièrement par les Américains de soutenir l'UNITA et de permettre le transit des armes américaines, le Zaïre, qui entretient aussi d'importantes relations commerciales avec l'Afrique du Sud et confie la sécurité de l'Etat aux conseillers israéliens, devient peu à peu un élément de poids dans la stratégie américaine en Afrique australe (quelles années auparavant, le président Mobutu avait, de la même manière, obligé la France en soutenant l'intervention militaire au Tchad). Mais de tels services se paient et, en 1987, le Zaïre obtient des conditions de remboursement exceptionnelles : le 15 mai, le FMI accorde un crédit de 388 millions de dollars destinés à la relance de l'économie et, le 18 mai, le Club de Paris, qui rassemble les créanciers publics du Zaïre, accepte de rééchelonner sur quinze ans une dette de 884 millions de dollars avec un délai de grâce de six ans. La charge occasionnée par le remboursement sera ainsi diminuée de moitié. Désormais le service de la dette ne représentera plus que 10 % des recettes d'exportation, et 20 % du budget de l'Etat.

(1) *Le Monde diplomatique*, mars 1987.

LA CULTURE FRANÇAISE... PARTOUT DANS LE MONDE

inter-livres

Commandez tous LIVRES ou DISQUES français de votre choix, disponibles chez les éditeurs, en joignant la valeur approximative (minimum 150 F) ou équivalent en toutes devises convertibles.

- DÉTAXE de 7 % sur le PRIX IMPOSÉ EN FRANCE pour les livres
- REMISE de 10 % sur les disques et cassettes
- Frais réels de port en recommandé (préciser AVION ou SURFACE).

VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

14, Place de Rungis - 75013 PARIS Téléphone: 45-88-44-45

Tradition

NDIAVOX

ST GEORGE'S SONNETS

LA GARENNE

ROSE

A consultation... TOEFLI... Language (French) 04-1820... 453 252

الكتاب العربي

1500

Fin 1987, les créanciers privés accordent également un suris supplémentaire. Cependant, malgré l'injection de capitaux frais, mais insuffisants, et une succession de mesures de grâce exceptionnelles, la situation économique ne s'améliore pas...

unique et trois d'entre eux entrèrent au comité central. En contrepartie de leur allégeance, ils affirmèrent avoir obtenu le « droit de tendance », qui leur donnait la faculté de former un groupe distinct au sein du MPR...

l'indépendance ! Le défi tourne court : la police intervint brutalement. M. Tshisekedi fut arrêté et, au lieu d'un procès devant le Cour de sûreté de l'Etat, qui se serait transformé en procès politique, une procédure psychiatrique fut entamée contre lui...

sensible aux pressions extérieures, notamment à la « diplomatie des droits de l'homme ». Le parlementaire américain Ron Dellums a déposé un projet de loi demandant la suspension de l'aide militaire et économique pour cause de violation des droits de l'homme...

L'opposition ramenée à raison

DANS de telles circonstances, le pouvoir s'est pratiquement employé, tout au long de l'année 1987, à faire rentrer l'opposition dans le rang. Face au parti unique, dont tout citoyen est membre de droit...

L'UDPS, qui avait pour ambition de briser le monopole du MPR et de devenir le deuxième parti du Zaïre, incarnait, d'une certaine façon, les aspirations d'une classe montante...

Foisonnement culturel à Kinshasa

DANS la « cité » de Kinshasa, la vie ne s'arrête jamais : Les travailleurs qui partent à l'aube croisent les noctambules qui rentrent chez eux. Malgré la crise, on a l'impression que l'animation est permanente dans la capitale...

dence, par la Cecamines, par la Belgois... Mais les peintres dits naïfs sont, eux aussi, devenus des vedettes de la vie kinsoise. Partout dans la ville, on voit de petites cabanes proposant des « sérigraphies, affiches, cachets »...

Le cinéma également ne demande qu'à prendre son essor, et le film La Vie est belle, coproduction belgo-zairoise sortie en 1987, montre que les acteurs locaux ne manquent pas. Le problème, c'est le financement...

La dette très « politique »

Les créanciers privés dont le Zaïre a glissé à la dérive, le remboursement des créanciers et avec le FMI, tout est au premier plan de la politique du régime...

Advertisement for 'Tradition et enseignement' featuring various schools like 'Canton de Vaud', 'NDIAVOX', 'ST. GEORGE'S SCHOOL', 'LA GARENNE', 'INSTITUT Talcahuano', and 'INSTITUT MONTE ROSA'.

Advertisement for Volvo cars featuring an image of a Volvo station wagon and the text 'CERTAINES VOITURES EN DISENT LONG SUR VOTRE STATUT'.

Fin 1987, le Zaïre a glissé à la dérive, le remboursement des créanciers et avec le FMI, tout est au premier plan de la politique du régime...

bottes du délire

... je m'enivre le cœur de ces parfums...
 ... je sens alors à quel point je me suis...
 ... ces raisins sûrs et en...
 ... à mes côtés, une lampe-tempête à la...
 ... pas l'électricité ; on ne sait même pas...
 ... en a peur. La lampe-tempête est...
 ... la pibbe enfumée. Sur l'étagère trônent...
 ... à hérité de génération en génération...
 ... regarde elle voit son père ; elle se...
 ... empilait la pièce d'une présence...
 ... l'autre demeure obscure - et tout...
 ... - et voici que ma tante déroule...
 ... tapis de prière, car est venue l'heure...
 ... le mur s'anime son ombre. L'ombre...
 ... s'agenouille encore. Elle lève ses...
 ... de cette paix gagne le visage de ma...
 ... cette paix ? Elle reprend son...
 ... dans toute la maison flote un parfum...
 ... dans toutes les maisons du village...
 ... en forme de cor, un souvenir...
 ... prends le miroir et vais m'asseoir...
 ... me regarder longuement. J'aime...
 ... toutes les femmes du monde. Je...
 ... maintenant le silence du village, un...
 ... dans un écho. Je ne sens plus...
 ... m'envole. Quelle douceur de voler !
 ... un frémissement dans le silence...
 ... dans le lointain.

elle a pu reconnaître le sang de Rassoul séché sur les bottes, mais elle a commencé à se frapper et se déchirer la poitrine :
 - Rassoul ! Ils ont tué Rassoul ! Ils l'ont tué !
 Elle s'est écroulée et le portail a commencé à trembler violemment sur ses gonds : ils sont en train de le défoncer. Je me suis appuyée de toutes mes forces contre le portail pour l'empêcher de s'écrouler. Il vibre de plus en plus ; mais voici le coup fatal : mon genou ploie sous le portail et je le vois avec terreur qui s'arrache de son cadre de bois, toujours fermé : la poussée est terrible et mes mains ne peuvent plus rien, mes pauvres mains qui ont toujours été si faibles. Le portail toujours fermé s'écroule dans un bruit d'enfer, un bruit épouvantable qui me semble résonner dans tout le village, dans toute la contrée, dans toute la création. Alors je suis restée à côté de ce portail et me suis assise par terre. Quel déchirante scène qu'un portail enfoncé ! Ma tante est endormie et morte peut-être. Je sens en moi, devant cette porte enfoncée, tout l'approbateur et toute l'ignominie de la terre. Ils ont enfoncé la porte !
 Et voici que les bottes ensanglantées pénètrent dans la ferme. La tête baissée, agitée de tremblements, je regarde les bottes et le sol. Du sang goutte des bottes : c'est le sang de Rassoul, je le reconnais ; c'est le sang de tous les Rassoul du monde...
 Je reconnais le jus des raisins encore verts et la sève des blés. Ce ne sont plus que bottes à perte de vue, et toutes sont tachées de sang et enduites de jus de raisin. Une pesanteur étrange m'envahit, comme si le poids de la terre entière reposait sur mes épaules ; mes jambes n'ont plus la force de me porter. Je me suis appuyée contre le mur et ma tête s'est mise à tourner. Je crois bien que je dors, mais je n'en suis pas sûre. Je vois ma tante debout près de sa vache blanche ; sa laitière sous le bras, elle caresse sa vache impossible qui lui montre ses dents et ses cornes pointues. Ma tante pose la laitière sous le pis de la vache, et j'entends le doux gargouillis familier du lait qui rissole au fond de la laitière.
 Tout à coup ma tante s'est levée, de toute sa minceur, et sa face s'est voilée d'effroi. Elle a déposé à terre la laitière et a commencé à se frapper le visage à pleines mains. Je regarde la laitière : elle est pleine de sang. La vache ne donne plus de lait, mais du sang ; il en goutte encore de ses mamelles. Les cheveux de ma tante s'emmêlent, son bandeau est tombé à ses pieds, elle se donne des coups de poing sur la tête. Les femmes du village accourent au portail de la ferme et se lamentent en observant. Elles ont toutes les cheveux gris comme la cendre, les traits émaciés à faire peur, et elles portent chacune sous son bras une laitière de cuivre remplie de sang : leurs vaches non plus ne donnent plus de lait. Elles pleurent et, tout à coup, je m'aperçois que la vache de ma tante pleure elle aussi ; toutes les vaches pleurent ; moi aussi, et toutes les femmes du monde : je les entends...
 - Sa tête a perdu beaucoup de sang, dit la voix sanglotante.
 Le raisin non plus ne donne plus de jus, mais du sang. Ce ne sont plus des grappes, qui pendent aux ceps, mais des bras et des jambes et des têtes. Et une odeur de sang pourri a supplanté le

parfum de feuilles vertes. Alors j'ai crié. Je veux lancer au monde entier un appel à témoins, mais je n'entends même pas le cri qui sort de ma gorge. Je suis debout près du portail, tremblante. Ma tante n'est plus là. Je hurle.
 - Tanto ! Tan-an-an-ante !
 Personne ne répond. Toute la ferme est sous la férule des bottes. Les petits murs d'irrigation sont éraflés et les racines des plantes émergent du sol. J'ai couru vers le bâtiment d'habitation. Toutes les portes sont défoncées, détruites. Mais que cherchent-elles donc, ces bottes ? Qui cherchent-elles ? Rassoul, tous les Rassoul de la terre, voilà ce qu'elles cherchent.
 SEUL le miroir est encore en place : je me précipite vers lui, mais il est fendu en son milieu. Je me regarde : c'est effrayant, je suis devenue le sosie de ma tante et toutes ces femmes que j'ai vues dans mon rêve éveillé tout à l'heure. Les traits de mon visage se sont creusés à un point terrifiant. En une nuit j'ai vieilli de plusieurs siècles, avec ces cheveux blancs et ces innombrables rides qui cernent mes yeux. Ma peau ressemble à un morceau de cuir qui serait resté des années exposé au soleil, au vent et à la pluie. J'ai contemplé ce spectacle avec tout le sang-froid que peut avoir une femme âgée de plusieurs millénaires. Puis j'ai jeté au loin le miroir. Les bottes... les bottes...
 - Rassoul non plus, on ne l'a pas retrouvé, dit une voix.
 Rassoul... Rassoul... Son souvenir gagne mon cœur comme une vision enchantée. Où est-il arrivé à ma tante ? Elle a prononcé le nom de Rassoul et rendu l'âme, je crois bien. Où est Rassoul ? La relation qui m'unissait à lui a changé : ma tante est devenue moi-même, et moi je suis ma tante. Le souvenir de Rassoul me rend folle, le souvenir de mon fils... Son visage radieux respire la bonté. Ma tante n'a d'yeux que pour lui. Elle examine les lignes de sa main, touche du bois, marmonne quelque formule et souffle une bénédiction sur lui. Moi, je vais aller à la recherche de Rassoul ; et je le trouverai. Alors je me suis levée.
 - Retenez-la ! Attrachez-la ! Elle fait des convulsions !
 Je m'en vais à la recherche de Dieu. Et je le trouverai. Lâchez-moi !
 - Elle a du mal à respirer, dit une voix grave.
 J'étouffe. L'odeur de poudre à canon m'asphyxie ; l'odeur de sang aussi. Le village a perdu son parfum de feuillage et de grappes encore vertes. La vigne se lamente, j'entends pleurer non seulement tout le vignoble, mais encore chaque cep. Les bottes ont broyé les grappes. Encore jeunes et vertes, les ceps n'ont plus de grappes ; j'entends et je comprends leurs gémissements. Odeur de poudre à canon. Poudre à canon. Je sais tout ce qu'il y a de funèbre dans cette odeur qui m'asphyxie, l'étouffe.
 - Heureusement qu'on l'a amenée à la ville ! dit la voix sanglotante.
 Je suis le village, je m'en vais à la ville. A part mes deux jambes, il n'y a plus rien qui puisse encore m'y transporter. Mais où est le chemin ? Le voici, il est bordé de maisons en ruine. De

toutes petites habouches gisent éparpillées sur la route, et l'on pense à ce petit pied, à ces petits bonhommes. J'ai envie d'écraser à pleines brassées ces petites habouches, de me métamorphoser en une énorme poule qui abriterait ces petites habouches sous ses ailes. Je me suis assise au milieu des petites habouches et me suis mise à pleurer à la façon d'une femme qui serait âgée de plusieurs millénaires. Ensuite je me suis relevée et j'ai commencé à ramasser les habouches et à en enfoncer le plus possible dans le pan relevé de ma robe ; j'ai senti qu'elles étaient encore chaudes...
 JE suis arrivée devant la porte de la ville, enfoncée comme toutes les portes, et je l'ai franchie. La ville est déserte. Une odeur de poudre et de sang occupe la ville, c'est toujours cette même odeur que je ne connais que trop. On aperçoit par endroits des enfants ; je me suis approchée d'eux pour leur demander où sont les habitants. Mais je n'en reviens pas ; les enfants eux aussi ont chaussés des bottes, d'énormes bottes maculées ! A leur ceinture pend un poignard. Ils ont les yeux du Nord, verts, jaunes, bleus. Les bottes ! Les bottes ! J'ai peur ! O mon Dieu ! Pétrifiée sur place, je ne peux plus marcher. Serrant contre moi les petites habouches, je fonde en larmes. Les larmes me sortent par tous les pores de la peau. Restés à l'écart, les enfants m'ont toisée d'un air moqueur. Ils sont désormais insensibles à l'odeur de sang et de poudre à canon.
 - Va-t-on pouvoir lui sauver ses yeux ? demande la voix sanglotante. Les yeux de qui ? Les miens ? Quand j'ai regardé les yeux verts, jaunes et bleus des enfants de la ville, des yeux inexorables, ils se sont métamorphosés en billes de pierre ; c'étaient des yeux qui n'avaient vraiment plus rien d'humain. Les enfants ont continué de me jeter des regards sardoniques ; en même temps, leurs petits doigts vérifient le tranchant des lames de leurs poignards. Mes yeux ne peuvent se détacher de leurs bottes souillées de sang, de ces bottes dont je sais tout ce qu'elles ont de funèbre, elles qui m'ont pris Rassoul, qui prennent tous les Rassoul. J'ai fermé les yeux et raconté aux enfants de la ville l'histoire du village, l'histoire de la vigne verte, des grappes à peine mûres, des vaches qui se mettent à rire, du crépuscule sur le village, du parfum des grappes chargées de grains. Mais ils n'entendent pas mon histoire. Des murs et encore des murs séparent ces enfants de telles histoires. Ils me dévisagent d'un air moqueur, une main sur la ceinture et l'autre qui tâte le tranchant de la lame de poignard. Peut-être même en sont-ils déjà à songer à la poitrine qui recevra le coup... Pendant ce temps, leurs grandes, leurs trop grandes bottes, trempent avec ostentation.
 - Elle a peur, dit la voix sanglotante ; quelque chose lui fait peur.
 J'ai peur. Oui, j'ai peur. J'ai peur des enfants aux bottes trop grandes et maculées de sang qui se frottent l'une contre l'autre en avançant. J'ai peur de ces enfants devenus instruments de guerre ; par les maléfices de l'ambition leurs corps sont devenus pierre, et la fumée, le sang et la haine les empêchent de s'ouvrir. Je crains que ces corps n'éclatent et j'ai peur des larmes de poignard.
 - Ils ont apporté aussi d'autres cadavres, dit la voix sanglotante.
 Quels cadavres ? Le mien ?
 Les enfants de la ville, chaussés de leurs trop grandes bottes ensanglantées et coiffés de leurs poignards acérés, se sont invités aux chapeelles ardentes et y marchent le sol de leurs pas. Ils dansent pendant la prière des morts une danse effrayante et morbide. Les bottes... Les bottes... Les bottes vont nous anéantir.
 - Elle délire, dit la voix sanglotante de ma tante ; elle délire depuis si longtemps... Y a-t-il un espoir ? O mon Dieu, y a-t-il encore un espoir ? O mon Dieu, un miracle, je vous en supplie !
 (Traduit du persan par Didier Leroy)

D I F F U S I O N A R M A N D C O L I N

REVUE

ANNALES
Economies, Sociétés, Civilisations

Les Annales E.S.C. multiplient les questions et les points de vue, pour renouveler la recherche historique dans une approche pluridisciplinaire.

Les numéros spéciaux permettent d'ouvrir des dossiers débats, en regroupant des articles autour d'un thème précis ; ils restituent une image fidèle et prospective de la recherche en cours et confrontent en les articulant des approches disciplinaires diverses.

DOSSIERS 88

- La modélisation en histoire
- Les corps et les communautés d'Ancien Régime
- Les fascismes européens
- Les pratiques de l'écriture.

6 NUMÉROS PAR AN

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Politique étrangère, Revue de l'IRRI - Institut français des relations internationales - tribune ouverte à tous les courants d'idées au carrefour des grands débats internationaux, propose chaque trimestre :

- Un dossier complet sur une question d'actualité comportant de nombreux éléments documentaires : cartes, bibliographies, chronologies, données statistiques...
- Des articles de fonds sur les grands problèmes internationaux ainsi que des documents de référence.
- Une rubrique « lectures » analysant les ouvrages essentiels traitant des questions internationales et parus au cours des mois précédents.

4 NUMÉROS PAR AN

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner, accompagné de son règlement, à ARMAND COLIN - B.P. 22 - 41151 VINEUIL CEDEX

Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____ Ville : _____
 Code Postal : _____

Débit d'abonnement : (insérer un croc dans la case correspondant à votre choix)

| | | | |
|----------------------------|---|---|-------|
| <input type="checkbox"/> 6 | Annales, Economies, Sociétés et Civilisations | 6 | 240 |
| <input type="checkbox"/> 4 | Politique étrangère | 4 | 160 |
| <input type="checkbox"/> 2 | Annuaire | 2 | 80 |
| TOTAL A PAYER | | | 88705 |

Clé pour règlement postal à l'ordre de ARMAND COLIN de _____ F
 par chèques bancaires par chèques postaux
 * N° pub. 787 108

BLOCS

et chimique?

riposte chimique, sans autre con-

Si l'on possède aussi pas d'armes

D'après un dossier bien documenté

Il ne s'agit pas, en tout cas, d'une

Dans ces conditions, la route de

La raison bien comprise de la

- (1) Annuaire des flottes de combat...



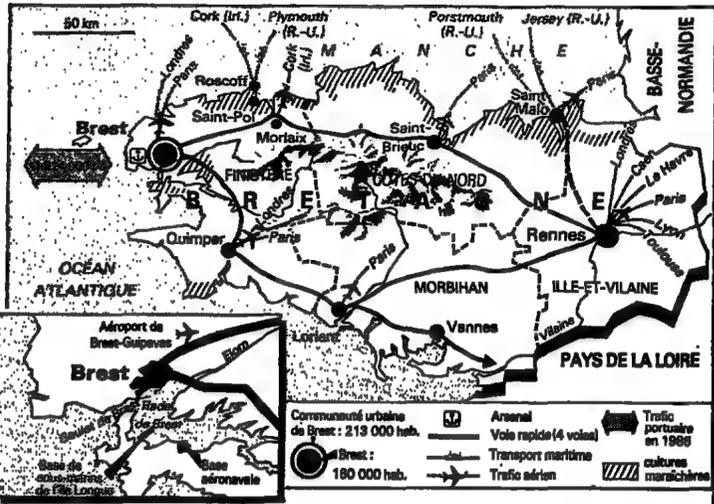
à la pointe occidentale de l'Europe

VILLES OUVERTES SUR LE MONDE

Effet de la mondialisation de l'économie et de l'extrême complexité des relations entre Etats ?

En France, petites et grandes villes ont pu s'éveiller au monde grâce à une volonté nationale de décentralisation...

Située à la pointe occidentale de l'Europe, Brest - 220 000 habitants - peut ainsi compter sur l'intensification de ses échanges avec l'étranger...



La recherche au service du développement industriel

Par DENIS RUELLAN

AFFICHER des sentiments antimilitaristes à Brest ne tendrait pas seulement de la provocation...

PME (petites et moyennes entreprises) dynamiques. Mais ce maillage reste insuffisant...

Jamais conçu à l'arsenal de détacher auprès des industriels un « M. interface » chargé de développer ces synergies...

N'est-il pas vrai que 40 % des flux économiques sont indissociables de l'activité de défense...

Pour redynamiser l'initiative locale, il faut, selon les responsables, « développer les synergies » entre les acteurs économiques...

Abatte les palissades : la population brestoise est l'une des mieux formées de France ; elle est aussi l'une de celles qui souffrent le plus du chômage...

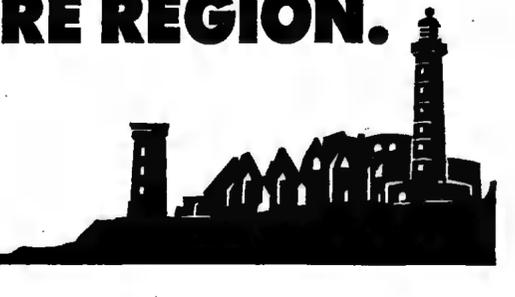
La ville bénéficie d'implantations industrielles publiques comme l'entreprise électronique Thomson CSF...

« Nous avons calculé que pour la fabrication d'un bâtiment pédagogique ravaillateur, 7 % seulement de nos approvisionnements en petits équipements sont réalisés par des entreprises du département... »

Une ville et sa région

- POPULATION (1982) Brest : 160 000 habitants. Communauté urbaine de Brest : 213 000 habitants (aujourd'hui : 220 000). Arrondissement (six cantons) : 340 000 habitants.

UN SERVICE PUBLIC POUR L'AVENIR DE NOTRE REGION.



**FORMATION D'INGENIEURS
RECHERCHE
FORMATION CONTINUE**

demain c'est aujourd'hui

à

SUP

TELECOM BRETAGNE

Ingenieurs d'affaires, Informatique, Traitement de la Parole et des Images, Micro-ondes et optoélectronique, Architectures intégrées de Communication, micro-électronique.

MASTERE SPÉCIALISÉ Image et Intelligence Artificielle en collaboration avec l'Institut d'Informatique Industrielle.

Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications de Bretagne
BP 832 - 29285 BREST cedex - Tél : 98 00 11 11

UN AVENIR D'AVANCE

La recherche au service du développement industriel

(Suite de la page 29.)

Brest n'a pas la vie facile. De cruelles déconvenues ont suivi des tentatives - audacieuses, parfois - de diversification. Ainsi la réparation navale, après des investissements considérables pour accueillir des super tankers de 500 000 tonnes, a subi de plein fouet la réduction des échanges pétroliers à partir de 1974. Les concurrents portugais et grecs s'ajoutant, la fermeture du site n'a pu être évitée de justesse que grâce à l'initiative d'entrepreneurs bretons et avec le débâcle des effectifs.

Une charte de la modernisation

« Dans le tempête, Brest en est venue à oublier qu'elle est une ville du grand large, une cité maritime cosmopolite », soupire un industriel. International, la cité l'est par nature : mais son manque de souplesse économique pourrait lui coûter cher lors de l'ouverture du marché unique européen. « Nous gagnerons notre place à condition de savoir valoriser nos potentiels actuellement sous-utilisés : les ressources agricoles et marines ».

Au début de 1988, dans un document préparatoire à l'élaboration du X^e Plan, les autorités de Brest soulignent « une faiblesse particulière des transferts de technologies (...) constatée pour l'ensemble de la région Bretagne ». Le Grand Ouest français - comprenant les régions Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes - dispose de deux atouts indispensables à l'ouverture à la compétition internationale : un ensemble de six villes universitaires de taille moyenne (Angers, Brest, Le Mans, Nantes, Poitiers et Rennes) bien coordonnées et intégrées dans un maillage serré de PME. Autre point fort, la diversité des filières scientifiques : électronique, informatique, agriculture et agro-alimentaire, mécanique et matériaux, ainsi que les sciences de la nature.

Avec les centres de recherche océanographique, l'université, les écoles supérieures d'électronique et de télécommunication, Brest dispose d'un potentiel enseignement-recherche déjà important. C'est pour dynamiser des synergies entre les centres de recherche et les entreprises, entre l'urbain et le rural, que les responsables du Finistère ont demandé à l'Etat de signer, le 5 février dernier, une « charte de développement ».

« Il est bien fini le temps des liturgies de doléances », précise M. Lombard, mais il n'est jamais inutile de rappeler à l'Etat qu'un maître d'aménagement du territoire les équipements doivent précéder les besoins. Sinon on court au drame ».

La charte prévoit notamment de créer un « technopôle ». L'expérience, suivie déjà par d'autres cités, telles Rennes ou Nice, consiste à favoriser la création d'entreprises dans une « nurserie » et à faire se rencontrer chercheurs et entrepreneurs : une sorte de pédagogie de la modernisation. Un site est choisi - il sera à la pointe du Diable, proche de Brest - et des activités productives sont ciblées : la transformation de produits marins et l'agro-alimentaire.

L'Europe mais aussi la francophonie

« Nous voulons faire de Brest un pôle d'excellence dans ces domaines, maritime M. Georges Lombard. Nous avons de grandes ressources naturelles, notre problème c'est la qualité et la transformation en Bretagne de nos productions ». Quatre cents millions de francs sur cinq ans seront consacrés à la mise sur pied de plusieurs structures de transfert technologique et à l'amélioration des installations aéroporuelles indispensables à tout projet d'exportation, un objectif aujourd'hui majeur. Cap sur l'Europe. Avant de se lancer dans le marché unique, le

Bretagne occidentale veut achever son désenclavement, commencé il y a un quart de siècle par le réseau routier et les télécommunications. Un paysan du département, M. Alexis Gourvenec, figure déjà historique de la Bretagne moderne, résume ses ambitions : « Depuis vingt-cinq ans, la Bretagne fait éclater les contraintes pesant sur son développement : aujourd'hui elle a besoin d'outils : la formation et la recherche ».

Dans le cadre du plan Comett, la CEE vient d'ailleurs de décider de donner une dimension européenne à un enseignement multimédia sur les biotechnologies dispensés en Bretagne. Ce cours, qui associe déjà les écoles supérieures et les universités de toute la région, s'adresse en particulier aux cadres des entreprises. Grâce aux hautes technologies de communication

qu'il utilise, les étudiants bénéficient sans retard des meilleurs enseignements disponibles au niveau national et international.

Cap sur la francophonie aussi. En 1987, la troisième réunion du Haut Conseil de la francophonie s'est déplacée à Brest. « Le principe d'un espace économique tient les pays à émerger des rencontres entre les parlementaires », explique M. Jean Henner, directeur de la chambre de commerce et d'industrie. Nous avons repris l'idée au bon et proposé de participer à cet espace. Nous mettrons à disposition nos structures de formation pour les entreprises, ainsi que notre potentiel informatique déjà très musclé pour la création d'une base de données économiques ».

DENNIS RUELLAN

Entre mer et terre

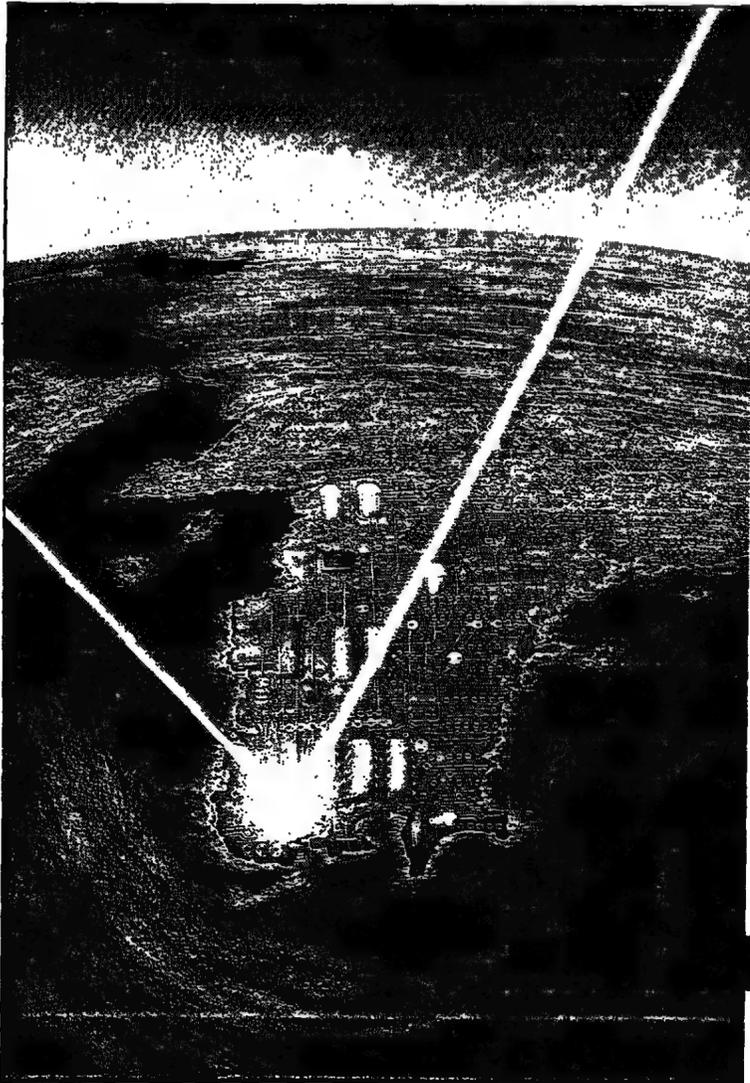
ENTRE mer et terre, Brest ne choisit plus.

« Ville considérable de Basse Bretagne, fameux port de mer », lisait-on sur les cartes maritimes du dix-septième siècle. « Sa baie est une des plus belles et des plus sûres de l'Europe, et son entrée qu'on appelle le Goulet très difficile ». Le site a fait la vocation militaire : depuis l'Antiquité la rade de Brest est capitale dans la défense navale. Aujourd'hui, elle abrite la base de la Force océanique stratégique de la France.

An quinzième siècle, au temps où la Bretagne jouait le diable anglais contre le Français, tâchant maladroitement de préserver son indépendance, un dictionnaire affirmait : « N'est pas due de Bretagne qui n'est pas sire de Brest ». De nos jours encore, le voyageur attentif sait percevoir dans cette province rétive le souvenir amer des violences coloniales : un sentiment froissé en politique, une langue étouffée que vieux et très jeunes s'obstinent à faire entendre.

Brest est née de cette violence. Petit port de pêche, elle fut élevée, voilà trois cents ans, au rang de colonie. Le ministre Colbert y assit à jamais la puissance centrale sur ce bout de terre, ce doigt pointé sur l'océan. Longtemps, la ville et son port militaire sont demeurés de véritables enclaves françaises en pays breton, ajoutant à l'isolement géographique une impossible relation avec le terroir.

« Cette ville ne connaissait du monde rural que l'ombre pâle des paysans des alentours qui venaient dès l'aube vendre leurs légumes », raconte un universitaire du lieu. « Il n'y avait pas de



ETRE A LA POINTE.

ETRE LOIN
ET PRES A LA FOIS.

Autrefois loin de Paris, port de salut, mais aujourd'hui les distances raccourcissent. Avec les autoroutes et voies express, les nombreuses liaisons aériennes quotidiennes et le futur TGV, Brest sera sous peu aux portes de Paris. Aux portes de Paris pour la commodité des communications, mais à des centaines de kilomètres pour la qualité de vie. Loin des anciennes capitales

industrielles synonymes de stress et grisaille, Brest se révèle capitale océanique.

Etre loin et près à la fois, voilà bien la grande chance de Brest, le paradoxe encore inenvisageable, il y a peu.

Dès aujourd'hui Brest prépare l'avenir en se dotant des ambitions et équipements dignes d'elle, et des futures entreprises et décideurs économiques qui la rejoindront.

DES EQUIPEMENTS DU TONNERRE

Loin des mots et vaines promesses la ville de Brest vous présente ses dernières réalisations pour les années 1988 et 1989.

- Ouverture d'un Centre de Congrès d'un Centre Culturel d'une surface de 20 000 m² en avril 1988.
- Sur le technopôle, construction de la pépinière d'entreprise en 1988.

- Construction d'Océanopolis qui ouvrira au printemps 1989, et sera la première maison de la mer française.

Dernières réalisations qui étoffent une infrastructure urbaine exemplaire, que la ville souhaite encore développer dans l'avenir. Pour conjuguer au futur, la capitale océanique vous attend.

Ville de
BREST

Une ville du tonnerre!

LA LO

C'EST NOTRE AFFAIR

PR
BU

P

service industriel

qu'il utilise, les étudiants ont pu bénéficier sans retard des enseignements disponibles à ce niveau national et international.

Cap sur la francophonie
En 1987, la troisième réunion du Haut Conseil de la francophonie s'est déroulée à Brest. C'est le premier d'un espace économique entre les pays à émerger des continents.

M. Jean Henner, directeur de la chambre de commerce et d'industrie, nous avons repris l'échange et proposé de participer à une mission de coopération technique. Nous mettrons à disposition nos structures de formation pour les entreprises, nous nous sommes intéressés à leur potentiel informatique, nous nous sommes intéressés à leur base de données économiques.

qu'il utilise, les étudiants ont pu bénéficier sans retard des enseignements disponibles à ce niveau national et international.

Cap sur la francophonie
En 1987, la troisième réunion du Haut Conseil de la francophonie s'est déroulée à Brest. C'est le premier d'un espace économique entre les pays à émerger des continents.

M. Jean Henner, directeur de la chambre de commerce et d'industrie, nous avons repris l'échange et proposé de participer à une mission de coopération technique. Nous mettrons à disposition nos structures de formation pour les entreprises, nous nous sommes intéressés à leur potentiel informatique, nous nous sommes intéressés à leur base de données économiques.

Entre me

et terre, Brest ne choisit plus. Considérable de Basse Bretagne, jumeau de la ville de Saint-Pol-de-Léon, Brest est une des plus belles et des plus riches villes de France. Elle a une histoire militaire; depuis l'Antiquité la route de la Bretagne stratégique de la France.

En 1945, au sortir de la guerre, Brest était une ville morte, dévastée, dévastée, dévastée. Les Bretons, épuisés, maladroitement de la guerre, se disaient : « N'est pas de Brest ». De nos jours encore, le visage de Brest est marqué par la guerre. Ses habitants : un sentiment profond en politique, il y a une ville et très jeunes s'obstinent à faire de Brest une ville de culture. Petit port de pêche, Brest est devenu un port de commerce. Le ministère de la Défense a installé sa base de commandement central sur ce bout de terre.

Théâtre. Longtemps, la ville et son port ont été des enclaves françaises en pays breton. La géographie a imposé une relation difficile avec le monde rural que l'oubli a effacé. Les Bretons qui viennent de la ville, ils ont pu.

Comment échapper aux pièges de la politique agricole commune

« La géographie ne ment pas, il est aussi difficile de la faire mentir que d'empêcher le mer de monter. » Certes très excentrée, la pointe de la Bretagne occidentale se console sans peine d'un climat des plus favorable à la terre. A contempler les étendues côtières du nord du Finistère couvertes de choux-fleurs, d'artichauts et de pommes de terre, on ne doute pas un instant que les Bretons sient un profit de l'air doux et humide porté chez eux par le Gulf Stream.

« Nous avons toujours eu un regard lucide sur notre géographie, pour mieux l'utiliser », poursuit M. Alexis Gourvenec, un paysan qui reçoit dans son bureau de verre de la Société d'intérêt collectif agricole (SICA), dont il fut le fondateur à l'âge de vingt-cinq ans et

dont il reste le président depuis presque trois décennies. La SICA est une organisation redoutable. Forte de quatre mille membres et d'un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs, elle met chaque année sur le marché 600 000 tonnes de légumes, soit les trois quarts de la production légumière de la région.

« La Bretagne a toujours été prospère quand elle n'a pas arrêté son regard à l'Hexagone, quand elle a commercé sur les mers. Il est vrai que, selon l'axe dorsale européenne Rhin-Rhône, nous sommes mal placés. Mais, par rapport aux Bretons, bien au contraire ! Nous sommes la terre agricole et touristique la plus proche de l'Angleterre industrielle. Dès les années 1965-1968, nous avions fait ce constat et demandé

à l'Etat de compléter le désenclavement de la Bretagne par un port en eau profonde dans le nord du Finistère, à Roscoff. »

Le port achevé, les Bretons se sont mis en chasse d'un amateur. « Aucun ne s'est présenté, ni Français, ni Anglais, ni Norvégien. Nous avons dû créer notre propre compagnie, la Brittany Ferries, avec les producteurs de la région, les mutualités agricoles et les chambres de commerce et d'industrie. Aujourd'hui, nous exploitons neuf bateaux vers l'Angleterre, l'Irlande et l'Espagne. En moyenne trois cents carterons par jour, un million trois cent mille passagers par an. »

4 francs en départ direct des Pays-Bas.

Difficile, dans ces conditions, de se placer sur un marché aussi exigeant et convoité que celui de l'Amérique. Comme au temps du premier plan de désenclavement de la Bretagne des années 60, les Bretons ont scellé l'alliance avec les producteurs de la région, les mutualités agricoles et les chambres de commerce et d'industrie. L'objectif est de développer la production de légumes et de fruits. La charte de développement signée en février prévoit l'allongement de la piste et l'équipement d'un système d'atterrissage tous temps.

plus en plus de plats préparés et légumes frais « prêts à l'emploi », mais les consommateurs exigent aussi une qualité sans faille. »

Plus question, désormais, de vendre le moindre légume taché ou légèrement défraîchi; les produits de la « quatrième gamme » (salades lavées en sachet, berquettas de carottes râpées...) n'ont d'avenir que dans la perfection. « A l'horizon 1992, seules les régions qui auront franchi ce seuil qualitatif grâce à d'importants efforts de recherche émergeront sur le plan international », poursuit le chercheur.

La qualité passe d'abord par la technique de conservation du froid positif humide. Largement utilisée en Hollande, elle permet de maintenir les produits dans un état de fraîcheur sans dessécher, « comme baigné de rosée à l'aube », dit poliment le paysan-manager Gourvenec. Ces dix-huit prochains mois, la Bretagne va investir 200 millions de francs dans cette technique pour traiter 1 million de tonnes annuelles.

et terre

conscience d'un destin commun entre la cité et son arrière-pays. Mais ces choses ont bien changé depuis la guerre. »

Le second conflit mondial ne s'oublie pas. Pendant quatre ans, la ville fut bombardée sans répit. Du centre, il ne reste rien. Pour les Bretons, 1945 est une nouvelle année zéro, l'orée d'une autre cité. Au sortir de la guerre, l'urgent était de désenclaver géographiquement la Bretagne, et en particulier sa pointe occidentale, le département du Finistère. Pris au piège d'une histoire qui éloignait les champs de bataille, les « colons » de Brest ont dû faire alliance avec les campagnards : ceux-ci ont appuyé le projet d'une université; les citadins ont renvoyé l'ascenseur pour le creusement du port que revendiquaient les agriculteurs exportateurs de légumes. Tous ont obtenu le vote du « plan routier breton » et la modernisation des communications.

Tableau idyllique? Non pas, l'unité n'est pas — ni plus ni moins qu'ailliers — la qualité première des gens de ce bout de terre. Ils disent d'eux-mêmes qu'« ils ont une main sur le chapelet de prière, l'autre dans la poche de leur voisin ». Ce terroir maritime est fait de solitaires terriblement têtus à réussir.

Seulement voilà; pendant des siècles, Brest s'est offerte au monde, elle a largué ses marins, expatrié ses meilleurs esprits — parmi eux, le seigneur, Louis Hémon, auteur de *Maria Chapdelaine*, l'ouvrage le plus traduit après la Bible. A l'aube du troisième millénaire, elle lorgne — aussi — vers son terroir. Un retour à la terre, à la Bretagne, la première région agricole d'Europe, pôle d'excellence des biotechnologies appliquées à l'agro-alimentaire.

L'Amérique en vue

La vente à l'exportation est déjà une habitude en pays Léonais, la région de Saint-Pol-de-Léon spécialisée dans la production légumière. 60 % des choux-fleurs, 55 % des pommes de terre primeurs, 35 % des échalotes, 20 % des endives partent à l'étranger, essentiellement vers l'Europe. Seul l'artichaut n'a su à ce jour conquérir les tables voisines.

Les Finistériens lorgnent désormais vers l'Amérique du Nord. « Notre région est la plus proche des Etats-Unis et du Canada à vol d'oiseau », reprend M. Gourvenec. New-York, Montréal sont aussi proches de nous que de la Californie, leur fournisseur traditionnel. Mais paradoxalement, c'est nous aussi qui faisons le plus de kilomètres pour y parvenir!

En 1967, les légumes et des entrepreneurs réunis dans l'association Brest Wine ont percé sur le marché américain. Trois mille tonnes d'échalotes, 500 tonnes de tomates ont franchi l'Atlantique, mais, faute de moyens adéquat, les cargaisons ont dû transiter par Paris, Rotterdam et Luxembourg. Résultat, le coût de transport est grimé à 7 francs par kilo de tomates, contre

Mais le Finistère, cité en exemple pour son effort de diversification, a peut-être mangé son pain blanc. La nouvelle politique agricole commune (PAC) de l'Europe veille sans vergogne dans les productions laitières et céréalières, deux activités qui occupent ces dernières années beaucoup de bras et de surfaces. Sans grand résultat à ce jour, les divers systèmes de quotas et d'incitations à l'abandon d'activités n'ont pas limité les excédents de production. La tendance, par contre, est à la concentration des terres et des outils — avec 300 hectares céréaliers, M. Gourvenec en est un bel exemple, — et déjà l'on prévoit que les excédents de la PAC se reporteront, en France comme dans le reste de l'Europe agricole, vers les productions légumières et maraichères.

De la quantité à la qualité

« Il faut passer de l'âge de la quantité à l'âge de la qualité », estime M. Yves Tirily, chercheur au laboratoire de microbiologie et biochimie appliquée aux légumes de l'université de Brest. « Le temps de préparation d'un repas est revenu de deux heures trente en 1954 à trente minutes aujourd'hui. La consommation de légumes est en plein boom, on achète de

La qualité, c'est aussi la capacité de prendre en permanence l'avance sur la concurrence quant aux espèces et variétés cultivées. La charte prévoit 25 millions de francs pour la création d'un institut des sciences de l'agriculture et du monde rural à l'université de Bretagne occidentale et le renforcement du potentiel de recherche-développement en biogénétique autour de la station de l'institut national de recherche agronomique (INRA) de Plouguerneau.

Pas plus en Bretagne qu'ailleurs, on ne se fait d'illusion sur la transparence totale des frontières en 1992. Les normes de qualité sanitaire permettront encore de protéger certains marchés. « La tomate espagnole aura beau être moins chère que celle des Hollandais, ceux-ci pourront exiger des niveaux de toxicité résiduelle dans les légumes toujours plus bas que ceux seuls obtiendront en pratiquant

RE OINTE.

ON
LAFOS

économiques synonymes de stress et de fatigue. Brest se révèle capitale océanique.

Une lune et près à la fois, voilà bien la grande chance de Brest, le paradoxe encore inexploré. Il y a peu.

Dès aujourd'hui Brest prépare l'avenir en dotant des ambitions et équipements de la ville, et des futures entreprises et activités économiques qui la rejoindront.

EMENTS
MERRE

Construction d'Océanopolis qui ouvrira en septembre 1990, et sera la première manifestation de la mer française.

Dernières réalisations qui offrent une infrastructure urbaine exemplaire, que la ville souhaite encore développer dans l'attente de vous attendre.

ville de
BREST

Une ville du tournant

légumes "Prince de Bretagne"

LA LONGUE EXPORTATION...

C'EST NOTRE AFFAIRE

PRINCE DE BRETAGNE

Bon Appétit!

Prince de Bretagne, Kérisnel, 29250 St-Pol-de-Léon - Tél. 98 69 07 10 - Télex 941 632 - Téléfax 98 29 00 87

DE L'EXPLORATION MARINE A L'AQUACULTURE

Un pôle océanographique

BREST ville de la mer n'est pas une image usée. Discrète, elle se plaît dans l'ombre des laboratoires et de l'absence des professeurs : elle est le principal pôle de recherche océanographique française.

mètres carrés dans cette zone sédimentaire située à 5 000 mètres de profondeur et très riche en concrétions de manganèse, cuivre, nickel et cobalt, les fameux nodules. Ce gisement, qui ne pourra pas être exploité de manière rentable avant plusieurs décennies, constitue une réserve stratégique très disputée.

Pour sa part, l'IFEM participe activement au programme européen EPOS (European Polarstern Study). Cent quarante chercheurs, dont quatorze français, sont engagés dans l'étude de l'écosystème antarctique. Les eaux glacées du continent blanc renferment des ressources alimentaires considérables. On estime que les bancs de krill pourraient être exploités à concurrence de 100 millions de tonnes annuelles.

Sous tutelle gouvernementale, l'IFREMER est un établissement scientifique à caractère industriel et commercial, comprenant un effectif de mille cent soixante-quatorze personnes et huit filiales. Fondamentale et appliquée, sa double mission de recherche le fait naviguer de l'université à l'industrie, de l'Hexagone aux antipodes. Ses programmes sont étroitement liés aux explorations étrangères, (RFA, Espagne, Portugal, URSS, Brésil, Inde, Indonésie et Japon, parmi d'autres). Le site de Brest, à la pointe du Diablot, est la principale implantation de l'Institut.

L'IFEM est au contraire strictement universitaire. Fort de cent vingt-trois personnes, il intervient dans l'ensemble des aspects marins grâce à une structure interdisciplinaire.

Investisseur pionnier

Les deux organismes mènent des recherches de type fondamental qui contribuent à placer la France dans le peloton de tête des pays investisseurs des océans. Grâce aux vingt-sept campagnes d'exploration que l'IFREMER a menées dans la Pacifique nord depuis une quinzaine d'années, la France vient d'être reconnue par l'ONU, le 17 décembre dernier, comme « investisseur pionnier » dans les champs de nodules polymétalliques situés entre les fractures de Clairon et Clipperton.

Ainsi que l'Inde, l'URSS et le Japon, la France dispose désormais d'un territoire de 75 000 kilo-

Le CERSAT apportera de précieuses indications sur l'état de la mer, le régime des vents, l'évolution des courants et des champs thermiques. De 1990 à 1992, il se contentera de recueillir les données transmises par ERS-1. Dans une seconde phase, qui durera dix ans, les techniciens exploiteront les archives pour, par exemple, améliorer les modélisations de la prévision météorologique.

Les images haute résolution fournies par le satellite SPOT sont aussi traitées au centre de Brest, par le service applications de la télédétection de l'IFREMER. Elles sont utilisées pour la cartographie du littoral, l'inventaire des ressources végétales, la compréhension de phénomènes de pollution et la détermination de sites aquacoles.

De même, les images transmises par les satellites météorologiques géostationnaires et défilants (NOAA) ou les satellites équipés de capteurs de couleur d'eau (NIMBUS-7, SPOT-3) permettent de dessiner des cartes de température de la mer très utiles pour la recherche de ressources animales. L'IFREMER a déjà eu l'occasion de tester ses techniques en coopérant avec le Chili et le Maroc lors de programmes d'études sur des remontées côtières d'eau dans des zones de pêche pélagique.

tion avec l'Espagne et l'Islande, un « chalutier du futur ». Pas de révolution dans les formes ou dans les concepts d'exploitation, les trois prototypes - deux en Espagne, un en France - qui sortiront des cales en 1992 seront avant tout des engins astucieux, bourrés de haute technologie et de systèmes sophistiqués rendant la pêche plus sûre, plus confortable et plus rentable.

« La conception de ces navires procède d'une analyse fine des méthodes de travail à bord », explique M. Gonzalez Ramiro, ingénieur naval et chef de ce projet baptisé Halios. La pêche est une activité des plus dangereuses et des plus

aléatoires. Mise au point d'un sondeur-détecteur de poisson sur le fond, standardisation des conteneurs de stockage, amélioration des processus de traitement du poisson à bord, ergonomie des postes de travail - sur le chalutier, les deux tiers des marins sont confinés dans la cale pour vider, trier et ranger le produit, - les axes de recherche-développement de Halios ont été déterminés par de longues concertations avec les marins eux-mêmes.

La sécurité est une préoccupation constante : ces derniers mois de nombreux navires ont disparu

sans raison apparente, par mer calme, au large de la Bretagne. Truffés d'informatique, les chalutiers Halios fourniront à leurs pilotes quantités d'informations combinées sur la gîte du flotteur, la traction du chalut, l'état de la mer, etc. Une aide à la décision qui devrait aussi permettre de mieux gérer les flottilles et d'améliorer les communications entre navires et avec la terre.

Doté de 340 millions de francs, ce projet « high tech » attire l'attention, notamment celle des Norvégiens, des Argentins et des Canadiens, qui poussent fort la porte européenne. Ils pourront sans doute participer à Halios en passant des accords avec les entreprises françaises et espagnoles étroitement intégrées à la phase recherche-développement des navires. Halios est en effet une première dans l'association totale des chercheurs et des utilisateurs de la recherche qui profitera d'abord à la pêche industrielle (cinquante navires en France) et, à plus long terme, aux quelque cinq cents armements artisanaux de l'Hexagone.

Eveiller des vocations

La disparité des Etats associés dans Eurka-Halios n'est pas le moindre des inconvénients de ce projet. Comparée à celle de l'Islande, où la mer représente 75 % de l'activité nationale, à celle de l'Espagne, qui construit cinq fois plus de navires de pêche que la France, la participation française tient surtout au souci de développer la technologie hexagonale. « Nous voulons éveiller des vocations chez les industriels dans le domaine de la pêche afin de mieux contrôler l'omniprésence japonaise », explique le chef du projet.

Eveiller des vocations, c'est aussi le souhait des chercheurs de l'IFEM. Associés à l'IFREMER, ils tentent de faire aboutir vingt-cinq années de recherches sur les algues marines : 80 % des algues récoltées en France viennent du lit-

total léonard, dans le Finistère nord. La France produit 11,36 % des algues dans le monde (Chine exclue), qui sont utilisées principalement dans les industries textile, alimentaire et pharmaceutique. La Bretagne est placée au premier rang européen des régions productrices d'algues, mais ses capacités stagnent. Le ramassage ne suffit plus, il faut désormais cultiver.

Pour l'IFEM, M. Jean-Yves Fior'h a tissé des relations de recherche avec des pays cultivateurs d'algues, tels le Canada, la Chine, la Corée et, bien sûr, le Japon, à l'avant-garde de cette technique. L'aquaculture végétale est une toute nouvelle pratique dans le monde, à peine trente ans d'âge.

Certaines espèces sont tout à fait propres à la consommation humaine, fournissant à la fois vitamines, protéines et calories. L'Ulva pennatifida - plus connue sous le nom de wakamé - est une algue brune très consommée au Japon, sous forme de soupe et de salade. Aujourd'hui, grâce à ses faibles coûts de main-d'œuvre, la Corée est en passe de devenir le premier producteur mondial de wakamé, et les cultures japonaises tendent à diminuer.

Les préparateurs japonais de l'algue alimentaire cherchent donc à diversifier leurs fournisseurs. Une bonne occasion pour la Bretagne, qui réussit actuellement une première tentative de culture d'Ulva dans l'île d'Ouessant, au large de Brest. La reproduction végétative en laboratoire de l'algue est maîtrisée, et les premiers bilans soulignent la bonne adaptation d'Ulva au milieu léonard, puisqu'elle se reproduit même à l'état sauvage. Le service de télédétection de l'IFREMER a établi, grâce à des images du satellite Spot, une carte en couleur des réserves d'algues. Encore au stade expérimental, les chercheurs espèrent bientôt donner le feu vert aux producteurs candidats à l'aquaculture.

D. R.

Sous l'œil des satellites

TANT pour l'aide à la navigation que pour la connaissance des richesses côtières, l'observation des océans par satellite devrait connaître de forts développements ces prochaines années.

Le site de l'IFREMER à Brest disposera en 1989 d'un centre de recueil et de traitement (CERSAT) des données transmises par le satellite ERS-1, prochainement lancé. Fruit d'une coopération entre l'Agence spatiale européenne, le Centre national d'études spatiales et l'IFREMER, ce projet a fait appel à une société française de conseil en informatique, Cap Gemini Sogedi, pour mettre en place ses outils informatiques, créer les logiciels de traitement et assurer le suivi.

Le CERSAT apportera de précieuses indications sur l'état de la mer, le régime des vents, l'évolution des courants et des champs thermiques. De 1990 à 1992, il se contentera de recueillir les données transmises par ERS-1. Dans une seconde phase, qui durera dix ans, les techniciens exploiteront les archives pour, par exemple, améliorer les modélisations de la prévision météorologique.

Les images haute résolution fournies par le satellite SPOT sont aussi traitées au centre de Brest, par le service applications de la télédétection de l'IFREMER. Elles sont utilisées pour la cartographie du littoral, l'inventaire des ressources végétales, la compréhension de phénomènes de pollution et la détermination de sites aquacoles.

De même, les images transmises par les satellites météorologiques géostationnaires et défilants (NOAA) ou les satellites équipés de capteurs de couleur d'eau (NIMBUS-7, SPOT-3) permettent de dessiner des cartes de température de la mer très utiles pour la recherche de ressources animales. L'IFREMER a déjà eu l'occasion de tester ses techniques en coopérant avec le Chili et le Maroc lors de programmes d'études sur des remontées côtières d'eau dans des zones de pêche pélagique.

«LES ECHANGES INTERNATIONAUX COMPTENT UN PARTENAIRE A L'OUEST: BREST.»

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Brest prépare depuis quelques années, l'ensemble de la région à l'évolution rapide du contexte international. Pour atteindre ses objectifs, elle crée ou renforce une batterie de services qui font de Brest un axe de développement majeur pour les échanges avec le reste du monde:

- Brest-Guipavas, 1er aéroport breton offrira bientôt une plate forme internationale de fret.
• Le port de Brest, une avancée sur l'Atlantique (port de commerce et réparation navale).
• Des échanges privilégiés avec le Japon, l'Espagne (région de Valence), le Bénin... pour les entreprises et une ouverture internationale plus grande pour l'Ecole Supérieure de Commerce de Bretagne.



Une réalisation: le CIEL (Centre International d'Etudes des Langues). Le CIEL, c'est:

- Un carrefour de rencontre pour auditeurs étrangers souhaitant se perfectionner en français. C'est pour eux la chance de fréquenter une école de haut niveau dans une Bretagne tonique, culturelle, sportive et gourmande (cours intensifs, cours de vacances, cours pour groupes...).
• Un outil adapté pour les entreprises et les personnes amenées à intervenir dans la vie internationale (enseignement de 10 langues étrangères, diagnostics linguistiques, cours intensifs sur mesure, traduction simultanée...).



Chambre de Commerce et d'Industrie de Brest - Place du 19-RL B.P. 126 - 29268 BREST cedex - Tél. 98 44 14 40.



LA BANQUE DE L'ENTREPRISE

La BCMB s'appuie sur la longue pratique bancaire et l'implantation unique en Bretagne d'un grand groupe d'expérience.

Son action, relayée par les 308 agences du CRÉDIT MUTUEL de BRETAGNE, met à proximité de chaque entreprise la force d'une banque d'affaires.

Animée par une équipe de spécialistes, elle dispose d'une structure souple et légère, conçue pour des interventions sans délai.

Trois mots d'ordre guident son action : COMPÉTENCE, COMPÉTITIVITÉ, RAPIDITÉ

Crédit Mutuel de Bretagne

une banque à qui parler

Les avatars

CLASSE LIÉGEOISE

L'ACTUALITÉ... Les avatars... CLASSE LIÉGEOISE... (The text continues with various news items, including mentions of 'Défense Nationale', 'Informations et Communications', 'Politique Française', 'Cadmios', 'Lettre Internationale', 'CPE Bulletin', and 'Histoires de Brest').

الجمهورية التونسية

BILAN DU BOURGUISME

Les avatars de la modernité en Tunisie

L'ACTUALITÉ confère un intérêt supplémentaire à cet ouvrage publié en novembre 1987 (1), quelques jours après le remplacement inopiné de M. Habib Bourguiba à la tête de la République tunisienne.

On aura reconnu la trajectoire et la courbe déclinante de l'un des plus longs leaderships de l'histoire du tiers-monde (de la fondation du Néo-Destour en 1934 à la fin 1987), et la question centrale de la modernité, mythe fondateur du « bourgeoisisme ». L'un et l'autre ont été longuement cultivés par l'élite intellectuelle tunisienne.

Certains aspects sont bien connus, mais les auteurs nous rappellent à l'ordre du jour des débats en cours, et qui enrichissent la réflexion théorique et pratique.

Janvier 1978 (affrontement entre le central syndical UGTT et le pouvoir) ; janvier 1980 (affrontements de la rue) ; janvier 1984 (émeutes dites « du pain ») ; avancée islamiste et une fin de règne à haut coût et à hauts risques.

La quête d'une « problématique légitime »

UN autre éclairage aurait été précieux, celui des relations avec les États étrangers. Il aurait ajouté quelques soupçons à cette modernité, et replacé les problèmes tunisiens dans une géo-politique méditerranéenne et arabe dont les puissances occidentales et les pays voisins sont une composante.

Mais, surtout, les phénomènes de délocation de la société (différenciation sociale, crise des classes moyennes, blocages de la mobilité, question ouvrière, paupérisme, phénomènes de délocalisation, radicalisation islamiste) qui ont bouleversé le paysage tunisien demeurent dans l'ouvrage au second plan, et sont vus à partir de l'Etat. On reste au seul de ce qui est peut-être la question-clé : la quête par les sociétés du tiers-monde d'une « pro-

blesématique légitime », au sens où l'entend Pierre Bourdieu. Nul la pensée théologique ni la fascination de l'Occident ne peuvent réinterpréter les héritages symboliques de manière progressiste et fonder une culture nouvelle, au-delà de la crise actuelle et bien au-delà de la mondialisation contradictoire de la modernité.

(1) Tunisie au présent. Une modernité en devenir. Sous la direction de Michel Camau, Centre national de la recherche scientifique, Paris, 1987, 420 pages, 150 F.

PRIX SIMON-BOLIVAR 1988

Le Vicariat de la solidarité du Chili aux côtés des victimes de la dictature

L'UNESCO a attribué, le 29 mars 1988, le prix international Simon-Bolívar 1988 au Vicariat de la solidarité du Chili, candidat présenté par le Conseil de l'Europe.

Le jury, composé de personnalités provenant de toutes les régions du monde (MM. K. Bakri, H. Lopes, A. Uslar Pietri, L. Echeverría, G. Parthasarathi et W. Soyinka, prix Nobel de littérature) et présidé par M. Claude Julien, directeur du Monde diplomatique, a déterminé son choix « en raison de la lutte incessante du Vicariat de la solidarité pour la défense des libertés et en faveur du respect des droits de l'homme. En mettant en œuvre une solidarité précieuse et efficace à l'égard des femmes et des hommes soucieux de leur dignité, le Vicariat de la solidarité a perpétué le message et l'héritage universels de Simon Bolívar ».

Dans les revues...

LE VÉNEMENT EUROPÉEN. Une nouvelle revue qui souhaite « mettre à jour les problèmes européens et favoriser l'urgence de réponses européennes à ces problèmes ». La première livraison, intitulée « La gauche dans tous les États », s'ouvre par une étude très dense d'Édgar Pisani, qui analyse une ambivalence constante aux pays de l'Est et du Centre.

LES DOSSIERS DU MILITANT. Des documents et des données qui méritent d'être connus bien au-delà des milieux militants. Dans la dernière livraison, une étude sans complaisance sur l'industrie française et une réflexion sur l'Europe de 1993.

LE BULLETIN CRÉDEV. Un dossier sur les efforts de populations en Ethiopie, avec un débat sur l'impact d'une politique et des contraindre souvent mal perçues.

LE BULLETIN CRÉDEV. Un dossier sur les efforts de populations en Ethiopie, avec un débat sur l'impact d'une politique et des contraindre souvent mal perçues.

LES DOSSIERS DU MILITANT. Des documents et des données qui méritent d'être connus bien au-delà des milieux militants. Dans la dernière livraison, une étude sans complaisance sur l'industrie française et une réflexion sur l'Europe de 1993.

Colloques et rencontres

Etat et conflits sociaux dans les sociétés à solidarité pluralistes : le cas du Liban. Les apports du philosophe Mahdi Amil (1936-1987). Journées d'études, les 6 et 7 mai au CNRS à Ivry.

Etat et conflits sociaux dans les sociétés à solidarité pluralistes : le cas du Liban. Les apports du philosophe Mahdi Amil (1936-1987). Journées d'études, les 6 et 7 mai au CNRS à Ivry.

Supplément Brest
la longue pratique bar...
unique en Bretagne
expérience.
les 308 agences du
BRETAGNE, met à proxi
la force d'une bar
de spécialistes, elle
souple et légère
sions sans délai.
son action :
TIVITÉ, RAPIDITÉ
Mutuel
agne
qui parler

دولتي 1520

livres

TIERS-MONDE

POLITIQUES ET PRATIQUES DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT. - Nicole Haumont et Alain L...

ÉCONOMIE

ALCOOL ET POUVOIR DES TRAMMALES. - Frédéric Charrière et M...

ÉCART

pour une bière... L'ÉTUDE effectuée par Frédéric Charrière et Jean Cavagnac...

ÉCART

pour une bière... L'ÉTUDE effectuée par Frédéric Charrière et Jean Cavagnac...

du mois

HISTOIRE

L'EMPIRE TRIOMPHANT 1871-1936. I. Afrique occidentale et équatoriale. - Gilbert Comte

Un empire ne se bâtit jamais sans horreurs et violences. écrit Gilbert Comte dans son ouvrage...

LES MAQUIS DE LA LIBERTÉ. - Robert Barrat

Lacide et courageux journaliste - il raconte les dringistes algériens dans les maquis dès avril 1955...

SOCIÉTÉ

L'EMPLOI, UN CHOIX DE SOCIÉTÉ. - Guy Roussing

Dans ce petit livre très révélateur, Guy Roussing adopte le pari de la lucidité...

L'EMPLOI EN MIETTES. - Alain Labaube

Dans un style court, Alain Labaube, journaliste et économiste, concilie avec brio l'information statistique minutieuse...

Une histoire du couple liberté-laïcité

Par YVES FLORENNE

La laïcité est une notion assez généralement méconnue, et le plus souvent réductrice : focalisée sur l'école...

Leur recherche ne débouche-t-elle pas, pour l'homme, sur moins de bienfaits que de dangers de mort ? Une mise en garde. L'auteur emploie souvent le mot « libéralisme »...

CE schéma linéaire pour fixer les idées : il rend mal compte d'un livre (1) au parcours sinueux, récurrent, abondant, touffu et néanmoins ordonné...

CETTE histoire de la coexistence conflictuelle d'un pouvoir temporel et d'un pouvoir de l'esprit qui entendent s'imposer au temporel, elle commence (et subsiste) avec les rois, les despotes, les États totalitaires...

CULTURE

L'ARÈNE DE L'ART. - Henri Couco et Pierre Guichard

Dans les semaines qui suivirent le krach de Wall Street d'octobre dernier, une toile de Van Gogh, Les Iles, atteignait son enchère le prix de 330 millions de francs...

RELIGION

ÉGLISES ET ORDRE COLONIAL EN NOUVELLE-CALÉDONIE. - Jean-Marie Kohler

« Les déclarations faites par les Églises (ou par certaines de leurs composantes officielles) depuis les années 80 peuvent donner à penser qu'elles se sont résolument engagées dans une lutte morale, si ce n'est politique, contre les injustices de l'ordre social établi »...

ECONOMICA NOUVEAUTÉS

Table listing book titles and prices: L'ÉTAT Bernard CHARBONNEAU 200 F, STRATÉGIES ET COMPÉTITIVITÉS DANS L'INDUSTRIE MONDIALE Guy CRESPIY 185 F, LA GRANDE CRISE MONDIALE 1929-1939 Charles P. KINDLEBERGER 185 F, LA DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE DE L'INNOVATION M. AMENDOLA, J.-L. GAFFARD 98 F, UNE FRANCE SANS USINES ? Jean-Louis LEVET 160 F, MACROÉCONOMIE - Exercices et corrigés B. BERNIER, R. FERRANDIER, Y. SIMON 98 F, HISTOIRE COMPARATIVE DES IDÉES POLITIQUES - Tome I Maurice ROBIN 250 F

VIANDE FRAICHE ARGENTINE POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE (POSSIBILITÉ HALAL-CACHER) carnar France 17, rue de la Corniche - 75007 Paris Tél. : 20 50 88 F - Tél. : 47-05-98-61

MICHEL LOBE EVANS

UNE HISTOIRE VENUE D'OUTRE-ATLANTIQUE

Le capitalisme contre le citoyen

Par JACQUES DECORNOY

PRINTEMPS 1981. Le gouvernement socialiste est formé à Paris. L'Elysée s'interroge : où va l'économie mondiale ? L'ambassadeur de France aux Etats-Unis téléphone à M. Anthony Solomon, président du New-York Fed, qui lui annonce l'imminence d'une récession. La même question est posée par le ministre français des Finances au Trésor américain, qui prévoit une sérieuse expansion. M. Mitterrand (selon M. Solomon) se fie aux prévisions du Trésor : « Allons-y et choisissons le chemin de l'expansion car le Trésor américain nous a donné de telles assurances », dit-il lors du premier conseil des ministres. C'était oublier que le pouvoir et le savoir n'étaient pas entre les mains des politiques, mais sous le contrôle du système technocratique-financier de la Réserve fédérale - à Washington et à Wall Street. On connaît la suite : ce fut la récession...

Cette anecdote, qui reflète à la fois le réel équilibre des forces aux Etats-Unis et au sein du monde occidental et l'ignorance des véritables rapports de puissances, est rapportée dans un de ces rares livres fondamentaux qui permettent de comprendre comment fonctionnent nos sociétés, et ne fonctionnent point du tout nos démocraties. Huit cents pages au fil desquelles William Greider pénètre dans le « temple » - la Réserve fédérale - et montre où se situe le pouvoir aux Etats-Unis (1). En cette année électorale - aux Etats-Unis, mais en France aussi - le lecteur d'un tel ouvrage est conduit à s'interroger sur la valeur d'un bulletin de vote, et, s'il en était encore besoin, sur le sens du mot liberté dans les sociétés dites libérales, ou plutôt, car tel est leur véritable qualificatif, capitalistes (2).

Une structure de classes

WILLIAM GREIDER retrace l'histoire du système financier « public » - la Réserve fédérale, ou Fed - depuis sa naissance en 1913, qui, note-t-il, a fixé « les limites permanentes » de la démocratie américaine en consacrant la toute-puissance des banquiers les plus influents au détriment « du monde du travail, des fermiers et du petit business ». C'est à une véritable analyse de classes que se livre l'auteur. Ceux qui dominent aujourd'hui la société américaine, ce sont les 2 % de familles qui détiennent 30 % des avoirs en liquide, 50 % des actions possédées par les personnes privées, 39 % des obligations des sociétés et du gouvernement, 71 % des valeurs non taxées émises par les municipalités, 20 % des biens immobiliers, 10 % des familles possèdent 86 % des actifs financiers nets (hors institutions). A l'autre bout de la chaîne, 55 % des familles ne possèdent rien, ou sont endettées. Seuls les 10 % de la couche « supérieure » intéressent Wall Street.

Et pourtant, tous les Américains peuvent voter. Remarque, à ce propos, de William Greider, analysant la campagne de 1984 : « Etant donné l'état de décomposition de la démocratie « électorale », à peine plus de la moitié des Américains votent lors des élections présidentielles. L'électorat actif rassemblait les Américains les plus instruits, les plus prospères - les mêmes qui, en gros, profitent des taux d'intérêt élevés. Les Américains endettés, bien que majoritaires, comp-

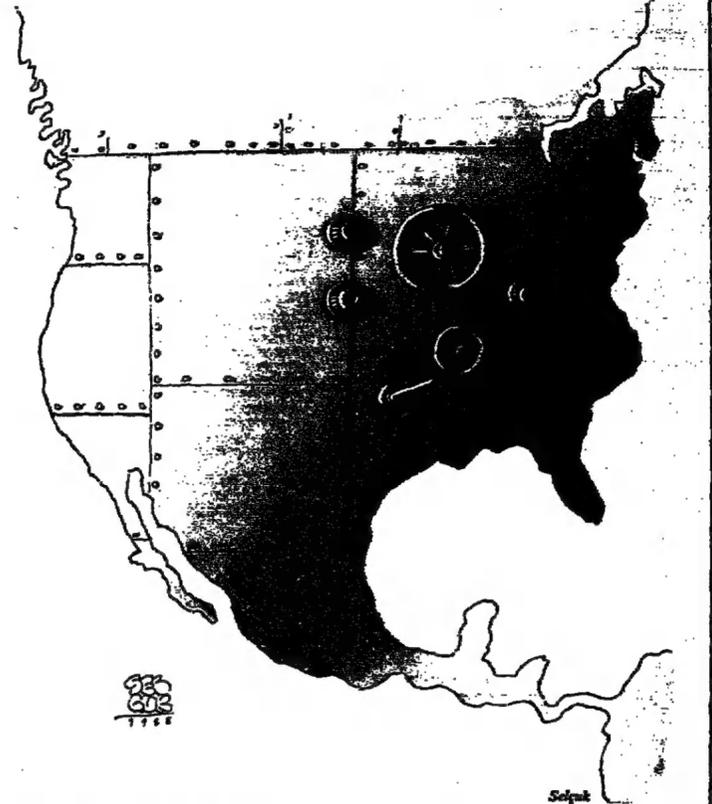
taient moins en période électorale. Voilà qui expliquait pourquoi les politiciens, en particulier les démocrates qui, en principe, parlent au nom des moins fortunés, s'abordaient jamais les implications de classe de la dette et des taux d'intérêt. En parlant au nom des endettés, parmi lesquels beaucoup ne votent jamais, un candidat risquait de heurter les créanciers qui, eux, votaient. »

Le pouvoir bancaire

Le bon peuple et les dirigeants étrangers ont cru et croient que le pouvoir se situe à la Maison Blanche, ou au Congrès, ou encore au Pentagone - selon les époques et les problèmes qui surgissent. C'est oublier que M. Paul Volcker, lorsqu'il était président de la Réserve fédérale, a imposé sa loi à M. Carter et, souvent, à M. Reagan. C'est oublier aussi que les membres du Congrès dépendent largement, pour être élus, du pouvoir bancaire, et que, pour environ un quart, les élus sont plus ou moins directement liés à ce même pouvoir. C'est oublier que la Réserve fédérale, qui représente en fait les intérêts des plus grandes institutions financières privées, n'est soumise à aucun contrôle démocratique et est indifférente - si tels sont ses intérêts idéologiques et matériels - aux vœux du politique : aussitôt nommé par M. Carter, M. Volcker lança l'institution, et donc l'économie américaine, et, par voie de conséquence, l'économie mondiale, sur la voie monétariste, ce qui n'aida en rien en 1979 le candidat Carter, mais ouvrit la route néolibérale du candidat Reagan.

Une règle : la stabilité de la monnaie, la lutte contre l'inflation. Peu importent le coût social et économique d'une telle stratégie (que William Greider compare à une vraie « guerre coloniale » - interne), la récession, les millions de chômeurs, les dizaines de milliers de faillites. Une stratégie - l'auteur l'explique dans le détail - qui a contribué à la concentration capitaliste et à la montée en puissance du pouvoir financier. Car ce capitalisme n'est pas un : il est foisonnant, complexe, hanté de contradictions. Des pans entiers de ce qui pouvait être considéré comme des secteurs pesant lourdement sur l'économie sont sacrifiés au profit d'autres. La Réserve fédérale dicte sa loi. M. Reagan ne peut, contre Wall Street, remplacer M. Volcker dont la politique contredit celle de la Maison Blanche sur bien des points. Ce qui ne signifie pas que la Réserve fédérale ne modifie pas sa stratégie : elle sait, quand elle s'aperçoit qu'elle est allée trop loin, qu'elle a précipité l'économie au bord du gouffre, amender sa politique de taux d'intérêt ou de contrôle de la masse monétaire.

Les erreurs abondent, qui sont parfois colossales. Les grands-prêtres du « temple », en 1982, changent de stratégie après avoir, pendant trente-trois mois, « imposé à l'économie américaine - et au monde - la discipline la plus sévère jamais appliquée pendant l'histoire de la banque centrale américaine : la politique monétaire de la Réserve fédérale avait fait monter les taux d'intérêt aux niveaux les plus élevés du vingtième siècle, niveaux qu'on aurait qualifiés d'usuraires en d'autres temps ». Et puis, soudain, le 1^{er} juillet 1982, nouvelle politique : on relance l'économie, l'argent coule à flot.



Erreur aussi - ou logique du système, - la période qui verra s'affirmer le jeu boursier, et des sommes énormes se porter sur la spéculation, les OPA, plus rarement sur l'économie productive. Mais la Réserve fédérale veille au grain : M. Volcker, moins présent à la télévision que dans les instances où se décide le sort de l'humanité, mène campagne contre les syndicats et pour un tassement des salaires.

Le savoir gênant

AUTRE erreur - si le mot convient : la Réserve fédérale n'intervient que mollement auprès des géants de la finance - dont elle est l'émanation - qui prêtent sans compter, sans raisonner, sans prévoir, au tiers-monde, sud-américain notamment. Et soudain, M. Volcker, « le tsar de l'économie américaine », voit entrer dans son bureau les responsables mexicains aux abois : le tiers-monde ne peut plus rembourser. La technocratie financière, si sourcilieuse lorsqu'il s'agit de l'inflation aux Etats-Unis, a laissé s'emballer la machine de l'endettement, a cru que ces pays, auxquels des sommes énormes étaient avancées, allaient se couvrir d'entreprises, d'auto-roulottes, de consommateurs, et que la gigantesque machine mondiale allait fonctionner comme un certain credo libéral le suggérait. Il en alla autrement. Et il y eut un certain lundi 19 octobre 1987. M. Volcker n'était plus en poste ; il avait été remplacé par M. Alan Greenspan, « un économiste suffisamment conservateur pour que Wall Street fut rassuré ».

Pour user d'un cliché, l'histoire que raconte William Greider ne se résume pas. En revan-

che, elle oblige à s'interroger sur le type de société dans lequel nous vivons, car le livre ne concerne pas les seuls Etats-Unis. Cette étude pulvérise le mythe de la société sans classes, dont le capitalisme de la fin du vingtième siècle aurait accouché en se faisant « populaire » : le mythe, aussi, de prétendus consensus.

William Greider s'interroge, dans ses dernières lignes, sur le sens de ce qui tient lieu d'éthique, qui s'appelle l'argent et fait fonction de ciment entre les personnes dans les sociétés capitalistes. Il écrit : « Si les secrets du temple étaient dévoilés, le mystère de l'argent se dissoudrait [...]. Les tabous une fois décodés perdraient leur pouvoir de persuasion. Les Américains sauraient avec précision ce qui les unit au sein de leur société, les accords passés en leur nom, les rigoureux rituels observés [...]. Ils comprendraient enfin ce en quoi ils croient. Cependant, le mystère était nécessaire pour faire vivre la foi sociale. Savoir était gêne. Ignorer les secrets reconfortait. Si les Américains avaient peur de regarder à l'intérieur du temple, peut-être était-ce parce qu'ils craignaient d'apprendre la vérité à leur sujet. »

Le message va loin, très loin, bien au-delà des Etats-Unis. Il appelle, au terme d'une analyse scientifique, au renversement de l'argent, et à la prise du pouvoir par les électeurs enfin devenus citoyens.

(1) William Greider, *Secrets of the Temple. How the Federal Reserve Runs the Country*, Simon and Schuster, New-York, 1985, 799 pages, 18,95 dollars.

(2) Lire le brochure du *Monde diplomatique*, *Le Libéralisme contre les libertés*, avril 1988, « Manière de voir 2 ».

Dans ce numéro :

- PAGE 2 : Courrier des lecteurs.
PAGE 3 : Dans les territoires occupés : La génération de l'«intifada», par notre envoyé spécial Alain Gresh.
PAGE 4 : La stratégie américaine face aux défis du siècle : «Dissuasion sélective» et vieilles recettes, par Michael Klare.
PAGE 5 : Le grand tournant de la diplomatie soviétique, par Lily Marceau.
PAGES 6 et 7 : L'EUROPE, DERNIER RECOURS POUR UNE RELANCE MONDIALE ? par Aïcha Lipietz.
PAGE 8 : L'espoir déçu des paysans andalous, par François de Ravignan.
PAGES 9 à 12 : LA DIPLOMATIE DE JEAN-PAUL II, par Jacques Decornoy. - Le rêve polonais d'une chrétienté restaurée, par Peter Hebbelwartz. - Rome-Pékin, ou le quadrature du cercle, par Béatrice Lesau. - La

- relance d'une vieille formule : l'«unité des catholiques italiens», par Domenico del Rio.
PAGE 13 : Le terrain de l'extrême droite, suite de l'article de Christian de Brié.
PAGE 14 : Arracher l'Amérique latine à sa détresse, par Jacques Chesnel.
PAGES 15 à 22 : SOCIÉTÉS ÉCARTILÉES, PLANÈTE DISLOQUÉE, par Claude Julien. - La défaillance sociale des démocraties, par Gilbert Lagommesse et Daniel Druesse. - Quand la technologie fait exploser le travail, par Philippe Messéna. - Une culture de l'exclusion, par Ignace Rousselet. - L'impossible modèle urbain dans le tiers-monde, par Claude Lissau. - Au nom de la modernité, par Jean Chesneau. - L'égalité comme source de richesse, par Albert Jacquard. - L'univers anesthésiant du petit écran, par Gilles Perrault. - La fin du rêve américain, par Pierre Dommergues.
PAGE 23 : Bonheur et progrès par la publicité : L'annonce faite au tiers-monde, par François Brusa. - Radicalisation en Afrique du Sud, par Georges Sarre.
PAGES 24 et 25 : LES ZAIROIS EN ÉTAT DE SURVIE, par Colette Braeckman.

- PAGES 26 et 27 : Une nouvelle de Spéjmal Zariab : LES BOTTES DU DÉLIRE.
PAGE 28 : L'équilibre militaire conventionnel : L'URSS décline-t-elle une supériorité navale et chimique ? par Antoine Sanguluetil.
PAGES 29 à 32 : Brest, à la pointe occidentale de l'Europe (supplément).
PAGE 33 : Les avatars de la modernité en Tunisie, par Claude Lissau. - Le Vicariat de la solidarité-du-Chaïl aux côtés des victimes de la dictature, par Pierre Kalfas.
Dans les revues...
PAGES 34 et 35 : LES LIVRES DU MOIS : «Liberté, hâcité. La guerre des deux France et le principe de la modernité», d'Emile Poulat, par Yves Florenne. - «Lettres d'exil», d'Ariane Efron et Boris Pasternak, par Jacques Decornoy. - «Les Yeux du volcan», de Sony Labou Tansi, par Michel Lobé Ewasié.

Le Monde diplomatique du mois d'avril 1988 a été tiré à 156 000 exemplaires.

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

Partial view of another magazine cover on the right edge, showing the title 'LE MONDE DIPLOMATIQUE' and 'MÉCANISME'.

Advertisement for 'Ara' magazine, featuring the name 'Ara' in a stylized font and the text 'LIBAN RAYMONN EDDÉ : « SI JE SUIS PRÉSIDENT »'.